



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

**CONFERENCE
NATIONALE
JEUNES**

17 et 18 octobre 2009

**BULLETIN DE
DISCUSSION N°3**



Sommaire :

I - Organisation de la CNJ

II - Textes devant servir de base aux discussions en vue de l'adoption de résolutions lors de la Conférence Nationale Jeunes

- 1) *Orientation dans la jeunesse*
- 2) *Structuration dans la jeunesse*
- 3) *Motion Journal majoritaire au secrétariat jeune du 2 mai 2009 et adoptée dans les Comités jeunes Monet, Arras, Lille et 92 Nord jeunes*
- 4) *Motion Journal minoritaire au secrétariat jeune du 2 mai 2009*

III - Contributions

- 1) *Contribution sur l'orientation dans les lycées*
- 2) *L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes... Celle des lycéens aussi !*
- 3) *Compte rendu d'activité Lycée Paul Lapie*
- 4) *Bilan d'activité du Comité lycéen Monet*
- 5) *Quelle orientation dans les lycées ?*
- 6) *Bilan du mouvement lycéen contre la réforme Darcos*
- 7) *Faut-il faire un tournant dans les syndicats lycéens ?*
- 8) *La répression au lycée Paul Langevin de Suresnes (92)*
- 9) *Quelques pistes sur les enjeux de la Conférence Nationale Jeunes*
- 10) *Quels enjeux pour la CNJ dans le Nord Pas de Calais ?*
- 11) *Structuration des nouveaux Comités*
- 12) *Syndicalisme étudiant : avancer séparément ou frapper ensemble ?*

- 13) *Construire une intervention en direction des jeunes travailleur-se-s*
- 14) *Bilan du Comité Jeunes 92 Nord*
- 15) *Introduction générale aux trois textes féministes*
- 16) *Contribution autour des débats d'orientation : L'actualité du combat féministe*
- 17) *Contribution autour des débats sur la structuration : Les femmes dans le NPA et le Secteur jeune*
- 18) *17 octobre : Point de départ pour reconstruire un mouvement féministe de masse*
- 19) *L'activité antiguerre continue: faisons la campagne BDS*
- 20) *OTAN en finir avec le capitalisme : L'importance d'une politique anti-guerre dans la jeunesse*
- 21) *Comités jeunes de Bordeaux : Bilan et perspectives pour le NPA*
- 22) *Construire le secteur jeune du NPA : un enjeu central pour le parti*
- 23) *La jeunesse n'est qu'un mot*
- 24) *Les jeunes à l'avant-garde pour construire l'alternative*
- 25) *De la révolte à la révolution en passant par le secteur jeunes du NPA*
- 26) *Pour que les jeunes du NPA se tournent vers la classe ouvrière et les entreprises*
- 27) *Quel rôle de la jeunesse dans la lutte des classes, quel enjeux pour le NPA ?*
- 28) *Sur quelques points dans les contributions pour la conférence nationale jeune*
- 29) *Contribution sur la situation générale*
- 30) *Contribution sur le mouvement autonome*
- 31) *Contribution sur le travail antifasciste*
- 32) *Bilan du Comité Lycéen Levallois*

I - ORGANISATION DE LA CNJ

La première Conférence Nationale Jeunes du NPA se tiendra les 17 et 18 octobre 2009 en région parisienne. Pour y participer, il faut être membre du NPA.

Elle est préparée par la tenue d'Assemblées Générales dans un maximum d'endroits possibles. Elles regroupent les Comités jeunes, les commissions jeunes et les jeunes présents dans les comités locaux qui souhaitent coordonner leur intervention en direction de la jeunesse.

Ces Assemblées Générales doivent permettre un maximum de regrouper différents Comités jeunes et d'associer au mieux les camarades jeunes présents dans des comités locaux.

Ces Assemblées Générales devront mandater des délégués pour la Conférence Nationale Jeunes sur la base d'un délégué pour 4 présents et d'un délégué par reste de 2 environ ce qui permet la meilleure représentation possible de l'ensemble des jeunes du NPA puisque même deux camarades jeunes isolés pourront ainsi être représentés à la Conférence Nationale Jeunes.

Les Assemblées Générales sont invitées à mandater les délégués en prenant en compte les différentes positions exprimées lors des discussions dans les Assemblées Générales mais aussi les différents secteurs d'intervention et villes ou localités présentes lors des Assemblées Générales. Les Assemblées Générales sont également invitées à ce que leur délégations de mandatés tendent vers la parité hommes/femmes.

Nous invitons l'ensemble des sections et comités NPA à avoir des discussions préparatoires à la Conférence Nationale Jeunes. Les membres du Secteur jeunes se tiennent à la disposition des Comités et sections pour venir présenter les débats de la CNJ.

L'idée est de ressortir de la Conférence Nationale Jeunes avec des textes relatifs à l'orientation et à la structuration dans la jeunesse mais aussi de trancher la question de la formule du Journal jeunes en débat depuis la fondation du NPA. Les Assemblées Générales sont invitées à mener leurs discussions sur la base des ébauches de texte sur l'orientation et la structuration dans la jeunesse proposées par le Secrétariat jeunes ainsi que sur la base des différentes motions sur le Journal jeunes afin que l'ensemble des camarades aient eu des discussions sur des bases un minimum communes.

Des membres des Commissions Éducation Nationale, Enseignement Supérieur Recherche, Intervention dans les lieux de travail ainsi que du Comité exécutif sont invités à assister à la Conférence Nationale Jeunes.

Ordre du jour prévisionnel :

Samedi

9h - 10h Accueil // Petit déjeuner

10h - 12h30 Situation politique // Situation dans la jeunesse // Quelles campagnes dans les prochains mois

12h30 - 14h Commissions sectorielles : Fac, lycées, Jeunes travailleurs

Manif pour les droits des femmes

17h30 - 20h Structuration des jeunes dans le NPA et place des jeunes dans le NPA

20h30 Commission des Amendements et Commission des Candidatures // Apéro - Fête

Dimanche

9h - 11h Journal

11h30 - 12h30 Votes // Élection du Secrétariat jeune

II - Textes devant servir de base aux discussions en vue de l'adoption de résolutions lors de la Conférence Nationale Jeunes

1) Orientation dans la jeunesse

Retour sur la situation politique et nos tâches :

La crise accélère les attaques. La classe dirigeante cherche à réorganiser de fond en comble le système d'exploitation et de domination. La violence des attaques va provoquer des confrontations sociales de grande ampleur. La crise n'a pas assommé les jeunes et les travailleurs et a provoqué des réactions importantes, notamment en France. La principale nouveauté de cette année, c'est la mobilisation des salariés de l'industrie à un niveau inégalé depuis des années, en plus des luttes des secteurs traditionnellement combatifs (jeunes, secteur public...). Les évolutions dans la gauche continuent : approfondissement de l'évolution vers le social libéralisme du PS, rupture dans la social-démocratie et création du Parti de Gauche. Cependant, les luttes que nous avons connues l'an dernier n'ont pas réussi à déstabiliser le gouvernement, qui après avoir été affaibli en février-mars a pu reprendre l'initiative, aidé par les bureaucraties réformistes qui ont canalisé les luttes sociales. Virer le gouvernement, Sarkozy, ainsi que sa politique est une urgence pour éviter que les solutions individualistes et nationalistes ne prennent le pas. Pour surmonter l'éclatement des résistances et battre en brèche la stratégie des réformistes nous avons besoin construire une grève générale. Le rôle de la jeunesse, par sa disposition à lutter de manière particulièrement combative et par le début d'accumulation d'expériences de ces dernières années, est de contribuer à favoriser une dynamique de convergence des luttes et d'auto-

organisation. Ce texte d'orientation cherche à définir des grandes lignes pour agir et construire le NPA dans la jeunesse dans cette perspective en lien avec l'ensemble des instances du NPA (Comités, Commissions notamment CILT, Éducation nationale et Enseignement supérieur recherche, CPN et CE...).

I – Quelles campagnes dans les prochains mois ?

A – Pas question de payer leur crise !

Le NPA a choisi de lancer une campagne sur la question de l'emploi : pour l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires. Dans la jeunesse, nous devons relayer les mots d'ordre de cette campagne du NPA mais aussi les décliner sur les conditions de vie immédiates des jeunes touchés par le chômage, la précarité ainsi que sur l'avenir pourri qui les attend avec des réformes de l'Éducation qui cherchent à former des futurs salariés toujours plus précaires et sans droits.

Le cadre général de notre activité

Le gouvernement fait de l'emploi des jeunes une de ses priorités, à l'heure où la crise s'installe dans la durée. A tous les contrats précaires, à tous les dispositifs spécifiques pour les jeunes qui ne sont que des sous-emplois, nous opposons une logique diamétralement opposée : pour que les jeunes aient tous un emploi, il faut que TOUS les travailleurs aient un véritable emploi stable avec un vrai salaire. C'est pour cela que nous défendons dans la jeunesse l'interdiction de tous les contrats précaires, l'interdiction des licenciements, la création d'un million d'emplois dans le service

public et toutes les mesures proposées dans le cadre de la campagne du NPA. Il y a une chose dont les jeunes ont spécifiquement besoin : d'une formation de qualité pour tous. Avant de nous envoyer en apprentissage ou en alternance, nous voulons une vraie formation à la fois suffisamment générale pour ne pas être enfermés dans un seul métier et en même temps réellement qualifiante, c'est-à-dire reconnue dans les conventions collectives. Pour avoir un réel droit à une telle formation pour tous, un pré-salaire d'autonomie à hauteur du SMIC pour tous les jeunes de 16 à 25 ans et qui serait financé en prenant sur les profits des capitalistes est indispensable. Nous refusons d'être fliqués, réprimés à tous les niveaux de notre vie : dans la rue, à l'école, dans la famille... Nous refusons toutes les mesures visant à mettre la société sous contrôle et à fliquer la jeunesse.

Notre stratégie dans les luttes

Pour mobiliser, il faut combiner un travail d'explication des réformes qui a sans doute manqué l'an dernier et des prises d'initiatives pour susciter AG, débrayages, manifs... Il faut s'appuyer sur les dates déjà existantes comme le 7 octobre pour appeler à des AG et des débrayages. Du niveau local au niveau national, il faut rencontrer les autres organisations qui interviennent dans la jeunesse pour tenter d'agir ensemble. Nous cherchons à construire des mouvements majoritaires qui seuls ont la possibilité de faire reculer le gouvernement. Dans chaque lutte nous devons pousser pour l'auto-organisation, la structuration à l'échelle locale et nationale, l'élargissement de la grève à d'autres secteurs. Nous cherchons à concurrencer l'orientation des bureaucraties syndicales et réformistes et nous tentons de faire émerger des directions alternatives pour les luttes pour défendre une autre orientation, fixer des rythmes de mobilisation, impulser une structuration des mouvements... Nous cherchons à expliquer la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement par des mouvements de rue, par la grève générale.

1 – En direction des lycées

Malgré la mobilisation lycéenne de l'hiver dernier, Darcos n'a fait que reporter d'un an la réforme du lycée. Les rapports Apparu et Descoings font aussi de nouvelles préconisations pour une augmentation de

la sélection, une orientation encore plus précoce vers des filières professionnelles, une individualisation du bac et un financement des lycées sur projets incluant des partenariats public/privé. Le projet du gouvernement reste bien une transformation en profondeur du lycée dont l'objectif est de former une majorité de futurs salariés plus rapidement rentables sur le marché du travail et sans garantie collective. Les axes de la Réforme Darcos sont maintenus par Luc Chatel : autonomie et mise en concurrence des établissements, sélection déguisée en « orientation », individualisation des parcours... C'est ce qui a commencé à être mis en place dans les 123 lycées « test », sélectionnés par le Ministère en juin 2009, qui bénéficient de meilleurs budgets, car ils ont accepté le jeu de la concurrence, et expérimentent des éventuels aspects de la future réforme (orientation, rapprochement avec les entreprises, mise en place de disciplines propres à un lycée...). Dans le même temps, le dégraissage continue avec l'objectif de supprimer 80 000 postes de profs d'ici 2012. La nouveauté est l'offensive sécuritaire particulièrement importante qui est menée sur les lycées pour détourner l'attention des vrais problèmes, mais aussi pour briser les résistances : portiques de sécurité, fouilles de sacs à l'entrée des lycées, vidéosurveillance...

C'est sur ces questions que nous devons tenter de déclencher des mobilisations. Le mouvement de l'an dernier nous a prouvé qu'il existait un certain répondant. Les suppressions de postes permettent de faire le lien avec les revendications des profs et il est clair qu'il existe une sensibilité particulière de la jeunesse contre le flicage et la volonté d'encadrement.

Le rôle du NPA doit aussi être d'expliquer la cohérence des attaques du gouvernement, la crise du système capitaliste et proposer des perspectives politiques de renversement de ce système. C'est pourquoi, sur les lycées, nous distribuons des tracts du NPA et organisons des réunions publiques autour de ces thématiques.

2 – Sur les universités

Sur les universités, la politique libérale continue de s'appliquer malgré les résistances. La LRU révèle son vrai visage : partenariats public/privé, financements sur critères de performance, décret sur le statut des enseignants-chercheurs,

augmentation de la sélection, multiplication des diplômes professionnalisant. Le gouvernement n'a pas renoncé à la réforme sur le recrutement et la formation des enseignants entraînant le passage des concours à bac +5, la disparition du statut d'enseignant-stagiaire. La logique est une soumission accrue du contenu des diplômes aux besoins immédiats des entreprises, un mouvement de déqualification des diplômes qui offriront moins de garanties collectives aux futurs salariés pour fabriquer des salariés toujours plus précaires et moins coûteux. La crise provoque le développement de la pauvreté chez les étudiants qui est aussi utilisée comme un moyen de sélection. Dans ce système, seule une minorité franchira la sélection qui donnera accès à des diplômes de qualité. Maintenant, pour les étudiants, la vie se résume à : « précaires aujourd'hui, précaires toute la vie ». Malgré la défaite, le mouvement de l'an dernier a laissé des traces. L'opposition aux réformes et à cette vision de l'université est maintenant majoritaire parmi les enseignants, les personnels et les étudiants. Même, si on ne peut pas reprendre la mobilisation là où on l'avait laissée, il faut utiliser ce sentiment pour chercher à déclencher de nouvelles mobilisations : travail d'information, prise de contact et réunions unitaire avec les autres forces étudiantes, s'appuyer sur les journées de mobilisations déjà prévues pour susciter des AG.

3 – En direction des jeunes travailleurs

La jeunesse ouvrière est touchée de plein fouet par la crise. Dans les boîtes, les premiers emplois supprimés ont été les postes d'intérimaires, les CDD, les temps partiels, postes que les jeunes occupent majoritairement. Pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail, la précarité est de mise : chômage des jeunes à 21%, 80 000 jeunes chômeurs de plus cette année, aucune aide pour les moins de 25 ans (allocations chômage, RMI, RSA...). En direction des jeunes travailleurs, nous menons une campagne autour des thèmes du chômage et de la précarité dans laquelle nous réclamons : un CDI pour tous, la titularisation de tous les précaires, pas un salaire en dessous de 1500 euros, l'accès des jeunes aux minima sociaux, l'interdiction des stages. Avec le bulletin national jeunes travailleurs, nous essayons de développer une activité en direction des lieux de concentration des jeunes travailleurs comme les centres de formation d'apprentis et en direction

des entreprises qui emploient quasi exclusivement une main d'œuvre jeune (restauration rapide, centres d'appels...). Nous aidons aussi les militants du NPA à développer une intervention syndicale sur leur lieu de travail qui leur permette de mener des batailles concrètes sur ces questions.

B – Des campagnes de tout le NPA

Un certain nombre d'axes d'intervention du NPA ont un écho particulier dans la jeunesse : nous devons les développer en cherchant à construire à la base des cadres militants permettant de faire de ces campagnes de véritables campagnes de mobilisation. Tout au long de l'année, nous devons développer une orientation et une intervention sur ces thèmes dans l'ensemble de nos milieux d'intervention en cherchant quand cela est possible à construire des cadres militants unitaires et de masse.

1 – Campagne sur l'écologie : préparons le sommet de Copenhague !

Nous cherchons à construire des échéances militantes, c'est pourquoi nous mobilisons pour la manifestation internationale qui se déroulera à Copenhague le 12 décembre 2009. Nous participons au collectif unitaire jeune urgence climatique pour la justice sociale.

2 – Campagne pour les droits des femmes: préparons la manifestation du 17 octobre, construisons les échéances féministes !

Pour la première fois depuis plusieurs années une manifestation nationale a lieu le 17 octobre pour les droits des femmes. Nous mobilisons sur nos différents lieux d'intervention pour cette mobilisation et participons au cadre unitaire jeune qui s'est mis en place. Comme chaque année, nous participons à la manifestation du 8 mars et cherchons autour de cette échéance à organiser des débats, meetings, réunions publiques sur l'oppression des femmes, les inégalités salariales, les violences...

3 – Activité contre la guerre et l'impérialisme

Les deux questions sur lesquelles nous pouvons et devons intervenir prioritairement sont la Palestine et l'« Afpak » (Afghanistan – Pakistan). La Palestine car la résistance du peuple palestinien est un obstacle majeur au contrôle de l'ensemble d'une région stratégique pour l'impérialisme, et parce qu'il y a une identification de millions de gens à la lutte palestinienne. Il est possible de mener avec d'autres forces la campagne BDS. L'Afghanistan – Pakistan devient le principal front pour l'impérialisme US et pour l'impérialisme tout court. La revendication de retrait des troupes françaises d'Afghanistan est fondamentale. Nous devons également chercher à développer une intervention contre la « Françafrique » et l'impérialisme français en Afrique. Nous sortons un matériel contre la guerre, les occupations militaires et l'impérialisme français dans le courant de l'année.

4 – Activité contre l'oppression des LGBTI

Nous combattons le patriarcat et l'ensemble des oppressions de genre. Nous devons investir les échéances du type Marche des fiertés, journée contre l'homophobie, Existrans,... Il est nécessaire de développer un certain nombre de revendications et d'analyses sur ces questions mais aussi de faire un travail de formation sur les questions LGBTI.

5 – Contre le Racisme et les violences policières

L'offensive raciste et sécuritaire du Gouvernement est particulièrement importante dans la jeunesse : portiques dans les lycées, lois « anti-bandes » et « anti-cagoules », contrôles aux faciès, bavures policières, chasse aux sans-papiers... La jeunesse est particulièrement sensible aux sentiments antiracistes et contre la répression. Dans l'ensemble de notre intervention, nous combattons toute forme de racisme et de discrimination ainsi que toute forme de répression, flicage et politique d'encadrement de la jeunesse. Nous construisons et développons des cadres unitaires et larges sur la question des sans-papiers, notamment jeunes, comme RESF et RUSF.

II – Comment se construire dans la jeunesse ?

A – Quelles interventions dans la durée ?

1 – Intervention en direction des lycées

L'intervention lycéenne est fondamentale. Les lycéens se distinguent par une radicalité particulière, une capacité à se mobiliser très fréquemment, ainsi qu'une facilité à s'identifier aux idées radicales car ils sont moins formatés par la société capitaliste, moins affectés par les défaites passées. De plus, gagner des lycéens au NPA, c'est la garantie d'un renouvellement de l'organisation.

C'est pourquoi chaque comité doit chercher à intervenir sur au moins un lycée par des diffs régulières, l'organisation de réunions publiques... Un effort particulier doit être fait en direction des lycées professionnels. Nous devons chercher à structurer l'intervention lycéenne en développant des commissions lycéennes locales ou régionales qui regroupent les camarades lycéens. Du niveau local au niveau national, nous devons élaborer du matériel spécifique en direction des lycées : tracts, bulletin lycéen, analyses... Nous devons allier une activité de défense directe des intérêts des lycéens (manque de profs, exclusions d'élèves...) et une explication politique d'ensemble. Nous devons chercher à structurer des équipes de lycéens qui soient en capacité de réagir, d'organiser des assemblées générales, de sortir des tracts, de faire de l'information et de mettre leur lycée en grève... La sortie d'un bulletin ou d'un journal du lycée peut faciliter cette structuration, en permettant de faire des réunions régulières et de discuter de la situation politique. La construction de cadres à caractère « de masse » (Comités d'action lycéens, comités de mobilisation, structures syndicales...) peut également aider à cela. L'expérience de la construction de comités NPA lycéens prouve que c'est un cadre efficace. Directement sur les lycées, ils permettent de faire venir régulièrement les lycéens en réunion et sont un cadre adéquat pour discuter de l'intervention sur les lycées. Notre objectif doit être de construire de nouveaux comités lycéens partout où cela est possible.

2 – Syndicalisme étudiant et travail de masse

Dans l'ensemble de nos secteurs d'intervention, nous devons chercher à intervenir dans des structures permanentes qui regroupent différents courants, organisations ou orientation et qui cherchent à s'adresser à la majorité, pas simplement à des jeunes déjà radicalisés. Sur les universités ce sont les syndicats étudiants ou des cadres unitaires type RUSF... Le syndicalisme est fondamental dans notre stratégie pour construire des mobilisations massives. Il s'agit par ce biais de s'adresser à tous les étudiants, de mener une activité quotidienne et de faire la démonstration de la nécessité de l'organisation collective en réglant des problèmes de la vie quotidienne des étudiants comme des problèmes d'inscriptions, des problèmes d'examens... Faire du syndicalisme participe à la reconstruction de la conscience de classe, de la conscience de la nécessité de s'organiser et de lutter collectivement. Dans l'ensemble des universités où nous sommes implantés, nous devons développer une intervention syndicale étudiante régulière. Nous pensons que le moyen le plus efficace d'entraîner le plus largement dans l'action est de rassembler l'ensemble des forces qui sont prêtes à agir sur une université. C'est pourquoi nous poussons à la réunification syndicale. Mais dans les syndicats, nous combattons des directions qui freinent les mobilisations et cherchons à convaincre d'une autre orientation. Quelle que soit la structure syndicale dans laquelle nous militons, nous cherchons à nous coordonner entre jeunes du NPA pour défendre une orientation commune. Sur les universités, nous développons également un travail d'apparition politique par le biais d'une activité NPA. Cela passe par des diffs régulières, la tenue de tables, des ventes de la presse du Secteur jeunes et du NPA, l'organisation de réunions publiques et meetings...

3 – En direction des jeunes travailleurs

Même si c'est sans doute le secteur de la jeunesse dans lequel il est le plus difficile d'intervenir, parce que jeunes travailleurs sont les plus précaires, et qu'il existe peu de grandes concentrations de jeunes travailleurs, il est important de chercher à développer cette intervention. Pour cela, chaque comité doit essayer d'intervenir sur un Centre de Formation et d'Apprentis, sur un Foyer de Jeunes

Travailleurs ou sur une entreprise où il y a une grande concentration de jeunes travailleurs (Mac Do, Quick, Pizza hut, centres d'appel...). Du niveau local au niveau national, nous devons développer des bulletins jeunes travailleurs en répondant à la fois aux préoccupations spécifiques des jeunes travailleurs (droits des apprentis et des salariés...) mais aussi en faisant le lien avec le reste de la jeunesse et des travailleurs. Dans l'ensemble des entreprises où des camarades jeunes travailleurs sont implantés, nous devons chercher à développer une intervention syndicale et à structurer des Commissions jeunes dans les organisations syndicales dans lesquelles nous sommes implantés. Les militants jeunes doivent participer aux diffs devant les entreprises quand cela est possible, même si cela ne doit pas empêcher de mener le travail dans leur milieu.

B – Construction du NPA

1 – Organiser la nouvelle génération militante

Depuis une dizaine d'années, on assiste à une vague de résistances sociales et de radicalisation. La jeunesse scolarisée ou travailleuse est aux avants postes de ces mobilisations. Cette remontée des luttes ne s'accompagne pas automatiquement de l'augmentation du niveau d'organisation des jeunes et des travailleurs. Il existe un décalage important entre le niveau des luttes et le faible niveau d'organisation. Si la fondation du NPA a permis de faire un pas, ce décalage perdure. Les trahisons et magouilles des organisations de la gauche traditionnelle ont laissé des traces. Il existe toujours une défiance à l'égard des organisations politiques et syndicales qui sont souvent qualifiées par les jeunes de « tous pourris ». Cette défiance et la démoralisation liée aux défaites ont tendance à renforcer des courants comme les autonomes. Dans notre intervention militante, nous ne pouvons pas nous contenter d'être les meilleurs constructeurs de la grève, nous devons également chercher à construire le NPA. Nous devons être capables d'expliquer l'utilité de s'organiser, en s'appuyant sur un programme d'urgence pour la jeunesse qui parte des préoccupations des jeunes tout en cherchant à expliquer la logique globale du système (voir partie III). Gagner des jeunes au NPA et construire de nouveaux Comités jeunes n'est en rien contradictoire avec la construction

des mobilisations au contraire. Organiser les jeunes sur la durée et les gagner aux idées de l'anticapitalisme est un élément fondamental pour contribuer à renforcer le rapport de forces, pour donner aux luttes une orientation qui leur permette de remporter des victoires... Face à la crise et aux ravages du capitalisme, il existe des potentialités importantes pour gagner de nouveaux jeunes au NPA.

2 - Formation

La formation est indispensable pour être plus forts politiquement et pour permettre à tous les militants d'être au même niveau. Ce besoin de formation est d'autant plus important pour les jeunes pour qui l'engagement au NPA est souvent la première expérience politique. Nous incitons les jeunes à participer à l'ensemble des échéances de formation du NPA et poursuivons les expériences de stages de formation jeunes régionaux, départementaux...

Les comités, en plus de discuter de l'activité, doivent aussi être le premier cadre de formation et de discussion sur le fond.

3 – Rencontres internationales de jeunes

Chaque année, la IVème Internationale organise les Rencontres Internationales de Jeunes, camp de jeunes militants du monde entier. Les RIJ regroupent les jeunes des différentes sections de la IVème internationale ainsi que des organisations sympathisantes et amies. Dans ce cadre là, nous invitons les jeunes du NPA à y participer comme étant une occasion d'échanger, de renforcer notre compréhension du monde et de vivre une expérience de l'internationalisme vivant.

III – Des mesures d'urgence pour les jeunes

Ces quinze mesures d'urgence constituent des pistes à partir desquelles une brochure de programme d'urgence pour la jeunesse sera élaborée suite à la CNJ :

- Abrogation des réformes libérales de l'Education : Loi Fillon dans les lycées, réforme LMD, LRU, Pacte pour la recherche, Réforme dite des IUFM et de la Masterisation, Réforme de l'allocation des moyens...; un budget à la hauteur des besoins, embauche massive d'enseignants et de personnels
- Un contrôle des jeunes sur leur formation et leurs conditions d'études
- Allocation d'autonomie (financée par les patrons) à hauteur du SMIC
- Interdiction des licenciements et des contrats précaires, un CDI pour tous y compris les jeunes
- Pas un salaire en dessous de 1500 euros nets par mois, y compris pour les stagiaires, SMIC à 1500 euros nets par mois
- Police hors des facs, des lycées et des quartiers; dissolution de la BAC et des polices municipales; suppression des contrats locaux de sécurité et rétablissement des franchises universitaires ; amnistie de tous les inculpés des mouvements sociaux
- Gratuité des transports
- Avortement, contraception libres, gratuits et accessibles
- Droit à l'autonomie pour les jeunes LGBTI ; ouverture de foyers autogérés par les associations LGBTI pour les jeunes en rupture familiale
- Régularisation de tous les sans-papiers ; une carte d'étudiant = un titre de séjour ; non à l'expulsion des mineurs; liberté de circulation et d'installation ; suppression du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale
- Réquisition de tous les logements vides, construction massive de logements sociaux et plafonnement des loyers
- Interdiction du travail de nuit pour les mineurs
- Abrogation de l'apprentissage à 14 ans
- Droit de vote à 16 ans
- Légalisation du cannabis et dépenalisation de toutes les drogues

2) Structuration dans la jeunesse

Six mois après notre congrès de fondation, l'enjeu est de renforcer l'intervention du NPA en direction de la jeunesse qui constitue un secteur très important dans les luttes. Nous devons faire en sorte que l'ensemble des jeunes trouvent leur place au sein du NPA et que les jeunes deviennent une préoccupation centrale de l'ensemble du NPA, nous devons renforcer le « profil jeune » du NPA dans nos campagnes et notre matériel. Nous devons faire que le NPA soit un outil utile dans les mobilisations de la jeunesse. C'est pourquoi, cette première CNJ doit nous servir à améliorer la structuration des jeunes dans le NPA, nos liens avec les autres secteurs du parti et notre intervention vers l'extérieur.

Le matériel

Durant la période du processus de fondation, le secrétariat jeune provisoire a commencé à élaborer du matériel un peu régulier dont les comités ont pu juger l'utilité et l'efficacité.

La feuille de route : toutes les semaines ou tous les 15 jours, c'est une petite note sur la situation politique, l'actualité des attaques et mobilisations dans la jeunesse. Elle permet de donner des éléments à tous les comités sur les priorités d'activités à mener en direction des jeunes et de pouvoir défendre une orientation commune dans les mobilisations pour être plus efficace. Pour qu'elle prenne en compte la réalité de l'ensemble des comités, il faut qu'elle soit élaborée collectivement, elle doit retranscrire les discussions menées en secrétariat jeune ou secrétariat restreint. Sachant que plus il y a un aller/retour régulier entre les comités et le secrétariat, plus il est possible pour l'organisation de se former une vision globale de la situation, de l'état des lieux des comités, et des tâches à accomplir. Il faut certainement songer à ce que les comités locaux envoient régulièrement des rapports sur les luttes au plan local et sur l'état des lieux de l'organisation, pour que la feuille de route intègre aussi ce genre d'éléments.

Un tract hebdomadaire : tous les comités n'ont pas les forces ou les capacités de rédiger un tract chaque semaine pour aller diffuser sur les lycées, les CFA

ou les facs. C'est pourquoi, l'élaboration d'un tract hebdomadaire par le secrétariat permet de faciliter la tâche des comités. La thématique du tract sera élaborée en fonction des priorités de la semaine, discutée en secrétariat. Ce tract doit aussi avoir le souci de développer notre projet alternatif de société en partant des mesures d'urgence à mettre en avant pour les jeunes. Bien sûr chaque comité a la possibilité d'élaborer ses propres tracts.

Des bulletins sectoriels : nous nous fixons l'objectif de mettre en place un bulletin national lycéen et un bulletin national jeunes travailleurs qui soient élaborés par des militants de ces secteurs en lien direct avec leurs préoccupations. Ils sortiraient de manière mensuelle.

Les affiches, autocollants et autre matériel tiré centralement : comme nous l'avons déjà fait dans la période de processus, il faudra élaborer des campagnes en direction de la jeunesse qui puissent être menées par l'ensemble des comités. Pour ça, il faudra élaborer des affiches, des plaquettes d'autocollants. Les axes des campagnes seront définis par les discussions en secrétariat jeune ou par les conférences nationales jeunes et avec les différentes instances du parti (comités locaux, CPN, CE).

Le parti doit aussi être un outil pour permettre à tous les militants de se former théoriquement. Nous devons rendre accessible des outils de formation aux jeunes qui ont peu de moyens financiers en élaborant des brochures de formation sur différentes questions ou en imprimant à bas coût quelques ouvrages de base.

En plus de ces outils de formation, nous travaillons sur l'élaboration d'un « Kit » pour les nouveaux militants en élaborant des fiches pratiques : comment organiser une réunion, comment rédiger un tract,...

Ces outils doivent permettre à chacun de trouver sa place dans le NPA en s'efforçant que tous les militants soient au même niveau.

Un journal: nous devons discuter à cette première conférence nationale jeune, d'un matériel qui nous permette de nous adresser à notre milieu, aux jeunes qui nous côtoient sur nos facs, nos lycées, nos lieux de travail, dans les mobilisations, mais qui soit plus long qu'un simple tract et qui permette

de développer plusieurs thématiques. C'est aussi comme ça, que nous convainquons les jeunes de notre orientation, de la nécessité de renverser cette société et de s'organiser dans le NPA. C'est pourquoi nous devons réfléchir à la sortie d'un matériel type journal tourné vers les préoccupations des jeunes qui sera un complément du journal du NPA. Il s'agira de relayer les campagnes du NPA dans la jeunesse (campagnes du secrétariat jeunes ou campagnes de tout le NPA) Sans faire de division stricte, les tracts permettent de s'adresser plus aux larges masses, tandis que le journal devra sans doute être avant tout un outil pour discuter avec les jeunes intéressés par le NPA pour mieux leur faire connaître l'organisation et leur donner envie de s'organiser avec nous.

Une équipe d'animation

Durant le processus et depuis le congrès de fondation, un secrétariat jeune provisoire s'était mis en place qui a permis de centraliser les infos sur les jeunes dans le processus, qui a aidé à la construction de nouveaux comités et qui a élaboré du matériel d'intervention. L'enjeu de cette première conférence nationale jeune est d'élire un nouveau secrétariat jeune national qui ne soit plus provisoire. Il faut à la fois qu'il représente l'ensemble de la réalité du secteur jeune du NPA et qui soit une équipe efficace pour animer le travail du NPA en direction de la jeunesse. Cette équipe pourrait se réunir régulièrement pour faire la point sur la situation des mobilisations et des attaques en direction des jeunes, déterminer des priorités d'intervention et des campagnes à mener. Comme prévu par les statuts, la conférence nationale jeune fera une proposition de secrétariat jeune qui sera ratifiée par le CPN. Il se dotera aussi d'une équipe plus réduite (bureau du secrétariat) qui se verra de manière hebdomadaire ou quinzomadaire pour gérer les tâches courantes : écriture du tract hebdo et de la feuille de route, envois de matériel aux différentes villes, rappels téléphoniques pour centraliser les informations des comités... Ce secrétariat devra travailler avec le CPN et le CE ainsi que les différentes commissions sectorielles, en particulier la commission éducation nationales et enseignement supérieur recherche avec lesquelles nous avons des terrains d'action communs.

Il est possible de décliner des secrétariats jeunes au niveau local, comme il en existe déjà. Ils servent

à centraliser l'activité jeune à l'échelle d'une ville, département ou région, à mettre en place des campagnes locales, réfléchir à la construction...

Quels moyens matériels et financiers pour fonctionner ?

Dans le cadre des discussions sur le budget du NPA, il faudra qu'une enveloppe soit attribuée au secteur jeune pour son fonctionnement : remboursement des voyages des camarades qui viennent assister aux secrétariats jeunes, tirage et envoi de matériel... La CNJ doit faire une proposition chiffrée de budget prévisionnel pour l'année qui vient, proposition qui pourra être affinée par le secrétariat et discutée avec le CPN et son exécutif. Cette proposition doit notamment comprendre la rémunération de permanents, dont la présence est indispensable pour effectuer les tâches centrales.

De même dans le cadre de la discussion sur la répartition et les tâches des permanents, il faudra discuter d'un nombre de permanents ou demi permanents pour le travail jeune.

3) Motion Journal majoritaire au Secrétariat Jeunes du 2 mai 2009 (20 voix Pour sur 24 votants) et adoptée dans les Comités jeunes Monet, Arras, Lille et 92 Nord Jeunes

Ayant appris que le comité exécutif avait rediscuté la possibilité même de la sortie d'un journal propre aux jeunes du NPA, suite au projet qui lui a été présenté par le secrétariat jeune, nous nous étonnons de cette position.

Le congrès national du NPA qui s'est tenu en février dernier a acté dans son programme et ses statuts le fait qu'il existait une spécificité de la jeunesse et que pour cela nous avons besoin d'outils spécifiques pour nous adresser à ce secteur. Compte tenu de ces spécificités, nous avons aussi acté une certaine autonomie du fonctionnement des jeunes à l'intérieur du NPA pour leur permettre de faire leurs propres expériences et de mettre en place les outils les mieux adaptés pour une intervention efficace dans la jeunesse.

Du fait de l'annulation de la CNJ qui était prévue initialement à la mi-mars, la réflexion autour de cette intervention et la mise en place d'outils d'intervention a déjà pris beaucoup de retard. La sortie d'un journal jeune, comme il est stipulé dans les statuts, est pour nous urgente.

Ne pas permettre sa sortie dans les plus brefs délais serait pour nous remettre en cause ce que nous avons acté au congrès de fondation. Nous rappelons qu'un matériel type 4 pages (proposition de remplacement qui semblait émaner du comité exécutif) n'est pas un journal mais un tract un peu plus long et ne correspond pas aux propositions discutées par les jeunes.

4) Motion Journal minoritaire au Secrétariat Jeunes du 2 mai 2009 (4 voix Pour sur 24)

Tout est à nous doit être l'outil principal de toute l'organisation. La jeunesse est un secteur important, régulièrement en lutte ces dernières années, ayant la capacité d'entraîner les secteurs salariés. Elle doit être un secteur privilégié pour l'intervention du NPA. Il est important que le NPA dans son entier ait le souci de se tourner vers les jeunes : dans nos quartiers, dans les banlieues et quartiers populaires, dans les lieux d'enseignements. Pour cela, les outils du NPA doivent parler aux jeunes, de leurs préoccupations, de leurs mouvements et revendications. Nous ne pouvons séparer les thématiques : pourtant de fait, si un journal jeune s'occupe des questions jeunes, le journal « non jeune » s'en déchargera.

C'est pourquoi nous faisons une proposition de « 2 en 1 ». Celle d'un 4 pages jeune aux formes et aux couleurs (chartre graphique) de Tout est à nous dont la fréquence est à réfléchir en fonction de la disponibilité des militants jeunes (hebdomadaire, bi-mensuel, mensuel ?) à insérer dans le journal. En fonction de son lieu de vente, on pourrait faire le contraire en insérant le journal dans le 4 pages pour vendre Tout est à nous avec une « une » sur des questions spécifiques jeunes lorsque cela se pose (mouvement « jeune »). Une telle proposition combine plusieurs avantages :

- un journal commun vendu et pris en charge par tous les comités (jeunes/quartiers/lieux de travail).
- une politique en direction de la jeunesse assumée par tous les comités.
- Un coût réduit pour la production et la diffusion de cette formule 2 en 1
- Une élaboration des thématiques jeunes spécifiques élaborées par les jeunes.

Par ailleurs cette formule nous évite un débat douloureux sur un nom différent pour un journal jeune (la proposition actuelle est : l'étincelle anticapitaliste- Journal des jeunes du NPA- De la révolte à la révolution). Et donc de ne pas essayer de trancher des discussions que le NPA dans son entier n'a pas résolues.

III - Contributions

1) Contribution sur l'orientation dans les lycées

Le Camarade auteur de cette contribution souhaite la proposer comme amendement au texte d'orientation dans la jeunesse lors de la Conférence Nationale Jeunes

Ce texte a pour but de définir les objectifs à atteindre pour les lycéens du NPA d'ici la prochaine CNJ, ainsi que les tâches à surmonter pour les réussir. Les orientations de ce texte n'ont pas pour but d'être appliquées de façon despotique, mais de commencer à former l'ensemble des militants sur ces questions. Le véritable objectif est que l'année prochaine l'ensemble des militants est saisi les enjeux de ce texte, grâce à un travail de formation du secrétariat jeune, et qu'un maximum de militants commencent à en appliquer les orientations, sauf ceux qui sont en désaccord avec celles-ci. La prochaine CNJ devra sortir avec une position de Congrès sur les sujets abordés, notamment le sujet central du syndicalisme lycéen.

1. Commençons par caractériser le milieu lycéen. Il n'y a aucune différence entre les lycéens et les étudiants en dehors des parents et de la notion abstraite et bourgeoise de majorité. En effet, les capitalistes ont instauré une barrière stricte et sans signification véritable, qui est qu'en dessous de 18 ans, les jeunes n'ont aucun droit et n'ont pas leur place dans les décisions, et qu'après 18 ans, ils disposent de leur « liberté ». Cela n'a rien à voir avec la place dans le processus de production puisque dans certains pays, les enfants travaillent dès 8 ans, et n'ont pourtant pas leur mot à dire. Pourtant les différences sont fortes au sein même de la jeunesse non majeure entre les apprentis et les jeunes scolarisés.

Les premiers bénéficient d'un salaire, bien que faible, et commencent donc à acquérir une certaine indépendance matérielle. Ils rentrent plus tôt dans le processus de production, et leurs revendications sont communes à celle des travailleurs.

Les jeunes scolarisés acquièrent une plus grande indépendance intellectuelle, mais sont totalement sous le joug de leurs parents, du fait qu'ils n'ont aucun moyen de subsistance. Ils aspirent à des diplômes de qualité, et leurs revendications sont très proches de celles des étudiants.

On pourrait voir un monde entre ces deux jeunes toutes deux en situation de minorité ; néanmoins leurs revendications sont communes : ils aspirent à l'émancipation vis-à-vis de leurs parents. Dans la société capitaliste qui se base avant tout sur l'indépendance matérielle, les jeunes apprentis sont même peut être plus écoutés, du fait qu'ils travaillent directement dans l'outil de production, alors que les jeunes scolarisés ne sont pas pris en considération, car ils ne peuvent pas s'émanciper matériellement, bien qu'ils le soient, en parti, intellectuellement.

Les lycéens sont donc des jeunes travailleurs en formation, tout comme les étudiants.

Il faut mener la lutte pour l'émancipation des lycéens par rapport à leurs parents. Marx disait « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses moyens ». Jamais nous n'entendons parler de notion abstraite d'âge, et notre orientation politique ne doit donc pas être fixée d'après des critères bourgeois.

Il n'y a qu'une jeunesse, et sa revendication principale est l'émancipation matérielle et intellectuelle. Tout comme beaucoup d'étudiants arrête leurs études car ils doivent travailler pour vivre, beaucoup de lycéens partent en apprentissage par besoin d'argent : il faut donc défendre la revendication d'un revenu de jeunesse pour tous.

2. Nous assistons ces dernières années à une forte radicalisation de la jeunesse. Les étudiants sortent de 14 semaines de grève, et connaissent des mouvements presque tous les ans. Les jeunes travailleurs, pour la plupart technicien (des jeunes ayant un diplôme mais se retrouvant en situation de surqualification), sont moteurs de luttes très durs, notamment à EDF. Les lycéens, quant à eux, ont connu 5 mouvements en 5 ans, et sont donc en termes de radicalisation au même niveau que les

étudiants ou les JT, contrairement aux collégiens ou autres.

Les jeunes travailleurs, en formation ou pas, ont donc, en plus d'une aspiration commune à l'émancipation, une force de radicalisation et une capacité de mobilisation commune.

3. Afin de capter cette radicalisation de la jeunesse, deux solutions complémentaires s'offrent à nous.

Il faut chercher à capter cette radicalisation politiquement au sein du NPA. Nous proposons un projet de société, le socialisme, et nous avons une vision élargie de l'horizon politique. Le parti est essentiel pour la révolution, car il regroupe des éléments avancé du prolétariat, et il est le seul à être en capacité d'expliquer que seule la révolution pourra renverser l'ordre bourgeois, et que seule celle-ci sera capable de mettre fin au capitalisme. Néanmoins, bien que ce travail de propagande soit essentiel, il ne suffit pas pour gagner les masses à la révolution. Seule l'expérience pratique peut convaincre les masses de la lutte des classes, c'est-à-dire que leurs intérêts sont irrémédiablement opposés à ceux des classes dirigeantes, la bourgeoisie.

C'est pourquoi il faut également capter cette radicalisation syndicalement, pour la défense des revendications immédiates des jeunes. Le syndicat n'offre qu'une vision partielle de la politique, mais il est le premier pas vers l'organisation collective. Prendre sa carte dans un syndicat, c'est prendre conscience que s'organiser collectivement est le seul moyen de gagner. Le syndicat c'est aussi la seule forme d'organisation permanente en dehors des mouvements qui regroupe les lycéens sans prendre en compte leur idéologie. C'est donc le seul moyen pour faire du travail dans les cadres de masses en dehors des mouvements, et ainsi d'être en capacité de toucher un maximum de lycéens. Comme le disait Trotsky, le syndicat est un « embryon de démocratie prolétarienne dans le capitalisme ». Le syndicat permet donc de conscientiser un maximum de lycéens en partant de leurs revendications immédiates, et de se lier à la classe ouvrière et à leurs organisations.

Il n'y a donc pas de contradiction entre militer politiquement et syndicalement, car le syndicat représente un pont entre les masses lycéennes et le parti révolutionnaire qu'est le NPA. Le syndicat

permet de montrer que l'organisation collective permet de gagner des acquis, il permet l'unification de notre classe, afin d'être plus fort quand viendra la révolution. Il est également un cadre de recrutement pour le parti. En effet, notre courant estime (contrairement à Lutte Ouvrière) qu'il faut que les militants révolutionnaires soient les meilleurs militants syndicaux, féministe, écologiste, etc. pour être reconnu comme les meilleurs militants révolutionnaires. C'est-à-dire que nous ne gagnerons pas les masses à la révolution uniquement grâce à un travail de propagande, mais également, et c'est le plus important, en leur montrant que nous sommes capables de nous occuper de leurs revendications immédiates.

4. Définissons désormais les tâches des militants lycéens du NPA.

Commençons tout d'abord par les tâches organisationnelles du NPA dans ce secteur.

Nous devons diffuser un bulletin national lycéen, dont la rédaction serait à la charge du secrétariat de jeunesse, au moins une fois par mois devant les lycées, en vendant nos journaux (L'EA et TEAN) en même temps. Ce travail de propagande permet la diffusion de nos idées au plus grand nombre.

Il faut également essayer de diffuser des tracts écrits localement, afin de former le plus de militants possibles au travail d'écriture.

Les tracts doivent toujours partir de revendications et d'aspirations concrètes des lycéens, et tenter de faire émerger un projet de société, ou en tout cas une réflexion politique plus profonde. Il faut aussi tenter de convaincre les lycéens que certains sujets qui les concernent de près sont des sujets politiques.

En diffusant nos tracts il faut aussi chercher à entamer la conversation avec les lycéens qui paraissent intéressés. C'est pourquoi il est plus efficace d'être plusieurs sur une seule entrée, plutôt qu'un ou deux par entrée (dans les lycées où il y a plusieurs entrées). Il faut prendre les contacts des sympathisants, afin de faire des fichiers de sympathisants. Il faut contacter les sympathisants régulièrement et faire des réunions ouvertes de temps en temps où on les invite.

Les fichiers doivent également servir au

secrétariat afin qu'il fasse des lettres électronique régulièrement, sur le même modèle que les lettres « Infos NPA ».

Il faut également tenter de faire des réunions publiques annoncées largement tous les deux ou trois mois, sur un sujet commun nationalement, décidé par la direction de jeunesse. Il pourrait y avoir des invités dans certains endroits, et un topo qui pourra servir de base de réflexion devra être rédigé par le secrétariat. Cela n'empêche pas de faire d'autres réunions publiques localement, ou que certains sujets ne soient faits que dans certains endroits plus concernés que d'autres (par exemple la défense des nationalités minoritaires (Basque, Corse, etc.).

Il faut également que les jeunes du NPA s'investissent totalement dans les campagnes électorales du parti, et pas uniquement pour servir de petites mains, mais en prenant également part à la confection du programme et à la composition des listes.

Poursuivons par l'orientation syndicale du secteur lycéen du NPA.

Pour les raisons évoquées plus haut, il faut pousser nos camarades à se syndiquer. Les militants du NPA doivent défendre un syndicalisme de masse. En effet, le but du syndicat est d'aider au développement des mobilisations et des luttes, d'être représentatif, voir de négocier des accords, donc plus nous serons nombreux, plus nous aurons de poids. Mais surtout, si l'on se syndique, c'est pour être au côté des masses lycéennes, afin de connaître et de pouvoir agir sur les aspirations et les revendications des lycéens. Il faut donc être très actifs, faire de nombreuses campagnes, développer des sections syndicales directement dans les lycées. Le statut de syndicat permet d'obtenir le droit d'affichage au sein du lycée, ainsi que le droit de réunion, il peut également nous permettre de participer aux conseils de classes et au conseil de discipline si l'on est suffisamment fort. Si l'on montre aux lycéens qu'on est utile dans leur vie de tous les jours au lycée, ils nous suivront beaucoup plus facilement quand nous appelleront à nous mettre en lutte. Il faut donc participer aux sections syndicales dans nos lycées, mais également les construire et les développer. Il faut se faire élire aux Conseils d'Administrations, au Conseil de Vie Lycéenne, et autre, afin de savoir ce qui se passe

dans nos lycées, et surtout d'informer les lycéens de ce qu'il s'y passe, ce qui est aujourd'hui trop rarement le cas.

Il faut faire participer au maximum les adhérents du syndicat, et tenter de faire émerger des cadres, pas tous au NPA.

Afin de construire des syndicats de masse, il faut avoir quelques axes en tête, comme par exemple la lutte pour le droit de tendance et l'expression de celles-ci, une structuration en comité de masse, afin d'avoir une réelle implantation dans le milieu lycéen, un fonctionnement basé surtout sur le fédéralisme, car un syndicat n'est pas un parti, on ne peut exiger des adhérents qu'ils appliquent toutes les décisions majoritaires du syndicat, au risque de faire exploser celui-ci, et il faut prendre le maximum de décisions au consensus. Il faut également élire des directions, afin que les décisions nationales par exemple ne soient pas prises par une minorité parasite non élue. Il faut trouver le juste milieu de centralisation. Par exemple, un comité de lycée a le libre arbitre pour décider ou non de la participation au Conseil d'Administration de son lycée, même si le syndicat peut avoir une position sur cette question. Mais, à un autre échelon, si la direction nationale du syndicat décide de ne pas participer à une conférence de presse devant le ministère, et que des militants y participent quand même au nom du syndicat, des sanctions peuvent être appliquées, car bien qu'il ne faille pas appliquer le centralisme démocratique dans les syndicats, il faut quand même une certaine centralisation afin qu'ils aient une expression publique cohérente.

Nos militants doivent également lutter pour un syndicalisme « lutte de classe ». Il faut défendre des orientations dans le syndicat, qui sans être révolutionnaires soient offensives. Par exemple, il faut mener des campagnes pour le droit de vote à 16 ans, en expliquant que la bourgeoisie a bien mis en place le droit de vote à 18 ans, alors qu'il était à 21 ans, et que vu l'évolution de la jeunesse et de la scolarisation, on peut demander à ce qu'il soit à nouveau décaler. Ce n'est pas une revendication révolutionnaire, car c'est encore une barrière abstraite, mais c'est une revendication transitoire.

Les batailles à mener en tant que syndicalisme lutte des classes sont par exemple :

- 25 élèves par classes, on n'est pas des sardines

- La défense permanente des droits élémentaires des lycéens (droit d'expression, droit de se syndiquer, droit de « grève »...)
- Pour un véritable statut lycéen, pour un revenu lycéen
- Pour une formation unique, publique, et critique pour tous jusqu'à 18 ans.
- Pour des conseils de classes publiques
- Pour riposter aux attaques, montrer la nécessité de la Grève Générale.
- Soutien aux luttes des jeunes de par le monde.
- Soutien aux immigrés, solidarité
- Soutien aux luttes des travailleurs et liens avec leurs organisations
- Non aux lycées-prisons

Toutes ces revendications doivent nous permettre d'essayer de montrer que les lycéens ont bel et bien un ennemi commun : la bourgeoisie.

Entamons maintenant la question du choix du syndicat.

Il existe plusieurs syndicats lycéen en France, l'UNL, la FIDL et SUD Lycéen. Force Lycéenne à l'heure de l'écriture de ce texte n'est pas encore un syndicat, car ils n'ont pas de réelles bases militantes. En fonction de leur évolution, le secrétariat jeune aura pour tâche de se positionner vis-à-vis de ce syndicat. L'UNL et la FIDL sont des organisations bureaucratiques. Etant donné que ce ne sont pas des syndicats de masse, ils sont impossibles à faire évoluer de l'intérieur, car les bureaucrates fabriqueront toujours plus de cartes que les minoritaires ne recruteront de militants. C'est pourquoi bien qu'il y ait des sections combattives, nous devons militer exceptionnellement dans ces syndicats, car nous ne pouvons pas les faire évoluer dans le bon sens.

Il faut donc militer prioritairement dans SUD Lycéen. Cela n'est pas du prosélytisme d'organisation, un des premiers écueils de notre courant politique, mais bien un choix stratégique. En effet, malgré le fait que ce syndicat ne soit pas totalement démocratique (pas de tendances, pas de directions donc toutes les décisions nationales sont prises par des personnes non élues, chaque fédé à une voix lors des Congrès...), il est le seul où nous pouvons faire du boulot sans avoir des bâtons dans les roues et tenter de faire enfin émerger un syndicalisme

lycéen. Avec un peu de convictions, on peut réussir à construire et développer des fédés qui défendent un syndicalisme démocratique et de lutte, et qui construisent des syndicats de masse, et non des centrales rouges ou noires sectaires.

Le militantisme dans SUD Lycéen nous permet d'avoir un maximum de libertés, afin de pouvoir faire des expériences pour construire des syndicats lycéens.

Mais notre objectif principal doit être bien plus ambitieux. Nous avons vu plus haut qu'il n'y avait qu'une seule jeunesse, bien qu'il y ait des spécificités à chacune. S'il n'y a qu'une seule jeunesse, il ne devrait donc pas y avoir de séparation entre nos organisations. Nous devons donc agir pour la construction d'une Centrale Unitaire de la Jeunesse (CUJ). Elle permettrait d'être beaucoup plus puissant et de mettre fin à la division syndicale dans les secteurs lycéens et étudiants, et pourrait même servir de moteur et de modèle aux travailleurs.

Afin de réussir à mettre en place la CUJ, il faut des militants dans les deux branches principales (lycéens et étudiants) qui arrive à convaincre les autres syndiqués de cette nécessité. L'UNL ne pouvant vivre sans l'UNEF, et la FIDL ne pouvant vivre sans l'UNL, la conclusion est simple, en dehors du fait qu'il faut faire du syndicalisme de masse, et que l'UNEF est le seul syndicat étudiant de masse, si la TUUD arrive à gagner dans l'UNEF le combat de la CUJ, les syndicats lycéens de bureaucrates tomberont forcément avec.

Cela prouve que le fait de se syndiquer à SUD Lycéen n'est pas du prosélytisme d'organisation puisque ce texte défend le militantisme dans l'UNEF.

Pour résumé, il faut militer au niveau lycéen prioritairement dans SUD Lycéen afin de faire l'expérience du syndicalisme lycéen et de tenter de faire émerger une conscience syndicale chez les lycéens, pour ensuite avoir un nombre suffisant de lycéen pour que la CUJ soit une initiative crédible, et militer prioritairement à l'UNEF dans le milieu étudiant, afin de militer dans la plus grosse organisation étudiante et faire ainsi du syndicalisme de masse, et d'avoir la plus grosse centrale de jeunesse française qui soit moteur de la construction de la CUJ.

Développons maintenant l'attitude à adopter par les militants lors des mouvements.

Notre position sur le syndicalisme ne nous empêche pas d'être de profond défenseur de l'auto-organisation en période de lutte. En période de mouvement, les militants du NPA doivent développer des CAL (Comité d'Action Lycéen) et des comités de grève, et doivent engager leur syndicat dans ces constructions. En effet, les mouvements sont des moments où la conscience politique des lycéens grimpe brusquement. Il faut donc faire participer à la direction du mouvement un maximum de lycéens, peu importe qu'ils soient encartés ou non. Si le syndicat contrôle la lutte seul, les lycéens de base se sentiront moins impliqués, et s'accrocheront donc moins en cas de mouvement long et difficile. Le syndicat doit apporter toute son expérience, tout comme le parti, afin que les CAL et les comités de grève soient fort localement et nationalement en construisant des Coordinations Nationales Lycéennes. Le syndicat peut avoir des positions différentes par rapport aux orientations décidées aux CNL, et peut les exprimer publiquement, mais ne doit pas aller négocier un accord sur ces positions à lui, et doit même faire en sorte que les CNL désignent elles mêmes des personnes pour aller négocier. Cela sera peut être une défaite sur le moment, mais cela sera une grande victoire sur le long terme pour notre crédibilité, car nous n'auront pas trahi ou fait des enfants dans le dos du mouvement.

Pour conclure, les militants révolutionnaires doivent mener plusieurs activités en même temps. Il faut s'arranger pour que certains militants soit plus connu comme militants politiques, et d'autres comme militants syndicaux. Néanmoins, tous les militants doivent à la fois mener l'activité propre du NPA, celle du syndicat et celle des CAL et comités de grève lors des mouvements. Il faut tenter de faire émerger des cadres qui ne soient pas au NPA, mais en qui ont a totale confiance afin de ne pas passer pour des manipulateurs.

Enfin, dans le syndicat, comme dans les CAL, il faut recruter un maximum de lycéens, notamment des cadres.

Jules (Comité NPA Lycéens 35)

2) L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-même... Celle des lycéens aussi !

« L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-même » est le mot d'ordre de notre Parti. De ce fait le NPA a un rôle politico-syndical en se battant au sein des entreprises contre la classe bourgeoise. Les camarades membres de différents syndicats portent les idées de notre organisation dans ces associations de travailleurs.

Le lycée est à sa manière une micro-société. Tout en ayant ses particularités il recrée certaines que la société elle-même, et certaines oppressions. Les lycéens, au fil des luttes, et de leur prise de conscience, ont mis en place des modes d'actions particuliers, mais aussi communs aux Treavailleurs comme les syndicats.

Le NPA doit, être présent dans le combat lycéen, et pour cela la question du syndicat se pose. Avant toute chose n'oublions pas d'une part que tous les lycéens révoltés ne sont pas de notre bord, et qu'au sein du mouvement révolutionnaire nous ne pouvons pas nous séparer des forces gauchistes. Pour cette raison l'idée de rejoindre en masse Sud lycéens et de le remodeler comme un outil du Parti au sein du lycée, comme le propose le comité lycéen 35 ne nous paraît pas une bonne chose. Nous n'avons pas vocation à créer des syndicats NPA-bis (se qui serait bien la conséquence, sans forcément en être le but, de cet entrisme massif) mais plutôt à former les militants syndicaux à nos positions radicales au sein de toutes les organisations, et en fonction de la réalité locale. Nous devons toujours garder à l'esprit les principes fondateurs et les feuilles de route du NPA, lors des mouvements par exemple, nos militants devront tenter d'appliquer grace aux outils locaux, l'objectif national soutenu par le NPA.

D'autre part, rappelons sans faire du « localisme » que certains facteurs font que des lycéens doivent rejoindre tel ou tel syndicat, parce qu'il a une position plus radicale que nationalement, ou bien à l'inverse parce qu'il y a un besoin d'unir dans une structure moins radicale...

L'organisation interne des syndicats ne peut être décidée par un parti mais par la totalité des militants et de leurs sensibilités ainsi nous n'imaginons pas la possibilité d'un putsch à Sud qui forcerait les camarades anarchistes à quitter un syndicat dont ils sont à l'origine...

« La collaboration entre anarchistes et bolcheviks demeure à la base de la révolution »

Notre position est donc l'entrisme dans tous les syndicats non pas sous la forme d'un putsch mais d'un changement des mentalités.

Enfin, les syndicats, qu'ils soient ouvriers ou étudiants, ne sont pas la solution, mais l'outil, la solution au combat révolutionnaire, sont bien les conseils, et les Assemblées Générale, impulsés par la révolte.

Il faudra aussi une union de tous les syndicats lycéens dans les futurs mouvements. Union Nationale, de façon à mettre en place un front coordonné de riposte, cette union est déjà en marche dans certains départements.

Dans le cadre de cette union, nous appellons nos camarades à rejoindre le Front de Lutte pour l'Education, pour des mouvements concertés entre les organisations, les lycéens, de façon à ne pas revivre un mouvement aussi désorganisé que celui contre la réforme Darcos.

« Marcher séparément, frapper ensemble ! »

En conclusion, UNL, SUD ou encore Syndicat Local, peu importe, ce n'est qu'un outil, qui ne va pas sans l'autre outil qu'est le front unique dans les mouvements, ainsi que la lutte pour le programme du Parti dans toutes les organisations.

Alexis, Comité de Vichy - Comité du Chablais

3) Compte rendu d'activité lycée Paul Lapie

Au début de l'année, il n'y avait qu'un seul militant sur Paul Lapie qu'un autre viendra rejoindre courant janvier. Nous, les deux militants de Paul Lapie, avons donc mené une activité militante (diffes, AG, réunions publiques). Une réunion publique organisée à l'aide d'étudiants nous avait permis d'intéresser quelques lycéens au NPA, cependant il y avait un manque de régularité dans l'activité et la répression des parents sur les élèves qui participaient à nos réunions étaient forte (en effet les lycéens de Paul Lapie ont une situation sociale plutôt aisée, la ville de Courbevoie est d'une tradition réactionnaire, et il y a sur le lycée 3 à 4 « militants » des jeunesse populaires d'UMP).

Nous avons cependant réussi à gagné deux militantes au NPA qui ont d'ailleurs fini par décrocher et arrêter de militer au bout d'une trentaine de jours. Nous pensons avoir notre part de responsabilité dans ce décrochage : en effet nous n'avons pas pris assez de temps de discuter avec ces camarades afin de les convaincre de participer aux activités militantes et aux échéances du NPA. Nous avons fait l'erreur de trop nous concentrer sur la construction du mouvement lycéen (alors éteint), en nous occupant trop du comité de mobilisation créé alors qu'il n'y avait pas de mobilisation. Mais la création du comité de mobilisation qui est composé de seulement 2 terminale (qui vont donc partir du lycée l'année suivante) va permettre d'organiser le mouvement sur le lycée avec tout ceux qui ne sont pas au NPA. Le comité de mobilisation est aussi un moyen de convaincre les lycéens de s'organiser au NPA. Nous n'avions le soutien concret d'aucun professeur lors du mouvement mais je pense que nous y sommes pour rien.

Notre tâche principale en l'absence de mouvement aurait dû être la construction du comité NPA sur le lycée, le travail de propagande et de discussions politiques avec les lycéens de Paul Lapie (notamment les deux camarades qui ont décroché). Bien que mobiliser les lycéens de Paul Lapie alors qu'il n'y avait pas de mouvement n'offrait aucune perspectives de suite (et nous aurions d'ailleurs dû en parler collectivement avec des camarades étudiants ou d'autres lycées), le fait d'avoir monté

un comité de mobilisation et d'avoir organisé un blocage (le 19 mars) nous a fait gagner en expérience pratique, et nous a aussi fait gagner de la crédibilité auprès des lycéens même si nous nous sommes retrouvés à deux en manifestation. Le blocage nous a aussi permis de discuter avec les lycéens pour les convaincre qu'on cassait leurs éducations : nous avons gagné des gens au comité de mobilisation. Après le blocage, le bac a rendu les choses plus difficile et les lycéens étaient plus dans leurs examens.

Nous avons aussi participé aux commissions lycéennes de la région Parisienne ainsi qu'à celles du 92. C'est une échéance très importante afin de tirer collectivement les bilans et pour s'organiser à une échelle départementale ainsi qu'à une échelle nationale. Cela permet de nouer des liens militants entre les différents lycées de la région et permet d'avoir une intervention similaire et coordonnée.

Le « sous-comité » Lycée Courbevoie est relié au comité jeune 92 Nord qui regroupe à la fois des étudiants, des jeunes travailleurs et des lycéens ce qui nous permet de partager nos expériences, d'être formé(e)s par des camarades plus expérimenté(e)s et de rencontrer plus ou moins régulièrement les lycéens d'autres lycées du 92Nord (ce qui permet de se coordonner en dehors des commissions lycéennes). Ce comité se réunit tout les mercredis à 18h et il y a systématiquement une petite formation organisée, avec un topo suivi d'un débat. On y trouve aussi des discussions régulières sur la situation actuelle de chaque lycées pour voir quels sont les rapports de force sur les lycées à l'échelle « départementale ». Le comité jeune 92 Nord intervient sur les lycées à l'aide de « suivi étudiant ». Un suivi étudiant (avec qui nous nous réunissions souvent pour faire le point) nous a fortement aidé, dans notre activité ainsi que dans notre dans notre formation. Certains lycéens du NPA ont souvent tendance à pensés que le suivi étudiant n'est pas une bonne chose car c'est l'étudiant qui commande les lycéens mais c'est pas du tout le cas : l'étudiant est simplement là pour aider les lycéens à réfléchir sur comment avoir l'intervention la plus judicieuse sur son lycée et a aidé pour la construction d'un comité NPA sur le lycée, ce qui facilite les choses vu que l'étudiant a, en générale, déjà une expérience de militantisme.

Comité Lycéen Paul Lapie

4) Bilan d'activité du Comité lycéen Monet

Afin de comprendre sur quelles bases s'est constitué le comité NPA du lycée C. Monet, il faut savoir que tout a commencé à la rentrée 2007 lorsque 2 camarades des JCR sont entrés en 2nd. En effet, avant le lycée C. Monet n'avait jamais été une priorité d'intervention des JCR. Pour cette raison mener une activité politique a d'abord été difficile, les premières diffs étaient mal reçues (insultes, reproche des crimes des staliniens etc.) que ce soit de la part de lycéens totoïdes sous l'influence de Tolbiac ou de la part de petits bourgeois nombreux sur le lycée de par sa réalité sociale. Néanmoins une activité politique a quand même été menée : nous avons été à l'origine d'un comité de mobilisation après la manif du 18 octobre qui a lancé le mouvement contre la LRU en région parisienne, et un nouveau camarade nous a rejoint. Pendant que les premières facs se mettaient en grève, à l'aide du comité de mobilisation nous avons appelé à une première AG, alors que les lycéens les plus mobilisés des années précédentes lançaient un vote à bulletin secret par le biais du CVL sur la question du blocage. Résultat le blocage l'emporte a plus de 70% des voix et la première AG est une réussite avec plus de 200 personnes ; au premier blocage, il y a une centaine de lycéens le matin malgré la grève des cheminots. Dans les AG et au blocage ce sont des lycéens du MJS qui mènent la bataille en faveur de la LRU, nous sommes même allé jusqu'à des affrontements assez violents avec certains anti-bloqueurs. Par ailleurs, le manque d'expérience a fait que les camarades ont cru au vote à bulletin secret ce qui a eu pour conséquence de vider les AG qui ne prenaient pas de décision et a entraîné la fin du mouvement.

Le manque d'expérience a fait que nous avons été touchés de plein fouet par le reflux et nous n'avons pratiquement pas mené d'activité politique entre la fin de ce mouvement et le début du suivant, contre les suppressions de postes, au printemps 2008. Malheureusement, lors de ce mouvement, le vote à bulletin secret était encore, pour l'ensemble des lycéens et pour une majorité de camarades et de contacts, le seul moyen d'organiser démocratiquement un blocage. Comme à la fin du mouvement précédent, nous n'avons pas été capables de massifier les AG et de les

rendre décisionnelles (nous n'avons jamais été plus de 20 en AG). Rapidement, au bout d'une ou deux semaines, plus personne ne venait le matin, 5 lycéens et 3 poubelles suffisaient à officialiser le blocage et de toutes façons, les lycéens ne prenaient plus la peine de venir devant le lycée le matin, préférant rester dormir chez eux. Il était ainsi difficile de massifier le mouvement, car difficile de s'adresser à des lycéens qui n'étaient pas là. Le blocage était devenu un réflexe et non plus un moyen d'action efficace. Cependant, nous savons a posteriori que le lycée était très présent en manif, mais de façon dispersée et certainement pas dans un cortège précis mené par une banderole. Cela montre que nous avons convaincu sur le fond de soutenir le mouvement en allant en manif mais pas de s'y impliquer activement. Massifier en structurant un cortège rassemblant les lycéens du lycée C. Monet afin qu'ils prennent conscience de leur propre force aurait dû être notre priorité mais ne l'a pas été, car nous étions trop absorbés par des tâches au niveau de la coordination du mouvement au niveau de la région parisienne. Finalement, à Monet comme ailleurs, le mouvement s'est arrêté quand la FIDL et l'UNL ont arrêté d'appeler à des dates de manif. Il a alors suffi au proviseur d'ouvrir grand les portes du lycée pour mettre fin aux blocages.

Malgré les difficultés rencontrées dans ce mouvement, nous avons réussi à aborder des sujets plus politiques que para-syndicaux avec les lycéens les plus mobilisés. C'est pour ça qu'à la fin du mouvement, nous avons appelé à une réunion publique NPA afin de ne pas attendre que le reflux et les vacances scolaires anéantissent le potentiel militant. C'est cette réunion qui a servi de point de départ à la constitution d'un comité NPA l'année suivante.

S'il faut retenir quelques choses de cette première année au lycée C. Monet, c'est que le manque d'expérience nous a fait commettre des erreurs et que la faiblesse de la commission lycéenne nous a empêché d'avoir une vision globale et donc de définir nos priorités et de défendre une orientation cohérente au niveau de la région parisienne. Pour palier à ces difficultés, il aurait fallu renforcer les liens entre les militants du lycée et le cercle auquel ils appartenaient. L'expérience des étudiants aurait par exemple ôté les illusions qu'ont pu avoir les camarades sur le vote à bulletin secret, et la prise en charge de l'activité lycéenne par l'ensemble

du parti aurait renforcé la commission lycéenne et permis d'avoir une activité lycées plus efficace tant sur le plan qualitatif que quantitatif. A la rentrée 2008, nous avons repris les cours avec pour objectif de constituer un comité npa sur le lycée. C'est ce qui a occupé la majorité de notre activité en septembre et jusqu'à mi octobre. Pour cela nous préparions les comités en diffant un tract rédigé par des gens du comité précédent (JCR et contacts). A chaque fois le tract introduisait le thème de la discussion du prochain comité (sans papier, situation politique...) et présentait le projet du NPA en général. Nous avons fait au moins 3 comités avec plus de 10 personnes, avant de se stabiliser a une petite dizaine de personnes : les gens les plus intéressés. Nous avons continué à nous réunir en abordant à chaque fois des sujets de formation de fond mais aussi en discutant des attaques sur les lycées (suppressions de postes et réforme Darcos) et de comment nous pouvions y répondre.

Dans la 3ème semaine du mois d'octobre, pour préparer la riposte nous avons voulu réunir plus de gens que les lycéens du NPA et leurs sympathisants. C'est pourquoi nous avons fait un premier comité de mobilisation avec les anciens élèves mobilisés en discutant, à partir des annonces de Darcos, comment préparer la date du 22 novembre. La première Ag est une réussite plus de 200 personnes, pour la première fois le vote a bulletin secret est dépassé, dorénavant les décisions se prennent en AG. Finalement il n'y a pas de suite au 22 novembre, mais nous maintenons un comité de mobilisation hebdomadaire, avec lequel nous continuons à faire de l'info, jusqu'à fin décembre. Dans la semaine du 7 au 14, les lycéens se mobilisent en province, le mardi 16 la FIDL appelle à un rassemblement à Paris. Mais c'est le 18 décembre que nous réussissons vraiment à faire reprendre la mobilisation sur le lycée : on bloque, puis on part débrayer d'autres lycées du 13ém en lien avec le lycée Rodin où il y a également un comité npa. A la rentrée nous continuons la grève sur notre lycée (comité de mobilisation a plus de 15, AG a plus de 100, blocage a plus de 35) ça reste massif ! Dans les 2 premières semaines de janvier le rapport de force est tellement en notre faveur que nous réussissons à imposer de faire nos AG dans le hall, car quand le proviseur tente de la dissoudre c'est plus d'une centaine de personne qui le hue et l'oblige à se replier. Nous avons d'ailleurs remarqué que les AG sont bien plus productive quand elles ont lieu

dans une salle car c'est plus facile pour les lycéens lambda de prendre la parole. Malheureusement sur le reste de la RP, avec les annonces de Darcos le mouvement s'essouffle, puis s'arrête. Localement nous maintenons un comité de mobilisation qui continue le taf d'info et qui a préparé les dates du 29.01 et 19.03, très réussi sur le lycée (barrage filtrant et plus de 200 personnes en manif). Si nous avons réussi à être plus efficace cette année c'est parce que tout au long de la mobilisation nous avons maintenu des comités npa, qui nous ont permis d'intervenir de manière cohérente dans la mobilisation même si nous avons moins de temps pour débattre de sujets de formation. Après le mouvement, comme tout le monde nous avons été touché par le reflux. Cependant nous avons continué à nous réunir en comité npa toutes les semaines en abordant des sujets de formations, en tirant les bilans du mouvement, et en cherchant comment nous pouvions faire le lien entre le mouvement étudiant et la combativité qui existait dans les lycées ; ce qui a limité les dégâts. Par ailleurs pendant le mouvement notre orientation et son application étaient portées par d'autres lycéens que les militants et sympathisants npa. A la fin du mouvement nous avons cherché à les convaincre de s'organiser au npa à l'aide d'une réunion publique et de discussions individuelles. C'est comme ça que nous avons terminé l'année.

En bilan, de cette année si nous avons été plus efficace c'est parce que nous avons un cadre de discussion plus proche du milieu lycéens (le comité npa lycéen) et qui nous permettait de nous construire car plus accessible pour les lycéens, mais également de définir et d'appliquer une orientation sur le lycée. Néanmoins il aurait fallu renforcer les liens avec comité jeunes (étudiants) ce qui aurait renforcé la formation théorique des camarades, et l'expérience des étudiants nous aurait évité bien des problèmes dans la mobilisation comme par exemple comment gérer un lycéen membre d'un groupuscule gauchiste sur le lycée. En conclusion, le passage des JCR au NPA a été une réussite car nous avons doublé nos effectifs militants (de 3 à 6) et augmenté notre écho sur le lycée. La constitution d'un comité lycéen nous permet d'être plus efficace même si nous devons encore renforcer les liens avec le reste du parti.

**Harry, Arthur et Jonas du Comité lycéen
Monet à Paris**

5) Quelle orientation dans les lycées ?

Chacun des trois secteurs d'activité de la jeunesse (étudiants, jeunes travailleurs et lycées) a son importance et ses spécificités. Mais le secteur lycéen est l'un de ceux qui peut le plus se mobiliser, notamment en cette rentrée.

L'enjeu vaut tant pour le NPA que pour les luttes. Comme cela a été dit dans un texte du BD 1, un camarade gagné au lycée restera dans l'organisation très longtemps. L'expérience accumulée dans les luttes lycéennes sera un point d'appui pour les luttes à l'université ou dans le monde du travail. Beaucoup de jeunes n'iront pas à la fac et ne seront pas forcément accessibles dans le monde du travail. En revanche, c'est encore la majorité d'entre eux qui va au lycée et qu'on ne pourra donc pas toucher par la suite.

Dans la lutte des classes, la jeunesse joue un rôle de plaque sensible - elle se mobilise plus rapidement et son état d'esprit permet de révéler une colère plus profonde dans le reste de la société. Elle joue aussi un rôle d'avant-garde, car elle expérimente des formes de luttes qui peuvent être reprises plus tard et elle peut entraîner d'autres secteurs dans les bagarres. Les lycées qui ont connu cinq mouvements en quatre ans jouent ce rôle encore plus que le reste de la jeunesse. Les jeunes sont plus aptes à se mobiliser, se politisent plus rapidement et sur des bases plus radicales.

D'autre part, il ne s'agit pas seulement de constater les faits. Si nous prétendons à être une force qui influence la jeunesse et ses mobilisations, qui y porte une orientation qui deviendrait majoritaire, nous devons définir une politique précise. Il s'agit de répondre à deux enjeux majeurs : susciter des luttes victorieuses, qui convergent avec les autres secteurs pour construire la grève générale et organiser largement la nouvelle génération militante sur des bases anticapitalistes.

Quelle orientation porter sur le fond et dans les mobilisations ? Quelle intervention pour les camarades lycéens et lycéennes ? Pourquoi et comment intervenir de l'extérieur sur les lycées ? Quelle est la structuration la plus efficace pour les lycéens au sein du NPA et se son secteur jeune ?

Ce texte est une contribution au débat qui complétera les éléments du texte d'orientation de la CNJ.

1. Quelle orientation dans les lycées ? Comment foutre le feu !

1.1 Trois axes majeurs pour cette année

Si les lycéens sont constamment attaqués par le gouvernement, c'est parce que ce sont les futurs travailleurs, ceux dont la bourgeoisie veut faire les précaires et les exploités de demain, et parce que ce sont les plus combatifs des jeunes. La classe dominante a au moins aussi bien tiré les bilans des mouvements et les enjeux de la situation que nous... Et sûrement mieux que notre camp social en général.

Les attaques en cours peuvent avoir des conséquences très importantes sur l'Éducation et l'avenir des jeunes à long terme. C'est un aspect central de la politique du gouvernement. Il n'est certes pas possible de prédire exactement les raisons de la prochaine mobilisation lycéenne, il est néanmoins possible d'anticiper des axes qui pourront mettre le feu aux poudres. Compte tenu de l'actualité, c'est probablement sur trois axes principaux que nous devons nous concentrer pour 2009-2010 :

a) Les suppressions de postes qui ont déjà été à l'origine d'un premier mouvement en 2008

Il est essentiel d'aborder cette question directement liée à la réduction du budget de l'Éducation, à la casse du service public et au désengagement de l'État, mais aussi au processus de déqualification : moins il y a de profs, plus il y a d'élèves par classes, moins l'enseignement dispensé est efficace. Il faut aussi mettre en relation les suppressions de postes avec la suppression des IUFM. Enfin, à la rentrée 2009, le nombre d'élèves sans-lycées a montré aux yeux de beaucoup ce qu'est une conséquence concrète de la politique du gouvernement.

b) La future réforme Chatel issue des rapports Apparu et Descoings, dans la lignée des projet Darcos

On peut anticiper le contenu de cette réforme. Les rapports ont une série de points communs, notamment à propos de la réorientation par semestre, de l'individualisation des parcours et du financement privé des lycées (autonomie des lycées, avec donc des lycées d'élite et lycées-poubelles). La logique globale de cette réforme, qui recoupe celle des suppressions de postes et celle de la suppression des IUFM, est une logique de déqualification de la future main d'œuvre que sont les lycéens. Nous devons convaincre les lycéens que Luc Chatel va reprendre les grandes idées de la réforme Darcos de 2008 et que cette réforme ira dans le même sens que celle des universités (LRU). A l'heure où nous écrivons ces lignes, il faut continuer à analyser les contenus des rapports, mais bien sûr dès que le projet de loi sera publié, il faudra réagir avec un tract et un matériel d'analyse conséquents.

c) Le projet sécuritaire pour briser la combativité des lycéens

Le gouvernement souhaite pouvoir fliquer les lycéens en installant des portiques de sécurité, en donnant le droit au personnel pédagogique de fouiller les élèves et en créant une « police mobile des lycées ». En cette rentrée, on a déjà beaucoup d'exemples de mesures répressive dans les lycées, cherchant à mettre la pression sur les lycéens, notamment les plus combatifs d'entre eux, à les infantiliser. Les vraies motivations du gouvernement ne sont absolument pas la sécurité des élèves, mais bien de criminaliser la jeunesse, notamment des quartiers populaires, et de contrer tout futur mouvement pour faire passer sa politique en toute tranquillité. Il est beaucoup plus difficile de mobiliser son lycée si on se fait fouiller à l'entrée du lycée avec ses tracts et son mégaphone et s'il y a une police spéciale à l'intérieur. Sans être une question centrale en soi, elle peut susciter la colère des lycéens et faciliter leur mobilisation. En janvier 2005, une vaste opération de police menée par le ministre de l'Intérieur Villepin devant les lycées avait contribué à déclencher le mouvement contre la réforme Fillon, même s'il ne s'agissait pas du même sujet.

1.2 Défendre et construire l'auto-organisation dans les luttes et au quotidien

En fonction des éléments objectifs qui déterminent une situation, nous ne défendons pas toujours la même chose. Mais quelle que soit la situation, il y a certaines choses que nous devons toujours avoir en tête, comme une boussole pour ne pas coller au niveau de conscience des lycéens ni prendre des positions déconnectées de la réalité.

Nous devons toujours construire l'auto-organisation, parce que c'est le seul moyen pour les lycéens de prendre conscience à une échelle de masses de la gravité des attaques et qu'ils élaborent puis mettent en pratique une stratégie pour gagner. L'auto-organisation c'est être plus efficace car on construit une structure large qui a vocation à réunir tous les courants politiques qui veulent se battre. C'est pourquoi pour les coordinations de villes, de régions ou nationales, nous devons chercher à intégrer les autres forces politiques. Prendre rendez-vous avec les autres organisations (JC, FIDL, UNL...) nous permet au mieux de construire ensemble la coordination, au moins de savoir quelles sont leurs intentions pour le mouvement, voire de trouver des axes sur lesquels nous pouvons nous battre ensemble, comme sur le CPE en 2006.

Nous construisons aussi l'auto-organisation pour tenter de dépasser les directions jaunes de la FIDL et de l'UNL, leur disputer la direction des luttes. Mais cette raison n'est pas la plus importante. Nous défendrions l'auto-organisation même si nous étions à la direction des syndicats et qu'ils étaient révolutionnaires. Elle permet de faire prendre conscience de la réalité de la lutte des classes aux lycéens comme quand l'AG d'un lycée décide de se doter d'un SO pour contrer les flics le matin au blocage.

L'auto-organisation se construit à tous les niveaux, du local au national. La base, c'est de pousser à ce que des AG se tiennent sur les lycées et prennent des décisions. Une AG c'est permettre que les lycéens se saisissent de la mobilisation : en débattant des réformes puis en décidant comment ils font pour gagner (grève, blocage...). Construire un comité de mobilisation, c'est permettre que les décisions de l'AG soient appliquées par plus de gens que les militants (du NPA ou autre). Le comité

de mobilisation donne la possibilité d'avancer ensemble avec des militants d'autres courants s'il y en a. Surtout, il permet aux lycéens lambdas de prendre en charge la mobilisation et à travers la lutte de prendre conscience d'un certains nombres de problèmes et pourquoi pas de les faire passer de la révolte à la révolution.

Avec l'auto-organisation, nous pouvons répondre à notre objectif principal dans une mobilisation, construire un mouvement majoritaire où la majorité des grévistes s'impliquent. Mieux vaut une manif de 3000 lycéens venus de 4 bahuts qu'une manif de 3000 venus de plus de 30 bahuts.

Faire que ce soient les AG de nos bahuts qui appellent à la construction d'une coordination permet d'éviter que les coord apparaissent comme (ou soient) celles du NPA. Enfin, réussir à construire une coordination nationale qui représente réellement la mobilisation et dont les décisions soient suivies à une échelle de masse doit être notre priorité, car c'est au niveau national que les mouvements se jouent. Si nous arrivons à peser localement et à dépasser la FIDL et l'UNL, c'est au niveau national qu'elles restent vues comme à la direction du mouvement et peuvent signer son arrêt de mort.

Les derniers mouvements n'ont pas gagné, notamment à cause du manque d'auto-organisation du mouvement à l'échelle nationale. On a pu voir plein de lycées bloqués en un mois mais pas de manière coordonnée. L'écho de la mobilisation n'a pas été aussi important qu'il aurait pu l'être avec une vraie coordination nationale, indispensable pour avoir les mêmes revendications, taper sur les mêmes axes, en même temps, échanger nos expériences et organiser les échéances à l'échelle nationale. Suite à la commission lycéenne de la délégation française lors des RIJ, un 4 pages a été proposé pour la rentrée. Il serait aussi nécessaire d'avoir un bulletin national régulier (objectif : toutes les deux semaines) pour pouvoir dire la même chose aux lycéens. Nous devrions aussi avoir des affiches lycéennes et mener de l'activité sur internet.

Pour gagner, les lycéens doivent entraîner les autres secteurs, et avant tout les plus proches, étudiants et profs. Pour cela nous devons développer les appels aux autres secteurs via les autres coordinations. Nous devons dégager des

forces pour aller rechercher ces liens quand la mobilisation est suffisamment importante. Cela peut passer par des interventions dans les AG de fac, des réunions avec les profs syndiqués...

2. Construire dans les lycées : régularité et obstination

2.1 S'implanter tout au long de l'année

Il est indispensable que chaque comité jeunes ou commission, dès que c'est possible, se donne les moyens d'intervenir sur au moins un lycée, avec la volonté de s'y implanter. Pour cela il est utile d'utiliser des tracts nationaux et/ou locaux qui touchent au plus près les préoccupations des lycéens. Il est indispensable que ces diffusions soient régulières et elles devraient être assurées de préférence par les mêmes personnes. C'est comme cela que l'on donne des repères aux lycéens. Essayer d'être nombreux durant ces diffs permet de détacher plus facilement quelqu'un pour discuter plus en profondeur avec les gens intéressés et éventuellement de vendre le journal.

L'intervention doit aussi être couplée avec des collages réguliers à proximité du lycée. Il s'agit de « prendre des territoires », de faire des alentours des lycées où nous nous implantons des lieux d'apparition régulière. Même lorsqu'il n'est pas possible de faire des collages très fréquents, il faut au moins essayer de les rendre réguliers, par exemple avant chaque rentrée scolaire (petites vacances comprises) ou quelques jours avant une réunion publique.

Organiser une réunion publique à proximité du lycée permet de parler d'un sujet d'actualité ou d'une question en particulier. S'il n'y a pas de lieu approprié à proximité, il peut être intéressant de donner un rendez-vous aux lycéens pour venir discuter devant le lycée (le midi ou le soir par exemple). Une réunion publique sert aussi à préparer les batailles, à mettre en lien ceux qui sont prêts à lutter et à leur proposer de s'organiser.

Quand c'est possible, il peut être très intéressant de poser une table avec du matériel (tracts, affiches, brochures, journaux...) pour attirer les lycéens et développer notre orientation plus en profondeur. Il y a une différence de démarche évidente entre

accepter un tract en passant et s'arrêter devant une table pour discuter et acheter un journal ou une brochure, c'est-à-dire un matériel bien plus conséquent et une démarche active.

Afin d'avoir des contacts avec des lycéens de bahuts sur lesquels on n'intervient pas il peut être intéressant de diffuser ponctuellement dans des rassemblement de jeunes, comme la fête de la musique ou des concerts. Mais il faut prioriser l'intervention régulière directement sur les lycées.

2.2 L'intervention en période de mouvement

Il arrive qu'après plusieurs diffs, et même après plusieurs années d'intervention, le contacts avec les lycéens ne soit pas évident, qu'on n'ait pas réussi à faire des contacts sérieux... Cependant il est indispensable de ne pas se démoraliser. Lors du départ d'une mobilisation, ou si un sujet d'actualité touche réellement les lycéens, ce sont les militants du NPA connus des lycéens qui seront sollicités et cela pourra permettre parfois très rapidement de s'implanter dans un bahut. Durant ces périodes de mobilisation, on peut plus facilement se permettre d'intervenir au mégaphone devant le lycée pour mobiliser. Et si le rapport de force avec l'administration le permet, d'aller débrayer les classes en expliquant les réformes et en invitant les lycéens à se mobiliser. On peut aussi organiser des assemblées générales devant ou dans le lycées, avec l'aide des contacts qu'on aura eu auparavant. Il est important de suivre encore plus régulièrement les contacts en période de mobilisation et de distribuer à tous les gens intéressés les argumentaires spécifiques sur les réformes, ainsi que des fiches types (comment organiser une AG, une manif, un cortège, un SO...).

Enfin, en période de mobilisation dans les universités, il peut être très utile que les étudiants viennent devant les bahuts expliquer leur combat et le liens avec les réformes du lycées. Avoir une connaissance du milieu avant, même s'il n'y a pas de camarade dans le lycée, peut donc être utile à toute la mobilisation et à la convergence des luttes.

2.3 Structurer l'intervention

Structurer l'intervention dans les lycées ne doit pas être une difficulté. A la rigueur, mieux vaut faire « moins mais mieux », c'est-à-dire prioriser un ou seulement quelques lycées mais les faire bien. Une manière de procéder peut passer par la mise en place de responsables, les suivis, qui doivent avoir constamment en tête le souci d'organiser l'apparition dans un lycée : que le tract soit prêt et tiré, que la diff soit planifiée, que des réunions publiques soient organisées, que les contacts soient rappelés... Et lorsqu'on gagne des camarades, qu'ils se réunissent... Chaque camarade peut faire ça, quelle que soit son ancienneté, quel que soit son statut, étudiant, JT ou même militant non jeune ! Prendre en charge l'activité en direction d'un lycée est formateur. Cela doit évidemment être fait collectivement. Un suivi se fait par équipe, surtout lorsqu'on intervient dans un lycée où nous n'avons pas (encore) de camarade. Le rôle du suivi n'est pas que technique. Il faut le lien avec le secteur jeune et le NPA, il discute avec les contacts, aide à les former, donne des conseils en période de mouvement, par son expérience différente, son regard extérieur...

Les comités doivent se fixer des objectifs (réalistes) et s'y tenir. Selon les forces qu'on a, il faut constituer des équipes de suivis et choisir le ou les lycées où l'on va intervenir sur le long terme. Pour faire ce choix, certains critères prédominent : outre les lycées où nous avons des camarades (lycéens, pions, profs, personnels) ou des contacts, il faut prioriser les lycées qui ont une tradition de mobilisation et/ou ceux des quartiers populaires et les lycées pro.

3. Structurer dans les lycées : comités lycéens et liens avec le reste du secteur jeune et du parti

Nous sommes conscients de l'importance de notre intervention dans les lycées. Il est donc nécessaire que les lycéens puissent s'organiser au sein du secteur jeune pour être efficaces. La construction de comités lycéens ne doit cependant pas se faire de façon isolée du reste du secteur jeune. A l'échelle locale, il est nécessaire de trouver un type de structuration qui permette de faire le lien avec le reste des comités jeunes. Dans le 92 par exemple,

les lycéens participent en plus de leurs propres réunions au comité jeune. A Toulouse, le lien se fait grâce aux assemblées générales jeunes locales et il existe un comité regroupant les lycéens de la ville (comme dans d'autres départements). Pour nous structurer efficacement dans les lycées, il faut que chaque comité jeune se fixe l'objectif de suivre un comité lycée en particulier, une commission lycéenne, ou un lycée où il est envisageable de construire un comité lycéen, en détachant pour cela des camarades.

Finalement, il faut envisager la structuration dans les lycées comme se faisant sur plusieurs échelons. D'abord, le lycée où les camarades lycéens doivent pouvoir se réunir régulièrement. Parfois il s'agira d'un comité propre, parfois de réunions plus ponctuelles pour discuter de leur intervention sur ce bahut. Ensuite, l'ensemble des lycéens de la section, qui doivent trouver un cadre de réunion (comité, commission lycéenne...), qui permette de coordonner leur intervention à une plus large échelle que celle d'un seul lycée. Puis les lycéens et les autres jeunes, à travers la participation des lycéens aux AG jeunes ou aux autres comités jeunes. Enfin les lycéens et le reste du parti dans le cadre des AG de sections ou de fédération, des commissions thématiques et des échéances de tout le NPA.

Comme pour les autres comités, les comités lycéens doivent permettre de discuter de la situation politique, de l'actualité dans les lycées et de l'orientation politique du NPA qui en découle. Ils doivent aussi être l'occasion d'aborder des questions de fond avec des formations régulières. La participation des lycéens eux-mêmes à la préparation des topos introductifs pour les différents points qui seront abordés en réunion, est essentielle. C'est ce qui permet notamment de se former et d'avancer plus rapidement.

A l'échelle nationale, les lycéens du NPA doivent défendre les mêmes revendications partout où ils interviennent, et pour cela ils doivent se coordonner. Un bulletin national lycéen qui paraisse régulièrement (une à deux fois par mois) composé d'un édito national sur le recto et d'un espace pour l'actualité locale sur le verso pourrait être un outil efficace pour homogénéiser notre intervention dans les lycées. Un 4pages trimestriel qui paraît dès la rentrée permettrait d'approfondir sur le fond. Enfin, il nous faut envisager l'organisation

de réunions nationales lycéennes ponctuelles qui permettent aux camarades lycéens de se rencontrer, d'avoir une vision d'ensemble et d'élaborer une proposition d'orientation du NPA vers les bahuts.

Faire fonctionner réellement la liste mail en faisant régulièrement circuler des comptes-rendu d'activité peut également être outil pour définir une orientation en ayant une vision objective et globale de ce qui se passe un peu partout dans les lycées. Il nous faut aussi mettre à jour régulièrement la page lycée du site du parti, car, sans minimiser la nécessité des tracts et de notre présence sur le terrain, nous sommes conscients de l'importance que peut jouer internet dans la diffusion de nos idées.

Alban (comité jeune Le Mans), Baptiste (Comité jeune 92 nord), Fanny (Comité jeune 92 nord), Florian (comité Mirail, Toulouse), Harry (lycée Monet, Paris 13ème), JB (Comité jeune 92 nord), JB (comité jeune Nancy), Jules (comité lycéen 35), Louis (lycée Paul Lapie, Courbevoie / comité jeune 92 nord), Louisa (lycée Paul Langevin, Suresnes / comité jeune 92 nord), Pierre (lycée Léonard de Vinci, Levallois / comité jeune 92 nord), Raphaël (lycée Léonard de Vinci, Levallois / comité jeune 92 nord), Rémi (lycée Léonard de Vinci, Levallois / comité jeune 92 nord), Sisko (lycée Paul Lapie, Courbevoie / comité jeune 92 nord)

6) Bilan du mouvement lycéen contre la réforme Darcos

Et un mouvement lycéen de plus cette année contre les attaques en règle du gouvernement pour détruire notre avenir et démanteler le service public d'éducation ! Quels sont les bilans et les grandes leçons que nous pouvons tirer de cette mobilisation très spontanée et combative qui prouve que la jeunesse peut être l'un des virus qui fait buger le disque dur de la classe dirigeante, qui veut tout casser pour nous imposer un avenir pourri ?

I. Une grande réactivité face aux attaques et des réflexes de résistance

Le mouvement lycéen de cette année montre que la combativité du milieu lycéen est encore vive. Encore une fois, toute une génération de jeunes a connu une mobilisation assez massive et combative (des blocages, quelques manifs massives...) et a accumulé une expérience de lutte supplémentaire contre le gouvernement. Des réflexes de lutte et des réseaux de mobilisation existent et sont réactifs (chaînes de textos, utilisation de Facebook pour relayer des rendez-vous de mobilisation...).

En plus d'être combatif, ce mouvement a été une fois de plus assez massif même si le problème reste l'hétérogénéité des niveaux de mobilisation. Cependant, il faut noter que dans certains endroits la mobilisation a été majoritaire et très suivie à l'échelle locale, comme les exemples d'Alençon avec 4 lycées bloqués et mobilisés sur 4 ou 9 sur 10 dans toute l'Orne.

Même si ce mouvement n'a pas été victorieux sur le plan des revendications (notamment l'abrogation de la réforme Darcos et l'arrêt des suppressions de postes), il n'essuie pas une défaite écrasante entraînant la démoralisation et la perte de confiance en la lutte collective. En effet, Darcos a annoncé le report de la réforme ce qui constitue un recul et qui démontre que cette combativité lycéenne fait peur au gouvernement. Enfin, au moment du remaniement récent du gouvernement Fillon,

Darcos a été délocalisé dans un autre ministère et remplacé par Luc Chatel. Ce jeu de chaises musicales n'est pas anecdotique, c'est un acte politique qui montre bien que le mouvement a largement entamé la popularité de Darcos et qu'il y avait besoin d'une nouvelle tête pour faire passer la pilule.

L'intervention des jeunes du NPA : réactivité et prise d'initiatives

Nous avons su être réactifs nous aussi. Nous avons su tirer les bons bilans du mouvement de l'année passée contre les suppressions de postes dans les lycées et contre la réforme du bac pro. Nous avons produit une analyse sous forme de 4 pages national dès le début des premières annonces du gouvernement pour mettre en avant des mots d'ordre clefs et des revendications claires et unifiantes pour combattre le projet du gouvernement avec un soucis essentiel, montrer la cohérence des attaques contre notre camp social dans un contexte de crise mondiale. Nous avons donc été à l'initiative en appelant à une date de manifestation lycéenne relayée par l'UNL et la FIDL et suivie par de nombreux lycéens, au moment où le gouvernement était en plein désamorçage du conflit. Enfin, en province et dans la RP où nous sommes présents, nous avons impulsé des coordinations régionales et nationales pour développer l'auto organisation.

II. De nombreuses faiblesses et difficultés qu'il faut surmonter à l'avenir

Le problème central reste que le degré d'auto organisation des lycéens de ce mouvement contre la réforme Darcos de cet hiver a été très faible : peu d'AG, peu de comités de mobilisation mis en place, peu de lycées représentés dans les coordinations lycéennes régionales et nationales. Malgré l'efficacité des chaînes de textos et de Facebook pour ramener du monde, ces moyens de communication se sont substitués aux discussions politiques de fond, aux AG ou aux tracts pour donner du fond et approfondir la conviction et la compréhension des enjeux.

Les évolutions de l'utilisation du blocage révèlent les faiblesses de cette mobilisation. Le blocage a

souvent été utilisé comme une fin en soi et non comme un moyen de massifier la lutte. Sur le plan des moyens d'action, le blocage a été parfois systématisé de manière contre-productive. Même si le blocage reste un outil essentiel pour faire franchir un cap dans les mobilisations car il permet de faire une AG avec tous les lycéens et d'empêcher les sanctions dues aux absences, nous devons nous concentrer davantage sur les fondamentaux. Notre boussole doit être l'extension et la massification de la mobilisation. A Marseille, à Nantes, Brest ou encore Quimper, les gros débrayages ont fait leur preuve. Ils ont permis de faire des manifs souvent musclées mais massives. Nous devons avant tout faire un travail de fourmi dans les lycées avec diffs quotidiennes en période de lutte, passages dans les classes, interventions au mégaphone, construction d'AG, de comités de mobilisation pour consolider la lutte et l'étendre. Ce sont les outils élémentaires pour construire des luttes de masses et solides dans la jeunesse. Le blocage doit être un moyen de faire progresser la mobilisation, ce n'est pas nécessairement le point de départ de grandes choses ou le symbole d'une plus grande radicalité car utilisé à outrance et n'importe comment, il peut devenir un obstacle, une entrave pour l'augmentation du rapport de force.

La répression administrative et policière a également été un facteur de démotivation et de démobilisation. Le gouvernement continue de développer son arsenal répressif pour tuer dans l'œuf la combativité des lycéens en sortant les matraques, les arrestations, les conseils de discipline, l'interdiction de se réunir dans les lycées et les heures de colle. En jouant sur la peur de la police, de la colère des parents... le gouvernement et les administrations des lycées ont tenté par tous les moyens d'affaiblir la mobilisation.

Les faiblesses de notre intervention : manque de structuration et de coordination

Au niveau du NPA, nous avons été très peu en lien et peu coordonnés à tous les niveaux. Ainsi, tous les comités lycéens n'étaient pas représentés dans les coordinations nationales. Nous avons manqué de cohésion pour développer une orientation commune et avoir des rythmes communs : pas de tracts nationaux systématiques, peu de communication sur les expériences des uns et des

autres, peu de centralisation des informations pour avoir une vision claire de l'état de la mobilisation.

Au niveau du report de la réforme, d'un côté il s'agit bien d'une victoire du mouvement car cela montre que le gouvernement a peur des mobilisations lycéennes et de leur authentique combativité déployée depuis 4 ans. D'un autre côté, la stratégie du gouvernement a été payante car elle a stoppé la mobilisation. Malgré notre initiative de manifestation au retour des vacances, nous n'avons pas su inscrire le mouvement dans la durée et convaincre qu'il fallait continuer la lutte pour obtenir le retrait complet de la réforme en nous appuyant sur ce premier signe de faiblesse du gouvernement. Nous avons peut-être sous estimé les effets de ces annonces et le reflux qui a suivi. La stratégie de désamorçage du gouvernement pour éviter que le mouvement se massifie et contamine d'autres secteurs dans ce contexte fragile de crise a fonctionné. Nous n'avons d'ailleurs pas su l'expliquer assez clairement dans l'ensemble du Parti pour expliquer l'aspect contrasté de cette situation. Et cela a mis un réel coup au moral de certains camarades lycéens : cela nous a clairement déstabilisé. Nous avons subi de plein fouet le reflux de la mobilisation et notre capacité d'intervention s'est réduite et s'est affaiblie. Le mouvement des personnels, des profs et des étudiants sur les facs a ensuite commencé et nous avons eu du mal à mener de front la lutte dans les universités et une intervention régulière dans les lycées. Pourtant, pour être efficace, une intervention fréquente, intensive et pleine de volonté et d'abnégation est nécessaire.

Enfin, sur le fond, nous avons encore du travail pour mieux expliquer le projet du gouvernement en matière d'éducation. La stratégie d'annonces du gouvernement ne nous pas aidé à être plus précis dans notre analyse. Cependant, les grandes lignes sont claires, nous avons bien su expliquer que la réforme du gouvernement était une attaque cohérente, un maillon dans une chaîne de réformes concernant l'éducation afin de nous rendre plus vulnérables sur le marché du travail en s'attaquant à nos diplômes, à nos formations et en accentuant la sélection, la concurrence et les inégalités. Il faut souligner que nous avons parfois une tendance à sous-estimer la nécessité du travail de propagande surtout quand la lutte est aussi spontanée et massive. Pourtant, pour que la lutte dure, s'enracine, se massifie, nous avons besoin de cette rage et cette spontanéité mais surtout de doter les luttes d'une analyse, de revendications et d'arguments.

III. Les grandes leçons de cette lutte : se mettre en ordre de bataille pour la suite

Au-delà de nos riches et précieux débats sur la structuration dans les lycées (faut-il construire des syndicats lycéens par exemple ?), nous devons être plus présents et plus sérieux dans notre intervention sur les lycées.

Analyser les attaques pour y résister

Au sujet de la réforme du lycée, le gouvernement a signé pour un report et nous voilà un an plus tard. Une réforme jumelle est dans les bacs pour le premier trimestre 2009 : on change de nom pour la forme mais le gouvernement n'a pas changé de politique. Même si on ne connaît pas encore le détail du contenu de la future réforme, on peut s'attendre à ce que les grandes orientations ne changent pas en profondeur. Le nouveau ministre a signalé dernièrement qu'il tenait à « maintenir le cap de la réforme » et qu'elle s'inspirerait largement des rapports Apparut et Descoings produits à la fin de l'année et dont les préconisations vont dans le même sens que le projet de casse de l'éducation du gouvernement. C'est pourquoi nous devons nous aussi maintenir le cap de notre analyse. En mettant comme axe prioritaire la question de l'orientation, on peut être sûr que le gouvernement a bien l'intention de renforcer la sélection à toutes les étapes de notre formation pour adapter davantage l'éducation aux besoins du marché.

Défendre et construire l'auto organisation

Ce sont ces expériences d'organisation de la lutte qui la renforce et la structure. L'auto organisation permet aussi d'organiser démocratiquement la lutte en associant le maximum de gens à la prise de décisions, à l'inverse de la décision de bloquer son lycée à trois, action mal prise et incomprise par la majorité des lycéens. Ces espaces d'auto organisation sont formateurs pour les lycéens et permettent de concurrencer les directions syndicales qui tirent en arrière. Nous devons développer des cadres d'auto organisation à toutes les échelles de structuration, des cadres les plus massifs possibles qui regroupent toutes les composantes du mouvement, à l'image des AG et des coordinations des étudiantes ces dernières années.

Lutter contre la répression

C'est une tâche fondamentale pour contrer la stratégie actuelle du gouvernement pour affaiblir les luttes lycéennes. Nous devons réagir face à tous les dispositifs répressifs en lançant des campagnes locales contre une mesure répressive administrative ou la présence de flics, de portiques de contrôle dans les lycées. Il ne faut pas négliger cet aspect de la lutte, nous ne devons pas leur laisser gagner du terrain et entamer encore plus les capacités de résistances des lycéens.

Construire le NPA et des cadres de masse sur les lycées

Les endroits où la lutte a souvent été la plus forte étaient les lycées, les villes ou les régions où nous avons une intervention conséquente dans lycée, une influence et une audience et les endroits où il existe des commissions ou des comités lycéens forts. Nous devons étendre nos surfaces d'intervention lycéenne, réfléchir à des plans d'extension et construire le NPA dans les lycées où nos idées anticapitalistes ont souvent un fort écho. Les expériences de la création de comités lycées comme à Levallois (92 Nord), à Monet (Paris 13ème), à Toulouse, à Rennes ou au Mans montrent bien que cela permet d'être plus fort, d'élargir notre audience, notre milieu et notre surface d'intervention (cf. le bilan du comité lycéen de Toulouse). Nous devons continuer à avoir une intervention propre pour proposer une alternative politique et notre analyse critique du projet du gouvernement en matière d'éducation et en faisant le lien entre ce projet et le projet de société de la classe dirigeante. Mais souvent, ces cadres ne suffisent pas pour associer plus largement que les lycéens qui peuvent se retrouver dans nos idées. C'est pourquoi, nous devons continuer à construire des cadres plus larges et plus permanents type comité de grève, de mobilisation ou d'action pour regrouper plus largement et agir dans les luttes et tout au long de l'année pour construire des résistances notamment en partant des problèmes locaux.

Fanny (comité jeunes 92 nord)

7) Faut-il faire un tournant dans les syndicats lycéens ?

A travers la contribution du comité NPA du 35 dans le BD n°1, les camarades abordent une question importante qui se pose à nous, militants anticapitalistes, sur les lycées : comment, après 4 années de mobilisations lycéennes, organiser et structurer le milieu lycéen et ses franges les plus combatives ?

Il n'y a pas de réponse toute faite, mais ce souci me semble juste. Il correspond en effet à une situation contradictoire qui touche non seulement la jeunesse mais également le reste de la société : il y a un décalage important entre le niveau de combativité dans la jeunesse et le nombre de gens qui s'organisent durablement. L'initiative de la LCR et des JCR avec la fondation du NPA tente de répondre à ce problème en proposant à toutes les personnes qui luttent et qui cherchent une alternative clairement anticapitaliste de construire un nouveau parti anticapitaliste. Cependant, cette question reste toujours d'actualité et notre tâche avec le NPA doit être de s'atteler à reconstruire la conscience de classes et d'organiser la nouvelle génération militante. Cette contribution tente d'apporter des éléments de réflexion pour répondre aux enjeux actuels sur les lycées.

I. Les syndicats lycéens aujourd'hui

Nous avons des camarades lycéens qui interviennent dans des syndicats lycéens à dimension nationale (Sud lycées, UNL) ou dans des structures syndicales plus régionales (comme à Nancy par exemple). Souvent, cette intervention correspond à la volonté d'organiser le milieu lycéen sur la durée et celle de rassembler plus largement des lycéens qui ont accumulé des expériences de lutte.

Même si toutes les expériences sont utiles et enrichissantes, notre contradiction initiale ne peut pas être simplifiée en répondant par la construction des syndicats lycéens. En effet, même si l'UNL et la FIDL ont une certaine position institutionnelle, ce sont des coquilles vides avec une faible implantation et essentiellement dirigé par des étudiants du

PS et de l'UNEF. Ce ne sont pas des syndicats de masse, incontournable dans les luttes lycéennes. Pour preuve, dans les derniers mouvements lycéens, la bureaucratie était souvent dépassée et incapable de structurer et d'organiser le milieu lycéen plus que nous ou même les autonomes. En 2005, elles ont même été mises sur la touche après les vacances et c'est plutôt la coordination nationale lycéenne qui fixait les rythmes de la mobilisation. L'UNL a même été contrainte de participer à la première coordination nationale de peur de perdre complètement le contrôle mais ce n'est pas son orientation qui était majoritaire. Dans le dernier mouvement, nous avons pris l'initiative de rencontrer l'UNL pour les contraindre à appeler et relayer une date de manif. Cela démontre que le NPA est bien une force vive et influente dans la jeunesse aux yeux même de ces syndicats et qu'ils sont bien moins forts qu'ils veulent le dire. Nous avons également travaillé dans les luttes avec des lycéens de Sud lycées. Toutefois, même si dans certains endroits de France, ils peuvent avoir une réelle influence, ils ont une réalité très faible au niveau national et l'aspect ultra fédéraliste limite considérablement le lancement de campagnes offensives à l'échelle nationale et une cohérence dans l'intervention.

Ces considérations visent à montrer la relative impuissance des syndicats lycéens de tout poil à remplir la tâche de combler le décalage entre le niveau de combativité et le degré d'organisation des lycéens. De plus, la plupart de ces syndicats sont très modérés et ne propose pas une orientation claire et combative. On les trouve dans la rue aux côtés des lycéens mais on les a souvent trouvés en bout de course dans les ministères à négocier les fins de mouvements. Quand on les rencontre en AG ou en coordination, bizarrement on ne retrouve à défendre une orientation bien différente notamment sur l'analyse de la gravité et de la profondeur des réformes. Face aux deux rapports dernièrement parus, l'UNL s'est déclarée agréablement surprise des nouvelles orientations du gouvernement et la FIDL a joué au « qui ne dit mot consent ». C'est un vrai problème quand on observe la gravité des attaques et le chantier de destruction de l'éducation qu'ont entrepris sans complexe les gouvernements depuis 2005.

Certains pourront répondre que ces problèmes viennent en partie de notre attitude, parce que nous ne sommes pas dans ces syndicats pour défendre

une orientation ou que nous ne participons pas à la construction d'une structure syndicale alternative type Sud lycées ou Force lycéenne pour faire émerger une autre orientation. Cependant c'est ici qu'interviennent à mon goût d'autres paramètres fondamentaux qui font la singularité du milieu lycéen et donc de notre intervention en leur sein.

II. Caractéristiques et spécificités du milieu lycéen

Un renouvellement rapide dans le milieu lycéen

La particularité des lycées est bien le turn-over rapide des lycéens. Au maximum, on reste trois ou quatre ans dans un lycée et souvent on ne commence pas à lutter ou à s'organiser dès la seconde mais plutôt vers la première ou la terminale. Ce renouvellement rapide des forces en présence dans les lycées est à l'origine des difficultés des syndicats lycéens à tenir le choc, à se construire. A l'université, cela est bien différent. D'une part on reste généralement plus longtemps à la fac et de plus, le temps libre et le peu de contrôle des absences donnent plus de possibilité de se consacrer à la lutte, au syndicalisme. A ce sujet, les lycéens subissent de manière beaucoup plus forte la pression des cours et des parents au vu du grand nombre d'heures de cours dispensés et de l'autorité des parents sur les jeunes mineurs.

Dernièrement, un camarade de Nancy qui construit une structure syndicale locale me confiait de son inquiétude quant au départ de toute une série de lycéens à la fac. Cela est une donnée centrale pour tenter de répondre aux spécificités des lycées. Bien plus que la fac, le lycée est un bref moment de la formation des jeunes.

Un milieu très radical

On dit souvent que les jeunes sont plus réceptifs aux idées anticapitalistes et révolutionnaires car ils portent moins le poids des défaites passées, qu'ils ont toute leur vie à construire dans cette société, qu'ils ont moins intégré l'idéologie dominante car ils vivent depuis moins longtemps dans cette société et qu'ils sont moins encadrés par les bureaucraties. Pour toutes ces raisons, les jeunes présentent plus de disponibilités à la

lutte et à la révolte. Je crois que cela est d'autant plus vrai pour le milieu lycéen. Cet élément doit nous encourager à développer une intervention propre du NPA dans les lycées. Nous ne devons pas être frileux pour proposer notre orientation anticapitaliste car elle rencontre souvent un écho important. Cette radicalité s'exprime à travers les luttes et les méthodes de luttes notamment les blocages.

Par ailleurs, plus un militant s'organise tôt sur nos bases radicales, plus ce militant va engendrer une expérience de lutte plus longue.

Cette caractéristique essentielle et dominante nous montre bien l'importance d'intervenir dans le milieu lycéen. Nous devons occuper l'espace politique qui existe dans les lycées pour nos idées. De manière générale, organiser les jeunes est fondamental pour construire le parti et renouveler nos forces. La construction des comités lycéens NPA peu permettre de structurer notre intervention propre et de proposer un cadre d'auto expérimentation et d'auto formation pour les lycéens les plus radicaux.

III. L'auto organisation : un élément qu'il ne faut pas sous-estimer

Notre projet est de construire une autre société égalitaire, débarrassée de toutes les oppressions et de l'exploitation capitaliste, une société radicalement en rupture avec la société actuelle. Nous voulons que notre camp social prenne le pouvoir pour dirigé lui-même la société dans tous ses aspects. C'est pourquoi nous soutenons toutes les luttes de résistances et que nous essayons de prendre des initiatives pour déclencher des bagarres. Si nous défendons l'auto organisation c'est pour que les opprimés organisent eux-mêmes la lutte, décident par eux-mêmes et qu'ils fassent l'expérience de contrôler eux-mêmes leur avenir. Ces embryons de contre-pouvoir sont des espaces vitaux pour faire progresser la conscience de classes car c'est dans l'action qu'on se radicalise le plus rapidement.

Le rouleau compresseur de la crise et des contre-réformes du gouvernement ne peut être contré que par la construction d'un rapport de force d'ampleur. Il n'y a pas de raccourci possible, chaque victoire a été arrachée par les luttes. Dans ces luttes,

nous devons proposer à tout le monde de discuter ensemble de l'organisation de la riposte afin d'impliquer largement les lycéens dans la grève, d'approfondir la colère et le mécontentement et de convaincre des enjeux des attaques.

Construire des cadres d'auto organisation dans les luttes et sur la durée

Les AG et les coordinations doivent être les structures de bases et de référence pour la grande majorité des militants du mouvement afin de permettre à chacun de participer aux discussions. Si nous occultons cette étape de construction, nous laissons tout le champ aux idées réformistes plus répandues dans la société. Ce sont des espaces où nous pouvons proposer massivement notre orientation et disputer la direction des luttes aux réformistes.

Pour répondre aux enjeux d'organisation et de structuration du milieu lycéen, nous devons construire et intervenir des cadres plus larges que les comités NPA. Des structures types comités d'action lycéen, de mobilisation ou de grève, des coordinations régionales comme la coordination lycéenne de Toulouse ou celle du Mans, semblent être une réponse adaptée aux spécificités du milieu lycéen. Ces cadres d'auto organisation ont caractère permanent et durable mais ils ne s'inscrivent pas dans un cadre institutionnel car ce sont qui tiennent à la force de l'auto organisation des lycéens les plus conscients des enjeux. Ils n'ont pas d'influence nationale certes mais au moment des luttes, ils ont un rôle essentiel pour lancer les bagarres. Les comités de mobilisation doivent également permettre d'agir sur des questions para syndicales (conseils de disciplines, problèmes avec un prof, problème des sans lycées...).

Nous devons y défendre notre orientation et convaincre largement sur nos positions. L'auto organisation n'est généralement pas défendue des syndicats car leur but est avant tout de contrôler les luttes et de canaliser la colère quand elle devient trop profonde. C'est donc est élément de radicalité des luttes. Pour coordonner les forces, nous devons favoriser la construction de coordination nationale pour mettre en lien tous les lycéens en lutte. C'est également un enjeu démocratique. Ce sont les lycéens eux-mêmes et non des coquilles vides et très peu représentatives de l'ensemble des lycéens

qui luttent qui doivent décider des rythmes de mobilisation, des revendications et des moyens d'action. Enfin, l'auto organisation permet de faire progresser l'idée que l'auto organisation paye, que la lutte collective paye et que des alternatives sont possibles.

C'est dans la lutte et dans l'action que nous pourrions organiser et structurer le milieu lycéen

Par principe, nous ne devons pas être opposé au syndicalisme lycéen. Cependant, nous devons tenir compte de la réalité des dynamiques qui existent à la base dans la situation. La construction d'un syndicat lycéen ou l'entrée dans un syndicat doit émerger de la base des luttes sociales, cela doit naître à partir d'une expérience de lutte massive et correspondre aux préoccupations d'une large frange du milieu lycéen. C'est une des conditions majeures pour envisager la construction d'un syndicat lycéen.

Imaginons qu'à la fin d'un mouvement d'ampleur, une base importante s'interroge réellement sur la nécessité d'avoir un cadre de lutte permanent, il faudrait pousser dans ce sens et même lancer une campagne encore plus large en nous adressant à l'ensemble des lycéens et des autres syndicats. Mais aujourd'hui, le faible degré d'auto organisation et la fin des mouvements souvent marquée par un reflux et une répression importante n'ont pas permis l'émergence d'un tel débat à une échelle de masse.

Même si des initiatives comme la fondation du nouveau syndicat Force lycéenne (FL) ou comme le Front de lutte pour l'éducation montrent qu'il y a des lycéens qui cherchent à s'organiser et à entraîner autour d'eux dans des cadres permanents, ces expériences restent très minoritaires et sont problématiques. Au congrès de fondation de FL il n'y avait que 15 personnes, principalement des parisiens et le président ne semble pas être lycéen. Le Front de lutte pour l'éducation peut avoir une réalité locale mais il reste très faible en terme d'impact national réel. Pour envisager un tournant dans un syndicat lycéen (comme le propose le texte du comité lycée 35), il faudrait que par l'expérience commune dans une lutte, dans des coordinations lycéennes, ces dynamiques se centralisent et que cela permette d'entraîner

beaucoup plus largement. C'est pourquoi nous devons chercher à faire l'unité, à construire des campagnes communes avec toutes ces forces et ces militants. C'est pourquoi, les expériences des uns et des autres sont si précieuses et nous devons les partager et tirer des bilans politiques au fur et à mesure collectivement sans préjugés, sans sectarisme et en essayant de sortir d'une vision trop « localiste ».

Quand on mesure les expériences accumulées par le milieu lycéen ces quatre dernières années, il est légitime de s'interroger sur les moyens de les capitaliser. Cependant, les spécificités du milieu lycéen, un milieu qui se renouvelle vite et un milieu radical, nous empêchent de calquer les schémas et les arguments que nous pouvons développer parfois sur d'autres secteurs de la lutte des classes comme les étudiants et les travailleurs. C'est avant tout par la force des luttes lycéennes et par la capacité des anticapitalistes à agir sur la lutte des classes, que peuvent émerger les réponses à nos interrogations sur l'organisation de la nouvelle génération militante. Le cycle des résistances dans les lycées n'est pas fermé, il y a encore des gens qui veulent se battre. A nous aussi d'avoir les capacités de transformer ce potentiel en lutte réelle et victorieuse.

Fanny (Comité Jeunes 92 Nord)

8) La répression au lycée Paul Langevin de Suresnes (92)

Depuis les premières mobilisations de cette année contre les réformes Darcos, les administrations d'un certain nombre de lycées tentent de faire croire à une montée « d'indiscipline » et utilisent la lutte contre l'absentéisme comme prétexte pour faire accepter certaines mesures disproportionnées. C'est le cas dans le lycée Paul Langevin de Suresnes, dont la politique a considérablement changé dès la première mobilisation du 7 octobre 2008 : commissions d'éducation et avertissements de manière disproportionnées, menaces par rapport aux notes, acharnement sur certains élèves (en particulier des militants)...

Dès le début de l'année, l'administration du lycée a réuni tout le personnel du lycée ainsi que les profs afin d'avoir une discussion sur les thèmes de « l'autorité » et de « donner du sens à la règle », accompagnée d'un conférencier. Une démarche qui peut sembler banale, sauf quand on s'intéresse aux cas qui vont suivre.

Avant les vacances d'avril, un élève se fait exclure définitivement pour absentéisme, bien que ses absences soient liées à des problèmes d'ordre personnels. Mais le plus inadmissible est que l'argument ressorti le plus souvent lors du conseil était : « nous somme une institution, nous devons montrer l'exemple aux lycéens ». Cet argument d'exclusion a suscité une réaction immédiate chez les délégués présents et certains membres du CVL, qui ont eu l'initiative d'écrire un communiqué dénonçant cet argument, communiqué qui a été interdit de diffusion dans les vies scolaires (censure ?), et donc diffusé massivement à la main dans tout le lycée, y compris à la FCPE.

L'administration s'est obstinée lors d'une convocation, à faire croire aux délégués CA et CVL que la diffusion de ce communiqué n'était pas autorisée, prétendument parce que les délégués avaient signé au nom d'une institution (alors que les signatures étaient clairement individuelles). L'intention était vraisemblablement de contourner à tout prix le problème de fond, qui est le renvoi d'un élève pris pour exemple. Ce sujet n'a d'ailleurs pas été abordé !

Après cet incident, la proviseur a « malencontreusement » (!) convoqué un autre élève pour absentéisme en conseil de discipline, à la date exacte à laquelle deux délégués au conseil sur trois devaient être en voyage pédagogique, voyage prévu depuis environ un mois et dont la proviseure était au courant ! Elle n'a pas hésité à dire le contraire aux professeurs qui sont venus la voir à ce sujet ! Les délégués ayant automatiquement demandé le déplacement de ce conseil, la proviseure ne s'est pas retenue de mentir sur le délai légal pour faire ce genre de demandes, empêchant ainsi le report possible du conseil. Par conséquent, les suppléants étant prévenus trop tard, l'élève en question s'est retrouvé avec seulement un délégué du CA pour le défendre au lieu de trois, ce qui est une atteinte aux droits des lycéens.

Pour certains élèves, tout cela traduit clairement la volonté de l'administration d'éviter d'avoir tous les délégués présents en conseil de discipline, afin de le mener « tranquillement » (les délégués étant devenus de plus en plus combatifs). Avant le conseil, les délégués en question, avec d'autres délégués CVL militants, ont tout fait pour empêcher une nouvelle exclusion injuste : demande écrite à la proviseur, communiqués à certains profs du CA et aux parents d'élèves FCPE, e-mails, SMS, signalement à l'inspection d'académie, menace de faire appel au Tribunal administratif en cas d'injustice... Au final l'élève en question échappe à l'exclusion définitive. Et même si certains veulent faire croire à la « gentillesse » des chefs d'établissement, il est clair que pour beaucoup cela prouve encore de la nécessité d'être organisé, afin d'avoir les moyens de répondre immédiatement à toute attaque répressive.

Mais le lycée Langevin n'est pas le seul lycée dans lequel il s'instaure un climat répressif. C'est le cas d'un certain nombre d'autres établissements : quatre exclusions en une seule journée à Joliot-Curie à Nanterre, vague d'exclusion à Léonard de Vinci à Levallois... Ce n'est pas un hasard. Il est logique, même quasi-certain, que toutes ces mesures prises par les établissements ne tombent pas du ciel, mais ont une même origine : le gouvernement et sa politique de répression.

La manière de régler ce problème n'est pas seulement de s'organiser au sein de son lycée, mais aussi de s'organiser politiquement. Il est important que chaque lycée ne laisse en aucun

cas passer ce genre de répression et réagisse, sans quoi ces mesures deviendraient une règle, cassant ainsi petit à petit tous les droits que les lycéens auront acquis jusque là !

**Louisa, Mayla, Mélinée, Robin, Sarah
(lycée Paul Langevin, Suresnes / Comité
jeunes 92 nord)**

9) Quelques pistes sur les enjeux de la Conférence Nationale Jeunes

La première Conférence Nationale Jeunes (CNJ) du Secteur jeunes du NPA va se tenir les 17 et 18 octobre. Cette CNJ intervient un peu plus de 6 mois après la fondation de notre Parti et dans une situation de crise profonde de l'ensemble du système capitaliste. Dans ce contexte de crise, l'offensive contre les droits des jeunes et de l'ensemble de la classe ouvrière s'accroît mais de nouvelles possibilités sont également ouvertes pour convaincre de notre projet anticapitaliste et organiser des jeunes au NPA.

Conférence Nationale Jeunes, c'est parti !

La CNJ est un moment où l'on prend le temps de discuter. Ce temps est important car on le prend rarement tout au long de l'année. Cela doit nous être utile pour tirer les bilans le lancement du processus NPA et la fondation du Parti, voir ce qu'on a fait de bien, là où on a eu du mal à avancer et se servir de ces bilans pour avancer. Il est important de comprendre pourquoi nous avons joué un rôle important dans la construction des mobilisations tout en rencontrant de véritables difficultés pour se coordonner et mener des batailles politiques en commun dans le mouvement des universités par exemple.

Notre première CNJ est l'occasion de discuter de la situation politique, de se mettre en ordre de bataille, de travailler à l'homogénéisation politique des jeunes du NPA et à la construction d'une véritable force de frappe dans la jeunesse. Elle doit nous permettre de discuter et d'élaborer à l'échelle de l'ensemble des jeunes du NPA sur l'intervention dans la jeunesse, les campagnes à mener, les priorités et outils d'intervention, la formation, la construction, les liens avec l'ensemble du parti...

Les discussions de la CNJ doivent aussi permettre de répondre à une série d'enjeux importants dans la jeunesse. En l'état actuel des choses, le Secteur jeune est présent dans 66 villes, comporte une soixantaine de Comités jeunes et près de 500 à 600 militants, l'activité menée dans ces différents

secteurs et l'apparition du NPA commencent à prendre une réelle importance (Mouvement lycéen, mouvement dans les facs, travail en direction des jeunes précaires mobilisés...).

Développer une compréhension commune de la situation politique

C'est l'analyse de la situation politique qui nous permet de voir où en est la classe dirigeante, quel est le niveau de conscience des jeunes, des salariés, quelles sont les stratégies des différents courants politiques, quelle est la place des militants anticapitalistes et révolutionnaires... Et c'est à partir de ces éléments que nous pouvons décider quelles campagnes lancer, quelle activité mener, et comment agir au quotidien pour essayer de développer les luttes et changer le rapport de force.

Depuis le Congrès de fondation du NPA, la situation politique a évolué. Les discussions de la CNJ doivent nous aider à développer une compréhension commune de la situation politique, des spécificités de cette situation dans la jeunesse et de comment agir pour influencer la lutte des classes, construire des mobilisations et infliger une défaite à la classe dirigeante.

Se mettre en ordre de bataille

Cette année a été marquée par des mobilisations dans les différents secteurs de la jeunesse : lycées, fac, secteurs du monde du travail rassemblant un grand nombre de jeunes travailleurs. Si ces luttes n'ont pas débouché sur des victoires, elles ont permis une accumulation d'expérience. La crise du système capitaliste et les attaques de la classe dirigeante vont se poursuivre. Dès maintenant, nous devons préparer la contre offensive. La CNJ doit nous permettre de nous mettre en ordre de bataille. Nous devons chercher à construire des mobilisations d'ampleur dans la jeunesse face aux attaques du gouvernement. Nous cherchons également à construire un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs. En effet, seule une grève générale pourra mettre un véritable coup d'arrêt aux politiques menées par la classe dirigeante. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons enfin inverser le rapport de forces entre les jeunes

et les travailleurs d'une part et la bourgeoisie d'autre part.

Afin de nous mettre en ordre de bataille, nous devons discuter de l'ensemble des questions relatives à notre intervention dans la jeunesse (intervention lycéenne, syndicalisme étudiant, travail en direction des jeunes travailleurs, construction, formation...). La CNJ doit permettre de tirer les bilans de nos interventions respectives, de discuter de nos pratiques militantes, de la situation de la jeunesse et du rôle des militants anticapitalistes et révolutionnaires dedans, de débattre de l'oppression spécifique. La CNJ sera l'occasion de partager nos expériences respectives de tirer les bilans des mobilisations dans la jeunesse y compris nos propres faiblesses dans ces mobilisations (difficultés à proposer une stratégie pour le mouvement et à lui donner une orientation qui permette de gagner, difficultés à mener des batailles politiques en commun...).

Discuter d'orientation, des campagnes à mener et de structuration

La CNJ doit nous permettre de définir des priorités et des campagnes que nous allons mener ensuite tous ensemble. C'est un des enjeux principaux de cette CNJ, car avant tout, se voir sert à discuter ce que nous allons faire ensemble, et à se mettre d'accord sur une orientation commune malgré les divergences qui peuvent exister. Ainsi, il est central qu'à l'issue de cette CNJ nous ayons défini une orientation commune, des campagnes précises sur des questions prioritaires comme les questions d'éducation (autonomie des universités, réforme du lycée, sélection, professionnalisation, partenariats publics privés...), de précarité de la jeunesse (contrats précaires, livre vert de Martin Hirsch...). Nous devons aussi discuter d'orientation sur des questions permanentes qui sont importantes et qui peuvent radicaliser les jeunes comme le féminisme, le travail LGBTI, l'Antiracisme, l'écologie, le mouvement antiguerre.

Une question déterminante pour notre orientation sera la question de comment structurer la jeunesse et le secteur jeunes du NPA. Les discussions de la CNJ doivent nous permettre de discuter de quel matériel sortir régulièrement (Bulletins lycéens,

Jeunes travailleurs...), de quel matériel sortir de manière plus ponctuelle en lien avec des campagnes (Brochures...).

Construire une force de frappe dans la jeunesse

Homogénéiser notre intervention dans les universités

Au niveau du Secteur jeunes du NPA, nous sommes implantés dans les trois principaux syndicats étudiants : UNEF, SUD, FSE. Nous faisons partie des courants politiques les plus implantés dans les universités et pourtant notre intervention lors du dernier mouvement des universités a révélé des faiblesses importantes en termes de coordination et d'efficacité. D'une des principales forces politiques en termes d'implantation dans les universités, nous devons également chercher à devenir la première force en termes d'intervention. Nous devons réussir à développer une intervention permettant de défendre une stratégie pour les mouvements et à leur donner une orientation qui permette de gagner.

Au-delà de nos désaccords relatifs à l'appartenance à tel ou tel structure syndicale, nous devons élaborer une politique commune à défendre dans nos organisations respectives. Le moyen le plus efficace d'entraîner le plus largement dans l'action est de rassembler l'ensemble des forces qui sont prêtes à agir sur une université. C'est pourquoi nous devons pousser à la réunification syndicale. Les syndicats sont des structures permanentes de front unique qui doivent rassembler l'ensemble des forces du mouvement ouvrier présentes sur les universités. Quelle que soit la structure syndicale dans laquelle nous intervenons, la question de l'unification syndicale doit faire partie de notre orientation et nous cherchons à prendre des initiatives dans ce sens (réunions unitaires, campagnes communes...). La division syndicale actuelle est un des facteurs de la difficulté à organiser largement les étudiants. Mais la recherche de l'unité, militer dans les syndicats majoritaires, ne doit pas nous empêcher d'agir. Nous devons quoiqu'il arrive chercher à prendre des initiatives pour déclencher des mobilisations même si les autres forces ou les directions syndicales refusent d'agir. Nous défendons une autre orientation

que celles des bureaucraties syndicales et nous cherchons à construire une direction alternative qui soit en capacité de concurrencer ces bureaucraties. Nous devons élaborer dans le secteur jeunes du NPA une orientation syndicale qui puisse être défendue quelle que soit la structure syndicale dans laquelle nous intervenons. Nous devons nous efforcer de pousser sur les mêmes questions au même moment dans nos différentes structures syndicales. Les Comités NPA doivent nous servir à nous coordonner. Cela peut également passer par la tenue de réunions de l'ensemble des jeunes du NPA qui font du syndicalisme étudiant que ce soit au niveau local ou régional voire national. Nous pourrions envisager la tenue d'une réunion nationale étudiante dans le courant de l'année pour discuter plus longuement et en profondeur de notre intervention syndicale dans les universités.

Sur les lycées

Au delà des débats sur le syndicalisme lycéen, il existe un accord global au sein du secteur jeunes sur le caractère central de l'intervention lycéenne. L'un des enjeux centraux de la CNJ est donc de réussir à développer une intervention des jeunes du NPA la plus régulière possible sur un maximum de lycées. Pour cela, nous devons réussir à sortir des bulletins lycéens régulièrement. Chaque Comité jeune doit chercher à intervenir sur au moins un lycée en y organisant des diff's régulières, des tables de presse, des réunions publiques... Pour cela, nous devons essayer de mettre en place des équipes d'intervention en direction des lycées. Chaque camarade, quelles que soient son ancienneté, sa formation, ses disponibilités peut prendre en charge le suivi d'un lycée : s'assurer que le tract est écrit, tiré, diffusé, que les contacts sont rappelés, avoir des discussions avec les lycéens... Faire en sorte que chaque camarade d'un Comité soit membre d'une équipe de suivi d'un lycée est quelque chose de formateur ; cela permet d'impliquer tous les militants du Secteur jeunes dans la prise en charge d'une activité centrale. Cela empêche que les camarades lycéens soient isolés, même s'ils ne peuvent pas venir en Comité ou à toutes les échéances. Les commissions lycéennes doivent aussi être régulières, afin que le matériel sorte et que les tâches relatives à l'activité lycéenne soient prises en charge par ces camarades eux-mêmes.

Ressortir de la CNJ avec un véritable plan de construction

Face aux possibilités importantes de redéployer notre intervention dans la jeunesse, et de gagner en implantation, nous avons notamment besoin de mettre en place des plans de construction pour gagner des jeunes au projet du NPA et construire toujours plus de comités jeunes. Les Assemblées Générales de préparation de la CNJ doivent nous permettre de discuter de plans de construction à mettre en place dans un maximum d'endroits. De même les discussions lors de la CNJ doivent nous servir à élaborer au niveau national un plan de construction permettant de renforcer les liens entre les différents Comités jeunes mais aussi avec les jeunes isolés de voir comment aider à la construction de nouveaux Comités jeunes là où des potentialités existent. Pour que le NPA puisse répondre aux enjeux dans la jeunesse, le Secteur jeune doit être en capacité d'intervenir de manière efficace dans la jeunesse (matériel, budget, permanents...) mais il est également fondamental que l'ensemble du Parti fasse de l'intervention dans la jeunesse une priorité. Pour pouvoir être efficace et mener des campagnes dans la jeunesse, il est indispensable que le Secteur jeune dispose d'un budget propre au niveau national. Le NPA doit chercher à aider à la construction du Secteur jeune notamment en mettant en lien les Comités jeunes avec les jeunes qui peuvent être présents dans des Comités afin que le Secteur jeune puisse coordonner l'ensemble des jeunes du NPA dans une activité commune en direction de la jeunesse. Il est essentiel de renforcer les liens entre le Secteur jeune et le reste du NPA.

Puisqu'il faut conclure...

En bref, cette première CNJ peut être l'occasion de franchir réellement un cap en termes d'intervention et d'implantation du NPA dans la jeunesse. Pour cela nous devons aborder les discussions dans cet état d'esprit et chercher à tirer le meilleur des expériences des uns et des autres pour avancer tous ensemble. Les débats sur l'orientation et nos tâches doivent avoir lieu dans l'objectif que l'ensemble des camarades jeunes disposent et militent dans un cadre commun. Nous devons ressortir de la CNJ avec des outils pour intervenir dans la jeunesse (Bulletins nationaux lycéens et jeunes travailleurs, le Journal jeunes, brochures...)

et une véritable structuration nationale du secteur jeune avec un nouveau secrétariat et un secrétariat restreint afin de mettre en place ce que nous déciderons dans le cadre de la CNJ.

Dimitri (Comité Jeunes 92 Nord)

10) Quels enjeux pour la CNJ dans le Nord Pas de Calais ?

Les 17 et 18 octobre prochain aura lieu la Conférence Nationale Jeune du NPA. Les statuts provisoires que nous avons votés lors de notre congrès de fondation définissent le secteur jeune et la CNJ en ces termes : « Le secteur jeune rassemble les comités jeunes et les jeunes qui souhaitent coordonner leur intervention en direction de la jeunesse. Il élabore une orientation en direction de celle-ci (campagnes, matériel, journal...). Une fois par an, une conférence nationale jeune est organisée rassemblant des représentants de tous les comités jeunes, des commissions et des jeunes présents dans les comités locaux. ». L'objectif de la CNJ est donc de doter le NPA d'une structuration nationale élue du secteur jeune (les instances jeunes actuelles étant provisoire) et d'une orientation en direction de la jeunesse pour l'ensemble du parti. Dans le cadre de cette CNJ, des assemblées électorales locales jeunes se tiendront partout en France pour élire les délégués qui participeront à la CNJ. Dans le Nord Pas-de-Calais, cette assemblée locale jeune se tiendra à priori à l'échelle régionale le samedi 10 ou le dimanche 11 octobre 2009.

Ce processus s'inscrit dans le cadre du fonctionnement de l'ensemble du parti. Le congrès régional du NPA se tenant juste après la CNJ, l'objectif de cette contribution est de proposer une vision rapide des enjeux de la CNJ pour le NPA et les jeunes de la région.

1 – une intervention en direction de la jeunesse existante mais éclatée

Dans la plupart des endroits où le NPA est suffisamment implanté, une intervention en direction de la jeunesse existe. La plupart du temps, il s'agit d'une intervention en direction des facs et des lycées. Mais notre intervention rencontre une série de difficultés. Tout d'abord, nous avons du mal à avoir une vision d'ensemble de notre intervention dans la jeunesse. Savoir quelle est l'intervention des comités, le nombre de jeunes au NPA, les infos sur les mobilisations locales dans la

jeunesse. Ensuite, nous avons du mal à avoir une intervention coordonnée à l'échelle de l'ensemble de la région. Ainsi de fait nous sommes quasiment incapable d'avoir une politique coordonnée et commune dans les mobilisations de la jeunesse. Lors du dernier mouvement sur les universités, nous n'avons pas réussi par exemple à échanger régulièrement les informations sur l'état de la mobilisation sur chaque fac. Même si des progrès sont en partie réalisés par les liens militants qui se développent au fur et mesure de nos rencontres dans différents cadres, nous n'en sommes qu'à l'état embryonnaire.

2 – la CNJ : une échéance qui doit permettre de franchir un cap

a) En termes d'implantation

L'un des objectifs que nous devons nous fixer au niveau de l'ensemble du NPA est que chaque comité développe une intervention régulière en direction de la jeunesse. Par exemple, tous les comités pourraient diffuser sur un lycée une fois par mois. Le bulletin national lycéen qui existera prochainement pourra être un outil utile pour développer ce type d'activité. Mais pour réellement chercher à avoir une influence sur ce qu'il se passe dans la jeunesse, nous ne pouvons nous contenter d'avoir une intervention « de l'extérieur ». Nous devons systématiquement chercher à recruter des jeunes à nos idées et à l'organisation. Pour cela, nous devons entre autre chercher à faire la preuve par la pratique que le NPA est un outil utile pour construire les mobilisations dans la jeunesse. C'est donc en construisant des structures permettant aux jeunes d'agir directement sur leur lieux d'études ou de travail que nous pourrons les gagner plus rapidement et donc être décisif pour chercher à influencer la réalité. Partout où c'est possible nous devons donc chercher à construire des comités jeunes qui regroupent les jeunes sur une ville ou un secteur géographique limité afin de favoriser la prise en main de l'intervention dans la jeunesse par les jeunes eux-mêmes, en leur permettant de faire leur propre expérience de construction du NPA et d'intervention dans les mobilisations. Mais un élément important de cette politique de construction doit être les liens forts que les jeunes doivent avoir avec le reste du parti. L'intervention en direction de la jeunesse doit donc être l'affaire

de tous. La CNJ sera un moment important pour discuter de cela entre les jeunes de la région. Mais si nous voulons réellement franchir un cap, ces discussions doivent aussi irriguer le congrès régional.

b) En termes de structuration

L'enjeu central est de parvenir à mieux coordonner l'intervention en direction de la jeunesse pour être une véritable force de frappe dans les mobilisations. Nous devons gagner en homogénéité politique pour pouvoir prendre des initiatives dans les mobilisations à l'échelle régionale qui peuvent s'avérer décisives à certain moment. Par exemple lors du dernier mouvement sur les universités, il y a eu une tentative de mise en place d'une coordination régionale nord/pas-de-calais des universités en lutte. Nous avons été porteurs de ce type de structure d'auto-organisation dans les AG d'Arras et de Lille. Mais par manque de lien régulier avec les autres villes et par manque de coordination entre nous, nous n'avons pas sûrement mener cette bataille en commun à l'échelle de la région et la coordination ne s'est finalement pas tenu. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autre qui illustre la nécessité de mieux coordonner les comités jeunes et les jeunes à l'échelle de la région.

Pour cela, l'assemblée électorale de la CNJ du 10 octobre pourrait décider d'une structuration régionale des jeunes favorisant les cadres d'échanges et de coordination de l'intervention jeune dans la région. Cette structuration devra permettre de lier les différents comités jeunes ou groupe de jeune dans les comités plus solidement pour rendre plus efficace notre intervention dans les luttes. Cette structuration pourrait se présenter sous deux formes : 1) une instance du type secrétariat ou commission jeune avec un nombre réduit de jeunes qui pourraient ainsi se réunir facilement et régulièrement. 2) des échéances régionales jeunes comme celles que nous avons déjà commencé à tester comme les stages de formation régionaux. Ce type de structuration pourraient aussi être un cadre qui permettrait d'aider à la construction du NPA dans la jeunesse en suivant les jeunes isolés et en cherchant à aider les comités à se construire dans la jeunesse.

Damien (comité jeune lille)

11) Structuration des nouveaux Comités

Le processus de construction du NPA et les mois qui ont suivi sa fondation ont montré un potentiel de développement de nouveaux comités et de nouveaux militants dans de nouvelles villes. Celles-ci sont des villes « moyennes » ou « petites » et ce développement ouvre la possibilité d'une construction encore plus forte des secteurs jeunes du NPA. Par exemple dans des villes telles que Nogent le Rotrou, Arras [ajouter autres exemples]...

Pour passer le cap de simples contacts à celui d'un comité qui mène une activité propre il faut réussir un certain nombre de défis et également que le secteur jeune puisse avoir les outils nécessaires pour mettre en place cette stratégie de construction.

Notre projet politique de changer de société par la transformation révolutionnaire en vue d'établir le socialisme implique que nous devons convaincre la majorité de la population à nos idées. Ainsi densifier notre implantation, se redéployer dans des lieux où nous n'étions pas présents doit être un souci permanent.

Cela ne peut se faire qu'à partir de « bastions », de lieux où nous sommes déjà implantés, où nous menons une activité régulière. Si nous sommes déjà faibles là où nous militons nous ne pourrions pas dégager du temps et des forces militantes pour se construire ailleurs.

A l'image du parti où il existe un lien réciproque entre les comités de bases et les directions nationales, la construction de nouveaux comités ne pourra se faire sans un certain nombre d'outils à utiliser et à développer.

Utiliser les différentes publications des jeunes du NPA et du NPA ; lorsque l'on ne peut pas être au quotidien dans une autre ville, alimenter par courrier les contacts et les nouveaux militants de « L'Étincelle Anticapitaliste », de « Tout Est A Nous » leur permet d'avoir le point de vue politique de l'organisation sur l'actualité sans avoir fait 50 km pour aller à une réunion. Cela permet de diffuser l'orientation et la presse du Parti et du Secteur jeunes tout en fournissant un outil pour militer au

quotidien dans son milieu.

De même, la sortie du A4 hebdo, les différents bulletins par secteur doivent permettre une activité sur son lieu d'intervention sans pour autant devoir rédiger et tirer un tract seul ou à peu nombreux.

La mise en place par le secrétariat jeune d'un « kit de nouveau comité / de nouvel adhérent » qui expliquerait le but et les bases d'une réunion de comité, d'une trésorerie, etc... devra aider à une prise en charge propre par le nouveau comité.

Le développement de liens réciproques entre les différents comités du NPA et les différentes instances du NPA vise aussi à tirer en avant la construction de nouveaux comités ; les formations régionales et nationales au-delà de l'aspect de formation propre sont l'occasion d'échanger sur les obstacles et leur réponses localement, de connaître des camarades et ainsi de se sentir moins isolé. Les coordinations régionales et le secrétariat jeune doivent également viser à tirer en avant l'activité et le développement de nouveaux comités. Enfin l'envoi régulier de « feuilles de route » permet de partager la vision nationale que peut avoir le secrétariat jeune dans l'ensemble des comités jeunes du NPA.

Pour réussir ce défi, toute la bonne volonté des camarades ne suffira pas. Il faut très concrètement les moyens matériels pour les réaliser ; un journal jeune qui est un outil efficace pour convaincre son milieu et intervenir en direction de l'ensemble de la jeunesse, un budget propre pour les jeunes qui permettrait le tirage de matériels, un meilleur suivi des comités et des pôles de construction, la création de postes de semi permanents afin de dégager le temps nécessaire aux tâches nationales d'élaboration de matériel, de suivi des comités...

La préparation de la Conférence Nationale Jeune va impliquer des jeunes qui sont isolés, la réussir en faisant en sorte qu'un maximum de jeunes y participent sera un point d'appui à l'avenir dans la construction de nouveaux comités.

Benko Comité jeunes Le Mans

12) Syndicalisme étudiant: avancer séparément ou frapper ensemble ?

Dans le précédent Bulletin de discussion, les camarades de la Tendence CLAIRE exposaient une conception du syndicalisme pour le moins originale. En effet, pour ces camarades, les syndicats ont vocation à organiser la seule avant garde étudiante selon leurs propres termes. Défendre une telle conception des syndicats qui ne s'adressent qu'aux étudiants déjà radicalisés revient dans la pratique à se couper de l'immense majorité des étudiants et donc de l'immense majorité de notre camp social.

L'objectif de ce texte n'est pas de polémiquer dans le vent ou de défendre bec et ongle la « chapelle Unef ». Il s'agit au contraire, comme contribution pour le dernier Bulletin de Discussion, de cibler ce qui nous semble être les éléments essentiels d'une orientation syndicale et de proposer d'avancer ensemble sur les points qui font accords entre nous.

1 – Quelques éléments fondamentaux

a) un syndicat, c'est quoi ? À quoi ça sert ?

Le syndicat est une coalition d'individus et de structures locales pour la défense d'une communauté d'intérêts. Il permet de défendre ses droits au quotidien en dehors de toute mobilisation. Il constitue donc un point d'appui pour résister et lutter. Même si nous sommes pour la transformation révolutionnaire de la société, nous ne sommes pas opposés à des améliorations immédiates du sort des jeunes et des travailleurs. Le fait de gagner des améliorations immédiates permet de limiter la détérioration de la situation et ainsi de limiter la détérioration de la capacité de résistance collective. De plus, cela permet de donner confiance dans le fait que seule la lutte et l'organisation collective permettent de gagner. Le syndicalisme est ce qui traite des questions concrètes. Sur les universités, c'est le syndicat qui s'occupe des problèmes d'inscription de bourse, de logement... Or la majorité des gens ne se mettent

pas à lutter sur des questions générales mais lorsque leurs intérêts immédiats sont menacés (salaire, statut, diplômes, conditions de vie ou d'études...). C'est pourquoi, nous ne pouvons pas nous contenter du travail de conviction sur la nécessité de renverser le capitalisme par une révolution mais nous devons aussi militer sur les questions les plus immédiates.

C'est d'ailleurs ce qui participe à la reconstruction de la conscience de classe. Car le syndicat permet de faire la démonstration dans la pratique, au quotidien, que l'organisation collective est utile. C'est donc la 1^{ère} forme d'organisation collective permanente. Et cela est pour nous fondamental. Car notre projet est de renverser le capitalisme par l'action consciente de la majorité de la population. Pour cela il est nécessaire de réussir à unifier l'ensemble de notre camp social face à l'ennemi commun : la classe dirigeante. Le travail de masse, en particulier syndical, permet de travailler à cette unification en dehors des périodes de mobilisations.

Pour nous, intervenir syndicalement permet de se lier à notre milieu, de connaître ses préoccupations, son degré de combativité. Le syndicat constitue une première étape pour entraîner l'ensemble de notre camp social.

b) un objectif central : reconstruire une conscience de classe

La conscience de la majeure partie des gens se transforme fondamentalement dans l'action. Et l'action se déclenche la plupart du temps sur des questions précises. La grande majorité des jeunes et des travailleurs se convaincra de la justesse de notre programme en agissant en masse et en tirant elle-même les leçons, plus qu'en lisant des livres. Il nous faut donc réussir à agir sur des questions précises. Regrouper les différents courants d'opinion présents dans notre milieu, les différentes organisations, cela donne confiance aux jeunes à qui nous nous adressons pour lutter. Distribuer un appel à AG signé par les jeunes du NPA, ou appelé par toutes les organisations présentes sur une fac n'a pas le même effet sur les étudiants. Nous avons besoin de ce type de cadres qui s'adressent à la masse, qui regroupent largement les étudiants et les autres courants et qui s'occupent de questions précises. Être ambitieux selon les termes de la

tendance CLAIRE, cela revient dans la pratique à construire un syndicalisme d'avant garde qui ne cherche pas à mettre en mouvement l'ensemble de notre camp social. Au contraire nous avons aussi bien besoin de construire notre organisation révolutionnaire que de construire des cadres plus larges pour nous lier à l'ensemble de notre camp social.

De plus, les syndicats sont réformistes par nature puisque leur vocation n'est autre que d'améliorer la situation de la classe ouvrière dans le cadre de ce système et il en va de même pour les organisations syndicales étudiantes. Le syndicat est la forme première d'organisation des travailleurs entre les mobilisations afin de continuer à défendre leurs intérêts et constitue donc un outil de structuration quotidienne de la classe ouvrière. Il n'y a aucune raison de laisser le privilège d'organiser largement la classe ouvrière aux seuls réformistes. Nous devons en être tout autant capables. Il n'y a donc pas de contradiction dans le fait d'être révolutionnaire et de militer dans des syndicats réformistes au contraire.

Dans le cadre de notre intervention syndicale, que nous militons à l'UNEF, à Sud, ou à la FSE, nous devons systématiquement combattre toute forme de bureaucratie syndicale tout en distinguant directions bureaucratiques et militants. La bureaucratisation des organisations syndicales est un phénomène social, qui a des racines... sociales et politiques. La dialectique des conquêtes partielles, l'intégration dans le système devient plus importante que le mouvement et les intérêts généraux du mouvement. Aucune organisation syndicale n'est à l'abri de ce type d'évolution.

c) L'Unef : ni coquille vide, ni organisation de masse hégémonique

Le recul des organisations de classe et des partis politiques de gauche n'est nulle part plus important que dans la jeunesse et notamment la jeunesse scolarisée (1 % des étudiants sont syndiqués dans 5 organisations différentes). Premier syndicat étudiant, l'UNEF est aussi la première organisation de jeunesse en France. C'est aussi l'organisation la plus implantée nationalement. Si nous sommes pour un grand syndicat, si possible unique, dans le mouvement étudiant, c'est parce que c'est un moyen pour unifier les étudiants pour défendre

leurs droits. Nous considérons que, malgré les désaccords qui existent dans le syndicat, il vaut mieux être unis pour se battre ensemble sur les questions fondamentales : C'est l'élément de loin le plus important pour un syndicat : qu'il regroupe largement. L'Unef est aussi le seul cadre de « front unique » permanent dans la jeunesse. Elle regroupe à la fois des réformistes, des révolutionnaires et des milliers d'étudiants ordinaires. 15 000 adhérents (sur 2,2 millions d'étudiants) c'est à la fois peu, mais aussi beaucoup plus que toutes les autres organisations de gauche. Si nous devons travailler à l'unification de notre intervention syndicale et à l'unification du syndicalisme étudiant, c'est une grave faute politique que de penser que cela doit se faire sans l'UNEF et donc sans la majeure partie des étudiants organisés à l'heure actuelle. C'est enfin la seule organisation qui cherche à s'adresser de manière systématique aux étudiants normaux, même si évidemment la direction de l'Unef le fait dans l'objectif de sauvegarder ses positions au sein du système.

Ce n'est pas un hasard si la France est à la fois un des seuls pays d'Europe à avoir connu ces dernières années à la fois des luttes étudiantes importantes et à avoir un syndicat étudiant national.

d) Où en sommes-nous précisément ?

Nous avons besoin d'une vision d'ensemble, nationale et précise de notre situation. Aujourd'hui le Secteur jeunes du NPA est présent dans les trois principaux syndicats étudiants. Sans prétendre avoir réalisé une liste parfaite et complète, voici un état des lieux de notre présence :

- Dans l'UNEF, nous sommes présents dans la TUUD à Amiens, Aix-Marseille, Valenciennes, Lille, Rouen, Reims, Metz, Strasbourg, Nancy, Dijon, Limoges, Clermont Ferrand, Le Mans, Nantes, Rennes, Paris 1, Paris 3, Paris 4, Paris 6, Paris 7, Paris 8, Nanterre. Concrètement, nous dirigeons les sections locales de Paris 3, Clermont Ferrand et du Mans, nous participons à l'animation et à la direction des sections de Nancy et Amiens et nous avons une implantation militante et une influence importantes dans les sections de Aix, Lille, Reims, Limoges, Paris 7, Paris 8 et Nanterre.

- Au niveau de Sud étudiant, nous sommes présents dans les sections de Paris 3, Arras, Aix-Marseille,

Bordeaux, Le Mans, Lille, Rennes, Toulouse, Tours. Nous jouons un rôle majeur dans l'animation et la direction des sections de Bordeaux, Le Mans, Rennes, Toulouse et Tours.

- Au niveau de la FSE, nous sommes implantés à Dijon, Pau, Grenoble, Toulouse, Paris 1, Paris 4 et Paris 7. Nous jouons un rôle majeur dans chacune de ces sections.

Partant de cet état des lieux de notre implantation, plusieurs remarques s'imposent. Tout d'abord, en termes exclusivement factuels, la structure syndicale dans laquelle nous sommes le plus présents est l'UNEF. Deuxièmement, il apparaît que toutes organisations syndicales confondues, nous sommes implantés dans 27 universités parmi lesquelles l'ensemble des principales universités et des bastions historiques du mouvement étudiant. Troisièmement, il convient de souligner que malgré cette implantation numérique importante, notre intervention sur les universités est largement en deçà de ce qui serait possible avec une telle implantation. Bien entendu, l'éclatement de notre intervention syndicale participe de cette faiblesse mais c'est loin d'être le seul facteur. Le principal facteur est la difficulté que nous connaissons à élaborer tous ensemble une orientation à défendre dans les syndicats et dans les mouvements. C'est pourquoi, la discussion la plus importante dans le cadre de la CNJ ne doit pas porter sur l'appartenance syndicale des uns ou des autres mais bel et bien sur quelle conception du syndicalisme et quelle orientation défendre dans le mouvement étudiant et dans les syndicats dans lesquels nous sommes présents.

2 - Quelle orientation syndicale ?

Certains éléments peuvent sembler répéter ce qui a déjà été dit plus haut. Mais il nous a paru important de cibler quatre éléments centraux pour définir une base générale à une intervention syndicale commune :

a) se syndiquer/faire du syndicalisme

La première tâche d'un militant anticapitaliste est de chercher à faire progresser la conscience de son milieu. Or pour la majorité des gens c'est par leur propre expérience et la pratique que la conscience se modifie. Nous devons donc en

permanence chercher à entraîner autour de nous dans l'action. Parce qu'il s'adresse à l'ensemble des étudiants sur les questions les plus immédiates, le syndicat est le premier outil dont nous disposons. Aujourd'hui, même si le débat sur le syndicalisme étudiant occupe une place importante, nous avons du mal à convaincre nos propres camarades de l'importance de se syndiquer. Nous devons donc chercher à mener ces débats dans l'ensemble des comités jeunes. Le syndicat correspond au niveau élémentaire de structuration de notre camp social sur la durée. Or si notre objectif est d'entraîner la majorité des étudiants dans l'action, nous devons chercher à nous adresser déjà à ceux qui font le pas de s'organiser collectivement. Mais nous ne pouvons nous contenter de tous nous syndiquer. Nous devons chercher à faire du syndicalisme. Car c'est en faisant la preuve par la pratique de l'importance de l'action collective que nous pourrions convaincre largement autour de nous.

b) Défendre une orientation « lutte de classe » et indépendante de toutes les directions syndicales

Bien sûr, au quotidien, dans nos structures syndicales nous avons des désaccords importants avec la politique que mènent les directions. C'est pour cela que nous devons chercher à mener des batailles organisées au sein des syndicats. C'est à dire chercher à structurer et à défendre une orientation et un courant ou une tendance « lutte de classe » à une échelle nationale. L'orientation que nous cherchons à porter dans ces cadres là s'articule autour de trois axes. a) nous cherchons à construire des mobilisations de masses et majoritaires chez les étudiants. Pour cela, nous partons des questions les plus immédiates pour expliquer la logique d'ensemble. Nous cherchons en permanence l'unité la plus large. b) nous défendons et construisons l'auto-organisation dans les mobilisations. Car à la fois pour des raisons démocratiques et d'efficacité, les premiers concernés doivent décider et agir. Nous poussons à la tenue d'assemblées générales qui se structurent localement et nationalement en coordination. c) la seule perspective crédible pour faire gagner nos luttes et inverser le rapport de force est la grève générale. Nous cherchons à faire converger les mobilisations et à nous lier aux travailleurs dans la perspective d'un mouvement d'ensemble.

Aujourd'hui il est plutôt clair que les directions de l'Unef, de Sud ou de la FSE soit ne défendent pas cette orientation soit ne le font qu'en paroles. Or, pour nous, même si nous devons toujours chercher l'unité la plus large possible pour mobiliser, nous ne devons en aucun cas nous lier les mains à celle des directions si celles-ci s'y refusent. Nous devons donc quand c'est nécessaire prendre des initiatives qui entrent en confrontation avec les orientations et parfois les appareils de nos syndicats. Refuser cette bataille là c'est renoncer à une politique indépendante des bureaucraties syndicales.

c) Mener une politique commune dans les différents syndicats

La division syndicale affaiblit considérablement le mouvement étudiant. Même si personne n'a l'objectif dans le secteur jeune de défendre sa « chapelle » nous ne sommes pas étanche par rapport à cela. Notre objectif doit donc être de systématiquement chercher à mener une politique commune dans nos syndicats. Dire cela ce n'est pas remettre en question l'indépendance syndicale mais c'est chercher à coordonner l'intervention des militants anticapitalistes et révolutionnaires pour être une force de frappe bien plus importante qu'aujourd'hui. C'est refuser de reproduire de fait la division syndicale jusque dans nos propres rangs.

d) Réunifier le syndicalisme étudiant

Aujourd'hui, le décalage important entre la combativité de la jeunesse et son niveau d'organisation persiste toujours. Et il est difficile de ne pas faire le lien entre le moins de 1 % d'étudiants syndiqués et les difficultés à remporter des victoires. En effet, ce faible niveau d'organisation des étudiants dans des structures permanentes affaiblit notre capacité à résister au quotidien et à déclencher des mobilisations. A terme la seule perspective crédible pour chercher à modifier cette réalité ne peut être que la réunification syndicale. C'est à dire la réunification de l'ensemble des orientations qui existent aujourd'hui dans le mouvement étudiant et non pas seulement d'une seule de ses composantes.

Mais pour que cet objectif ne reste pas qu'un vœu pieu toujours renvoyé à un lointain futur, c'est dès aujourd'hui que nous devons faire des pas en ce

sens. Car même si en définitive c'est l'évolution de la situation politique et de la lutte des classes qui permettra de faire des pas significatifs nous ne pouvons nous contenter de la situation actuelle.

Systématiquement nous devons donc chercher à construire l'unité la plus large possible qui permette d'entraîner la majorité des étudiants. Et ce sur les questions les plus immédiates (bourses, problèmes d'inscriptions...) comme dans les mobilisations.

D'ors et déjà, et partout où c'est possible nous devons chercher à faire des pas dans la pratique vers la réunification syndicale. Au Mans, les camarades du NPA qui interviennent syndicalement sur l'université ont mis en place un Comité de Liaison Intersyndicale qui regroupent Sud étudiant et l'Unef. A la rentrée, des campagnes communes vont donc être mené dans le cadre de cette structure. Partout où c'est possible nous devons chercher à décliner ce type de cadre localement.

3 - Pour conclure et avancer

Le débat entre nous est important et doit continuer. Mais ce qui nous permettra réellement d'avancer, ce sera notre capacité à faire des tests ensemble dans la pratique pour pouvoir tirer le maximum de bilans communs. Chercher à unifier et à coordonner notre intervention syndicale répond donc à un double objectif : faire du secteur jeune une force de frappe incontournable sur les universités et avancer dans la pratique et pas juste sur le papier vers une intervention syndicale commune.

Aujourd'hui les 2 point sur lesquels tout le monde semble s'entendre sont d'une part la difficulté à avoir une politique nationale commune dans les mobilisations. D'autre part le fait que cela ne peut plus durer.

Les 4 éléments d'orientations proposés peuvent constituer une base d'accords importante sur laquelle il est possible d'avancer ensemble pour mener une intervention syndicale commune quelque soit la structure des uns ou des autres.

Damien (Comité Jeunes Lille) et Dimitri (Comité Jeunes 92 Nord)

13) Construire une intervention en direction des jeunes travailleur-se-s

Les jeunes sont les premiers à subir la crise économique. Ils constituent l'essentiel du bataillon d'intérimaires et de CDD licenciés depuis le début de la crise. Ils subissent plus que le reste de la population l'augmentation du chômage : +5,2% en un an portant le taux de chômage des jeunes à 23,9% fin juin 2009 (24,7% pour les garçons, 22,8% pour les filles), contre +1,8% d'augmentation pour l'ensemble des salariés portant le taux de chômage à 9,5% fin juin 2009. Les jeunes travailleurs représentent ainsi 662 000 chômeurs actuellement. Ces éléments et bien d'autres doivent nous pousser à développer une intervention plus importante en direction des jeunes travailleurs.

1. Qu'est ce qu'un jeune travailleur ?

La jeunesse n'est pas un groupe naturellement existant, ni un groupe toujours radical ou révolutionnaire. Mais, dans certains contextes, dans certains pays, la jeunesse est sensible plus que tout autre secteur de la population aux transformations sociales, c'est-à-dire à notre époque en France : à la crise du capitalisme et à l'offensive de la bourgeoisie. C'est ce qui explique que les militants du parti bolchevik en 1917, au moment de la révolution d'octobre, avaient un âge moyen de 23 ans... ou que le secteur le plus combattif en France contre la politique de Sarkozy est la jeunesse. C'est à partir du XVIIIème siècle, avec l'émergence de la bourgeoisie, que se développe un âge intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte, que se prolonge le temps de passage de la tutelle familiale vers une position stable dans les rapports de production : occuper un emploi, construire une famille. La scolarisation fait émerger une jeunesse bourgeoise, puis petite-bourgeoise. A partir du milieu du XXème siècle, la scolarisation de masse scolarise la jeunesse ouvrière qui ne connaissait pas réellement de jeunesse jusque là, passant directement de la scolarité élémentaire à l'usine dès 14 ou 16 ans. A la fois au cœur des entreprises publiques et privées, et en lien avec le reste de la jeunesse, la jeunesse travailleuse constitue un enjeu particulièrement important.

Ainsi, comment peut-on définir les jeunes travailleurs ? L'âge, jusqu'à 25 ans environ, peut distinguer les jeunes travailleurs du reste des salariés. « 25 ans » est certes un critère arbitraire, mais correspond à une certaine réalité : le fait de ne pas avoir le droit de percevoir le RSA jusqu'à 25 ans, celui de rentrer dans le cadre de certains types de contrats n'existant que pour les jeunes jusqu'à 25 ans (le CPE en était un exemple), etc. Mais plus largement, on pourrait dire que les jeunes travailleurs sont ceux qui viennent de rentrer sur le marché de l'emploi (et certains d'entre nous n'y entrent que plus tard), et ceux qui sont encore en situation de précarité dans leur emploi, et se différencient des salariés plus âgés bénéficiant encore en France le plus souvent d'un statut de fonctionnaire dans le public, d'un CDI à temps plein dans le privé. Ainsi, lorsque la précarité de l'emploi se prolonge au-delà de 25 ans, et avec elle l'impossibilité d'être autonome de sa famille, la jeunesse se prolonge également.

Le monde des jeunes travailleurs et des étudiants, voire des lycéens, est de moins en moins hermétique. Avec la massification de l'enseignement secondaire (de 1 à 3 millions de lycéens en France de 1950 à 1960), puis de l'enseignement supérieur (de 134 000 en 1950 à 2,2 millions d'étudiants en France aujourd'hui), les jeunes scolarisés sont de plus en plus contraints de se salarier. De plus, les étudiants des universités sont désormais moins destinés à effectuer des travaux intellectuels ou de direction dans l'appareil de production, que des travaux d'exécution dans un secteur tertiaire prolétarisé ou comme précaires de la fonction publique. Ainsi, les étudiants ne sont plus que de manière restreinte des petit-bourgeois (comme l'était le monde étudiant il y a 40 ans encore). Ils sont le plus souvent des jeunes « travailleurs en formation », telle que les définissait la Charte de Grenoble de fondation de l'UNEF en 1946.

2. Etat des lieux des jeunes travailleurs aujourd'hui

Les jeunes travailleurs ne constituent pas un secteur d'intervention homogène, du moins pas autant que le monde étudiant ou lycéen. On pourrait faire apparaître différentes catégories :

1. Les travailleurs en formation : les jeunes scolarisés dans des filières professionnelles, souvent courtes,

souvent en contrat d'alternance, d'apprentissage ou faisant des stages réguliers, c'est-à-dire à la fois en formation et déjà inséré sur le marché du travail. Ce sont principalement les jeunes des CFA (Centres de Formation d'Apprentis), LEP (Lycées d'Enseignement Professionnel) ; des IUFM (Instituts Universitaires de Formation des Maîtres), des centres de formation des travailleurs sociaux, école d'infirmiers, BTS, etc.

2. Les jeunes présents dans des concentrations de jeunes en entreprise : ce sont les AeD (Assistants d'éducation) dans les collèges et les lycées, ou les auxiliaires de vie scolaires, les anciens « contrats jeunes » ; les salariés de quelques secteurs ou entreprises de la restauration rapide (Mac Donald's, Pizza Hut...), des call centers ou du commerce. On retrouve des jeunes travailleurs concentrés dans les FJT (Foyers de Jeunes Travailleurs).

3. Les jeunes des entreprises où les jeunes y sont minoritaires : minoritaires certes mais jouant parfois un rôle important dans les luttes, par exemple dans l'automobile ou à ErDF au printemps 2009.

4. Les jeunes chômeurs : il est très difficile d'arriver à toucher les jeunes chômeurs. Mais, les jeunes chômeurs ne sont que rarement chômeurs uniquement : ils sont le plus souvent intérimaires connaissant de longues périodes de chômage. Ils ont en général suivi, en partie du moins, une formation professionnelle ou en cherchent une nouvelle. Il y a donc des moyens de les toucher.

Il y a donc des différences importantes entre les différents types de jeunes travailleurs, mais pour autant des points en commun, en particulier l'expérience commune de la précarité, du fait du rôle spécifique que joue la jeunesse sur le marché du travail.

D'abord, parce que la jeunesse constitue la première variable d'ajustement sur le marché du travail, lorsqu'il faut licencier, en particulier en cas de crise. Ainsi, les premiers licenciés depuis le début de la crise économique de 2007-2009, avant même les gigantesques plans de licenciements du printemps 2009, ont été les 500 000 intérimaires, souvent des jeunes, qui ne bénéficiaient d'aucun protection contre le licenciement. Il faut souvent des années aux jeunes pour acquérir une position stable dans l'entreprise, et n'y parviennent pas toujours.

Ensuite, parce que la jeunesse constitue un « laboratoire », où la bourgeoisie expérimente les nouvelles conditions de travail qu'elle aimerait généraliser à l'ensemble des travailleurs. Les conditions de travail actuelles de la jeunesse seront celles de l'ensemble de la population demain, si nous ne sommes pas en mesure de nous opposer aux réformes en cours.

A la différence des salariés plus âgés, la jeunesse est très faiblement syndiquée : environ 2% des 18-30 ans en 2004, contre 8% pour l'ensemble des salariés. Même si les jeunes font plus conscience que leurs aînés aux organisations syndicales, ils ont une conscience plus faible de la nécessité de se syndiquer. Le faible nombre de jeunes syndiqués ne pousse pas les syndicats à se préoccuper de la situation des jeunes dans les entreprises, à défendre les travailleurs précaires qui sont le plus souvent des jeunes. Les jeunes salariés sont plus rarement encore militants dans les organisations politiques.

Pourtant, en France et dans d'autres pays européens (Grèce, Portugal...), les jeunes salariés ont montré à plusieurs reprises leur combativité ! En France, des grèves importantes, même si en nombre limité, ont eu lieu dans les dernières années dans les entreprises où les salariés sont principalement des jeunes : Mac Donald's, Pizza Hut, etc. ou plus récemment à l'OFUP au mois de juillet 2009. Nous avons donc des responsabilités en tant qu'anticapitalistes et révolutionnaires, à intervenir dans ce secteur, à y développer des outils syndicaux et politiques, des luttes et une conscience de classe plus importante.

3. Pourquoi développer une intervention en direction des JT ?

La création du NPA a permis d'une manière générale d'élargir le champ d'intervention des anticapitalistes et des révolutionnaires : la proportion de militants travaillant dans le privé ou sous contrats précaires a augmenté par rapport à la composition de l'ancienne LCR. Cette tendance, qui existait déjà au sein de la Ligue, s'est naturellement répercutée au sein du secteur jeune du parti. Dans les dernières années, alors que les JCR et les sections jeunes de la LCR étaient majoritairement composées de jeunes scolarisés, nous avons progressivement organisé un nombre croissant de jeunes précaires,

d'étudiants obligés de travailler pour payer leurs études, d'apprentis et de travailleurs en formation. Cela soulève une série de questions au sein du nouveau parti concernant l'organisation de ces camarades en son sein et la manière par laquelle nous devons développer une intervention en direction de ce secteur particulier de la classe ouvrière.

Nous voyons plusieurs arguments en faveur du développement d'une intervention en direction des jeunes travailleurs et d'un secteur JT au sein du secteur jeune du NPA :

1. Il existe une jeunesse laborieuse dont les conditions de travail sont directement liées à sa condition particulière. De la même manière que l'oppression spécifique des femmes et des travailleurs immigrés existe et permet aux capitalistes de soumettre ces secteurs particuliers de la classe ouvrière à une exploitation accrue et légitimée par l'idéologie raciste et sexiste dominante, un jeune travailleur est soumis à une exploitation (salaire plus bas pour même quantité de travail) et à une précarité accrues en tant que jeune. Ce facteur ne constitue pas en lui seul un argument justifiant une structuration spécifique des JT (il n'existe pas de secteur Travailleuses et travailleurs immigré-e-s au sein du NPA) mais il nous semble important de le rappeler dans une société où l'idéologie dominante fait admettre à une majorité de la population que l'oppression spécifique des femmes, des travailleurs immigrés et des jeunes relèverait d'un passé pré-68 définitivement révolu.

2. Le souci de s'implanter au sein de la classe ouvrière au sens large doit être commun à l'ensemble de l'organisation, y compris au secteur jeune. Il ne s'agit pas ici de dresser une opposition factice entre jeunes travailleurs d'un côté et étudiants et lycéens « petit-bourgeois » de l'autre (l'immense majorité des jeunes scolarisés étant destinés à travailler pour un patron dans le futur) mais bien de souligner le fait que la classe ouvrière, de par sa place dans le système de production, est la seule en capacité de renverser le capitalisme. Il est donc primordial pour le NPA de recruter des jeunes déjà intégrés au sein de l'appareil de production et de ne pas se limiter aux secteurs de la jeunesse scolarisée au sein desquels nous sommes traditionnellement implantés.

3. En tant que parti anticapitaliste, le NPA ne se contente pas de participer au jeu électoral institutionnel de la politique bourgeoise et refuse la séparation arbitraire entre le terrain politique réservé aux partis et le terrain des luttes sociales réservé aux syndicats. Au contraire il se donne comme objectif principal d'intervenir directement au sein de la lutte des classes, donc dans les entreprises publiques et privées. Cela pose à l'échelle de toute l'organisation la question de notre structuration tant au sein de nos structures syndicales respectives qu'au sein du parti. Dans ce sens, développer une intervention nationale en direction des jeunes travailleurs est actuellement le meilleur moyen pour permettre à nos camarades d'intervenir dans cette direction et de peser au sein de leur milieu.

Sur ce dernier point, nous ne faisons pas d'illusions, une structuration et une intervention en direction des jeunes travailleurs d'une manière générale est insuffisante et ne peut représenter une fin en soi. Derrière cette appellation se recoupe une multitude de statuts (jeunes précaires, étudiants salariés, travailleurs en formation...) et cela ne nous permettra pas de mettre en place une intervention aussi unifiée et cohérente que ce que nous sommes aujourd'hui en capacité de faire sur les facs et les lycées. Cependant développer aujourd'hui une activité JT est la meilleure manière de jeter les bases d'une politique bien plus ambitieuse qui consisterait en la création de comités NPA dans les CFA, les écoles de formation professionnelles, les entreprises employant majoritairement des jeunes d'un côté et en l'organisation au niveau national de nos camarades précaires et AED de l'autre.

Enfin, intervenir en direction de la jeunesse – travailleuse comme étudiante et lycéenne – c'est participer activement à la reconstruction à terme d'une nouvelle conscience de classe, un objectif central que nous nous sommes fixés lors du Congrès de fondation du NPA. Dans cette perspective, en organiser la fraction la plus radicalisée, s'adresser et chercher à donner de nouvelles références politiques à la jeunesse, à la nouvelle génération de salariés dans son ensemble devient un enjeu crucial. C'est elle qui constitue le terreau principal dans lequel nous devons travailler à reconstruire la conscience de classe que nous souhaitons développer. Alors que chez les travailleurs plus âgés, il est difficile de faire évoluer, en dehors de crise politique de grande ampleur, leurs référents

politiques, leur conscience de classe, dans la jeunesse tout est davantage possible, car elle est bien plus réceptive à l'activité politique que nous menons. Les résultats électoraux de la LCR puis du NPA le montrent assez bien. Aux élections européennes, le NPA a obtenu ses meilleurs résultats dans la jeunesse de 25 à 29 ans, ses plus faibles résultats dans la classe d'âge des 65 ans et plus. Reconstruire la conscience de classe dans la classe ouvrière, c'est donc s'adresser avant tout à la jeunesse.

4. Comment développer cette intervention ?

Il ne s'agit pas ici de donner une recette miracle mais d'évoquer des pistes de réflexion et d'interventions en direction des jeunes travailleurs.

4.1 Se doter d'une structuration locale et nationale

Les premiers recensements de camarades jeunes travailleurs indiquent que nous sommes présents dans un nombre important de grandes villes, mais aussi principalement de villes moyennes et de petites villes, et probablement également en milieu rural : à Bordeaux, Carhaix, Dijon, Douai, Le Havre, Limoges, Maubeuge, Nanterre, Paris, Perpignan, Quimper, Rennes, Rouen, Tarbes, Toulouse, etc. Il est donc important de se doter d'un cadre de discussion local, par la création de comités ou de commissions JT à l'échelle de la ville ou du département mais aussi de nous structurer nationalement.

Une structure locale pour se rencontrer, réfléchir entre JT et élaborer un plan d'intervention adapté à nos réalités locales, à nos capacités matérielles. Un cadre de discussion pour se former sur les questions d'actualité qui nous touche particulièrement mais aussi plus largement sur les analyses que nous faisons du système capitalistes, du syndicalisme, de la précarité d'aujourd'hui, du rôle de la classe ouvrière, du rôle de la jeunesse dans le contexte actuelle...

Nationalement la situation est très hétérogène avec beaucoup de JT isolés et l'existence de seulement quatre comités/commission (Bordeaux, Dijon, Paris et Toulouse). Mais suite aux différentes rencontres

nationales et notamment les discussions que nous avons eu aux Rencontres Internationales Jeunes et à l'Université d'été cette année on peut aujourd'hui envisager favorablement le développement d'un secteur Jeunes Travailleurs dans le NPA et notamment dans son Secteur jeune. Aujourd'hui nous devons continuer à recenser les JT dans le NPA, utiliser les outils dont nous sommes dotés (notamment liste de discussion JT nationale) pour faire circuler les infos du secteur, mutualiser les expériences et le matos déjà existant, se doter d'un matériel commun et de campagnes communes.

4.2 Définir des cadres d'interventions

En partant de l'analyse que l'on fait de la situation des jeunes travailleurs aujourd'hui on peut cibler différents lieux distinct d'intervention :

- en direction des jeunes en formation professionnel, c'est-à-dire par une intervention sur les Centres de Formation d'Apprentis, les lycées professionnels, les écoles de formation (IUFM, Ecole travailleurs sociaux, Ecole d'infirmiers,...), lors des forum pour l'emploi Etudiant/Salarié ;

- en direction des entreprises avec concentration de jeunes travailleurs et jeunes précaires comme les centre d'appels (call centers), les boîtes de restauration rapide par exemple ;

- sur des boîtes où l'on a un ou plusieurs camarades jeunes isolés ;

- en direction de la question spécifique des Assistants d'Education, qui sont nombreux dans le NPA.

En lien avec la Commission d'intervention sur les Lieux de Travail (CILT), ou d'autres commissions thématiques (Commerce, Automobile, Précarité, Femmes, Quartiers populaires), il semble intéressant de pouvoir participer à l'intervention sur des boîtes dans le cadre de campagne commune comme celle de cette rentrée pour l'interdiction des licenciements et un emploi décent pour toutes et tous, de contexte de lutte,... car le comité/commission JT doit aussi pouvoir servir à faire le lien entre le Secteur jeune et le reste du parti.

Ces différentes situations ouvrent beaucoup de pistes d'interventions, néanmoins il n'y en a pas de

prioritaire, elles sont fonction des réalités locales de chaque comité ou commission, de la présence de concentration de jeunes travailleurs, de l'implantation déjà existante de camarades jeunes dans des boîtes ou lieux de formation. Pour autant, pour développer une première intervention il est plus « facile » de commencer par s'implanter sur un lieu de concentrant des JT comme un CFA, c'est un objectif que nous pouvons nous donner dans chaque comité jeune dès maintenant. Il s'agit de ne pas fixer des objectifs trop importants pour ne pas se mettre en échec, en n'oubliant pas qu'une implantation peut prendre du temps. L'important c'est la régularité de nos présences (une diff. par mois) par lieu d'intervention.

4.3 Des outils pour intervenir

Pour pouvoir développer une intervention JT, nous avons besoins d'outils propres adaptés à notre secteur.

Il nous faut nous doter d'un Bulletin national mensuel JT, comme c'est le cas pour cette rentrée, adaptable localement donnant les moyens d'intervenir partout où cela est possible. Ce bulletin doit être pérennisé, permettant de développer une activité là où notamment les capacités matérielles et le temps empêche d'en écrire un localement. Ce bulletin comprend sur son recto un édito donnant les éléments du contexte politique actuel et un verso avec une ou plusieurs brèves sur des thématiques particulières et/ou d'actualité.

Dans ce matériel, nous déclinons les campagnes et la politique du NPA (CDI pour tous, 1500 euros pour tous, interdiction des licenciements, etc.) mais aussi des revendications spécifiques en direction des jeunes travailleurs : titularisation de tous les précaires, allocation d'autonomie pour les jeunes, interdiction des stages et embauche des stagiaires aux mêmes conditions que les salariés protégés, accès aux minima sociaux à partir de 16 ans, etc.

Là où c'est possible nous devons créer des « feuilles de boîtes » spécifique à un lieu de travail : une entreprise privée ou publique, un secteur d'activité (santé, social, éducation, industrie, etc.) diffusée de manière régulière, par exemple mensuelle. C'est-à-dire un bulletin (A4 recto-verso, ou 4-pages) qui combine à la fois une partie déclinant clairement la politique du NPA et une partie

comprenant des infos de la vie de l'entreprise ou du secteur d'activité (de type plus syndical, parasyndical) qui permette de faire le lien, à partir des préoccupations quotidiennes des travailleurs d'une entreprise, avec les mots d'ordre avancés par le NPA : par exemple les dernières décisions de la direction de l'entreprise, les résistances qui ont lieu dans la boîte, des informations sur les droits des salariés (intérimaires, apprentis, etc.)... Pour élaborer ce type d'activité, il faut donc que nous nous implantions davantage sur des lieux de travail, afin d'avoir des camarades sur place pouvant écrire les brèves sur la vie de l'entreprise, ou des contacts privilégiés avec des salariés ou des syndicalistes qui peuvent le faire.

4.4 La question du syndicalisme et de l'intervention dans les cadres de masse

Il est important de développer un travail syndical, en montant ou en participant à des structures syndicales déjà existantes (c'est le mieux, par exemple la CGT jeunes, le secteur non titulaire dans le SNES-FSU pour les Assistants d'éducation) ou d'autres formes d'organisation si le syndicat ne peut convenir : un collectif, un comité, premier pas parfois vers une structure syndicale. L'objectif est de s'appuyer sur les besoins des collègues pour monter une structure syndicale, qui doit répondre à ces besoins : être utile par le syndicalisme au quotidien aux intérêts directs des travailleurs. Rassembler plus largement que dans une organisation politique tous ceux qui entendent défendre les intérêts de leurs collègues et de leur groupe social, la classe ouvrière. En développant des structures spécifiquement jeunes au sein des syndicats où les jeunes auront davantage de place pour s'exprimer et favoriser la prise en compte de leurs besoins et revendications spécifiques, nous pouvons également permettre à un maximum de jeunes de s'organiser syndicalement.

En bref...

Nous pensons que la CNJ du mois d'octobre est le moment privilégié pour développer une activité « jeunes travailleurs » dans le NPA, et structurer un secteur « jeunes travailleurs » localement et nationalement.

Chaque comité jeune pourrait, sans que cela ne demande énormément de temps, intervenir sur

une concentration de jeunes : CFA, entreprise où il y a principalement des jeunes travailleurs, en utilisant le Bulletin mensuel JT.

Au niveau local et national, nous devons structurer cette activité, en créant des structures locales et en chargeant les instances élues de suivre et de coordonner l'activité JT.

Adrien (Comité Jeunes Travailleurs, Bordeaux), François (Comité Jeunes Travailleurs, Toulouse) et Guillaume (Comité Gare d'Austerlitz, Paris)

14) Bilan du Comité Jeunes 92 Nord

Le comité jeune du 92 Nord regroupe une quarantaine de militants actifs. Il est la première force politique sur la fac de Nanterre et sur plusieurs lycées du 92 Nord. Nous sommes une force de frappe importante grâce au maintien d'une activité régulière sur la durée, un souci de structuration de notre milieu d'intervention et de notre organisation, des prises d'initiatives pour construire des luttes et se confronter avec le gouvernement à l'offensive pour détruire tous nos acquis.

Des discussions existent dans le NPA autour de la question de la jeunesse, tant sur le plan de l'analyse de cette couche sociale spécifique que sur la structuration de la jeunesse au sein du NPA. A travers ce bilan du comité jeune 92 Nord, nous souhaitons à partir d'une expérience pratique dresser quelques pistes sur une structuration qui à la fois doit permettre d'offrir aux jeunes du NPA une structuration spécifique permettant d'intervenir efficacement dans leur milieu mais aussi d'être en lien permanent avec le reste du Parti.

L'objectif à l'origine de la création de ce comité jeune était de construire un cadre de structuration qui nous permettent d'être à l'initiative dans les luttes, un cadre qui permet à la fois d'élaborer une orientation à défendre dans les luttes de la jeunesse (mouvements massifs, auto organisés, qui cherchent à se lier à d'autres secteurs...) mais aussi, au de là des luttes, de proposer une stratégie politique à ses luttes : il ne s'agit pas seulement de lutter pour défendre nos acquis mais de proposer une perspective politique, le renversement du système capitaliste et la mise en place du socialisme et une stratégie pour y arriver, la grève générale.

I – Le processus de construction du Comité Jeunes 92 Nord

Pendant la LRU, les premières réunions

Pendant la mobilisation, nous avons réussi à ne pas opposer la construction du mouvement contre la LRU et celle du NPA. Au contraire, nous nous sommes appuyés sur la dynamique de mobilisation

pour lancer la campagne de fondation du NPA.

Nous avons convoqué les premières réunions du NPA lors du mouvement LRU, au tout début du processus. Le contexte de la lutte sur la fac a été un point d'appui pour discuter largement avec l'ensemble des étudiants impliqués dans le mouvement d'une alternative politique au capitalisme. Par ailleurs, les discussions du comité nous ont permis d'être plus efficaces dans le mouvement. La possibilité de discussion politique à une plus large échelle nous a permis de convaincre plus profondément sur l'orientation à défendre dans le mouvement. Et d'être plus nombreux à construire la mobilisation.

La structuration du Comité Jeunes : les liens entre étudiants, lycéens et jeunes travailleurs

La structuration de notre comité est particulière. Il y a le Comité Jeunes du 92 Nord, qui regroupe tous les camarades jeunes (étudiants, lycéens et jeunes travailleurs) et deux comités lycées (à Levallois et à Courbevoie) ainsi qu'un autre en construction à Suresnes, qui font partie du Comité jeunes. Les comités lycées ont leurs réunions propres auxquelles des suivis étudiants participent. Cela leur permet d'élaborer la politique concrète qu'ils mènent sur leur bahut (écriture de tract, organisation de réunions publiques, préparation des comités de mobilisation, des passages dans les classes...). Le Comité Jeunes permet de faire constamment la synthèse des meilleures expériences et d'avoir une vision d'ensemble de la jeunesse. Cela permet aussi de débattre à l'échelle de l'ensemble des jeunes du 92 Nord d'une politique commune à défendre en direction de la jeunesse : mise en place de coordination lycéenne pendant le mouvement, débattre de l'importance de la grève et de comment la mettre en pratique, du rôle du blocage à certains moments pour étendre la grève, de la nécessité du lien avec les salariés et la question de la grève générale... Des topos de formation sur divers sujets ont lieu au début de chaque comité afin d'homogénéiser la formation des camarades. Ces topos sont faits par des équipes de camarades expérimentés et de camarades qui ont moins d'expérience, moins de formation.

Faire partie d'une organisation avec des salariés permet de faire un lien crucial entre luttes de la jeunesse et luttes des travailleurs, au quotidien et

lors des grandes batailles comme lors du CPE où les révolutionnaires avaient pu mettre directement en lien les jeunes mobilisés avec les salariés dans un certain nombre d'entreprises (La Poste, SNCF...).

L'importance d'une activité régulière

Pour gagner une légitimité politique et gagner des militants à l'organisation, la mise en place d'une activité régulière (comité ouvert tel jour à telle heure de la semaine, diff's sur les lycées une fois par semaine ou tous les 15 jours, table hebdomadaire sur la fac, diff's toutes les semaines ou tous les 15 jours sur un CFA ou un FJT...) est indispensable car cela permet de fixer notre présence sur nos lieux d'intervention, que nos sympathisants sachent où et quand nous trouver. Nous devons réussir à individualiser le suivi des sympathisants : il est parfois difficile de s'intégrer à l'organisation, des jeunes qui nous rejoignent peuvent avoir un sentiment d'inutilité, manquer de perspectives (quoi faire, comment... ?). Donc il y a une nécessité à prendre le temps d'expliquer à tous les jeunes intéressés par le NPA, comment on fonctionne et quelles sont nos activités et comment s'y impliquer.

Cette volonté de régularité, la vigilance à la formation de l'ensemble des camarades ont été des vrais points d'appui pour nous construire localement.

II – Une activité régulière sur tous les fronts

Syndicalisme étudiant

Dans notre activité, le syndicalisme est central. Il s'agit de rassembler les étudiants autour de leurs préoccupations et intérêts communs pour lutter pour leurs droits. Négliger cette activité, c'est refuser de s'adresser à toute une partie des étudiants qui ne sont pas forcément attirés par les idées anticapitalistes.

Le syndicalisme joue un rôle fondamental pour structurer notre milieu, pour travailler à l'unification de notre camp social et à la reconstruction de la conscience de classe, de la conscience d'avoir des intérêts en commun et de la nécessité de s'organiser collectivement pour les défendre.

A l'Université de Nanterre, nous intervenons principalement dans l'UNEF et un camarade est à Sud étudiant. Bien que nous ne soyons pas majoritaires à l'UNEF Nanterre, nous construisons une équipe syndicale de la TUUD largement plus nombreuse que celle de la Majorité nationale de l'UNEF et que les autres forces de l'Université.

Le syndicalisme nous permet de proposer des activités militantes et un engagement à beaucoup de monde, en partant de préoccupations concrètes (problèmes d'inscriptions, d'examens...). Les luttes des sans facs au début de l'année nous permettent de mettre en mouvement des jeunes issus des milieux populaires et souvent immigrés. Cette lutte nécessite une véritable confrontation avec l'État, les lois racistes et sélectives, l'administration... Nous essayons de construire une direction alternative à la majorité de l'UNEF. Cela signifie avoir une orientation plus conséquente qu'elle sur l'ensemble des questions, sur les réformes libérales bien sûr mais aussi sur les élections universitaires ou les problèmes de bourse. Tout en proposant une politique unitaire à la majorité du l'UNEF et aux autres organisations de la fac, nous essayons d'avoir une orientation offensive qui pousse à l'action en proposant l'organisation d'AG, de réunions publiques, des interventions dans les amphis... Cela nous a permis d'être reconnus comme ceux qui proposent une autre orientation au premier syndicat. Cela signifie concrètement la possibilité pour des jeunes déjà opposés à la bureaucratie de se syndiquer, mais aussi, dans les mobilisations, la possibilité de disputer la direction.

Avoir un travail de masse de manière systématique (notamment le syndicalisme étudiant), c'est-à-dire construire des cadres où nous militons avec des jeunes d'autres courants ou qui ne se reconnaissent dans aucun courant : c'est l'autre face de notre politique, en plus d'une apparition propre solide.

L'apparition politique

Nous ne pouvons pas nous contenter de construire les mobilisations et de faire du syndicalisme. Nous devons faire de la propagande : défendre l'ensemble de notre projet de société et gagner des gens à nos idées et au NPA. Ce n'est en rien contradictoire avec la construction des mobilisations au contraire : Gagner des jeunes au

NPA, cela veut aussi dire renforcer la construction des luttes et renforcer le rapport de forces de notre camp social face à la classe dirigeante et aux bureaucraties réformistes. Nous devons donc chercher à recruter un maximum de jeunes, à les gagner à notre projet politique et au NPA. Nous devons expliquer autour de nous le plus largement possible et en particulier à nos sympathisants que c'est utile d'être organisés. Les jeunes qui entrent au NPA sont plus efficaces dans les luttes que ceux qui n'y sont pas. Être au NPA permet d'allier la théorie à la pratique, de mener de l'activité : diff de tracts, organisation d'AG, de manifs... Notre organisation, c'est aussi un journal et un journal jeune, des tracts, qui permettent de diffuser notre analyse politique, nos propositions d'actions... Cela permet aussi de se former : se servir des bilans des expériences passées avec des formations de base sur le marxisme, sur différents épisodes de l'histoire, ainsi qu'avec des formations sur l'actualité, être en capacité d'analyser la situation politique afin de savoir sur quel clou taper.

Nous avons trop tendance à négliger le temps nécessaire à la construction et au recrutement de nouveaux militants en raison notamment des multiples tâches liées à la construction des mobilisations. Nous devons dégager du temps et de l'énergie pour la construction et le renforcement du Comité : discussions individuelles avec les sympathisants, tables, vente de la presse, réunions publiques, meetings...

Afin de pallier à cette aspiration logique, nous avons désigné des responsables locaux de l'apparition politique qui ont en charge l'organisation des tables politiques que nous tenons chaque semaines à la fac, de veiller à ce que des collages réguliers soit fait sur l'université mais aussi autour des lycées sur lesquels nous intervenons.

De la même manière, nous organisons régulièrement des réunions publiques sur la fac mais aussi sur les lycées sur lesquels nous intervenons. Dernièrement au lycée Léonard de Vinci lors d'une réunion publiques 17 personnes étaient présentes dont seulement 6 du NPA.

Malgré tout, nous devons encore progresser sur notre apparition politique, nous devons avancer largement nos idées, notre projet politique et s'adresser à l'ensemble de notre milieu (tracts, affiches, tables, journal, comités ouverts...). La mise

en place de formations ouvertes (sur l'actualité mais aussi plus théoriques ou historiques) en comité permet d'intéresser et de convaincre les sympathisants (ex : Françafrique, Amérique Latine, marxisme, révolution russe...). Les meetings et réunions publiques nous permettent de s'adresser plus largement qu'à notre réseau de sympathisants et de proposer notre politique à plusieurs centaines de jeunes à chaque meeting.

L'intervention sur les lycées

Pour nous les lycéens jouent un rôle central dans la lutte des classes. Ils sont constamment attaqués afin de rendre les lycéens et donc les futurs travailleurs plus précaires, plus exploitables. De plus, les lycéens se mobilisent plus fréquemment et sont plus aptes à se radicaliser et à entrainer notre camp social. Intervenir sur les lycées a aussi un rôle central pour notre parti : pour gagner des militants qui vont accumuler des expériences sur la durée, construire dans la jeunesse pendant de nombreuses années et être efficaces dans de nombreux mouvements, dans leur lycée ou plus tard à la fac et dans les entreprises.

Notre objectif cette année est d'intervenir sur 11 lycées par des diff's régulières, des réunions publiques... Pour cela, comme cela est expliqué plus haut, en plus des camarades lycéens présents à l'intérieur des lycées, des camarades (étudiants ou jeunes travailleurs) sont désignés pour faire cette tâche. Il s'agit pour eux, soit d'aller diff sur les lycées où nous n'avons pas de camarades, soit d'aider sur les lycées où nous avons des camarades. Pour 3 lycées, nous interviendrons en lien avec d'autres comités de la Fédération 92 Nord. L'activité lycéenne est également structurée par le biais de la Commission lycéenne 92 Nord qui se réunit une à deux fois par mois.

L'activité Jeunes Travailleurs et le travail de boîte

C'est là que nous sommes le plus faible, notamment du fait du faible nombre de jeunes travailleurs dans le Comité (5 camarades). Mais malgré tout, nous avons une intervention (plus ou moins) régulière sur un CFA. Il s'agit de diff le bulletin jeunes travailleurs une fois par mois au minimum et tous les 15 jours quand cela nous est possible. Nous avons aussi une intervention en direction

des salariés de La Poste en soutien à l'activité du Comité Poste-Fedex de la Fédération 92 Nord par le biais de diffusions régulières sur un bureau de poste.

La constitution du comité salarié

Le développement du comité jeune nous a permis de nous adresser non seulement aux étudiants mais aussi aux salariés de la fac. En effet, l'université de Nanterre représente une des plus grosses concentrations de salariés du département : profs, biatoss, techniciens de surface, appariteurs, personnels du CROUS,...

Avant le mouvement de cette année, en lien avec les camarades profs du NPA, nous avons tenté d'organiser des réunions publiques en directions des salariés. Ces réunions n'avaient pas marché. Mais le mouvement, l'orientation que nous y avons défendue, étudiants salariés, nous a permis de nous adresser plus largement aux salariés de la fac. Le mouvement de cette année a permis à un milieu très peu organisé avec peu ou pas d'expériences de luttes d'accumuler toutes une série d'expériences, de rendre les salariés de l'université plus disponibles aux discussions politiques. Dans le cadre du mouvement, nous avons décidé d'organiser nos premières réunions NPA en directions des salariés. Cette activité a été prise en charge non seulement par les camarades salariés mais aussi par les camarades jeunes et des camarades du 92N qui ont assisté régulièrement aux réunions, participé au travail de propagande mis en place en direction des salariés. A l'heure actuelle, le comité salarié compte 7 personnes.

Les difficultés : militer régulièrement, le reflux

Depuis le congrès de fondation, le comité jeune du 92N connaît un reflux mais celui-ci est relatif : en effet ce n'est pas la même chose de prendre sa carte à un congrès de fondation et d'être convaincu de militer régulièrement dans son milieu. Malgré tout, il s'agit pour nous de tirer les bilans de ce reflux : nous n'avons pas été assez en capacité de permettre à chacun de prendre sa place dans l'activité. Il s'agit pour nous de redoubler d'effort notamment sur la formation. Pour permettre à chacun de trouver sa place et de gagner en constance dans le militantisme, le bureau de comité élu et révocable a une tâche centrale : il a en charge sur

la base des propositions des camarades du comité de réfléchir à un programme de formation, de proposer des ordres du jour des comités afin de discuter collectivement de l'ensemble des tâches et de proposer une répartition. Par ailleurs, chaque camarade a en charge plus particulièrement une ou plusieurs questions spécifiques (apparition politique, syndicalisme, féminisme,...) . Par exemple, afin que chacun puisse prendre en charge l'activité sur les lycées, les camarades « responsables » de cette activité ont proposé une répartition pour organiser les diffusions sur les 11 lycées sur lesquels nous avons l'objectif d'intervenir cette année. Ainsi, chacun est intégré à l'ensemble des tâches du comité et sait à qui s'adresser quand il se pose telle ou telle question sur telle ou telle activité.

III – Un comité jeune au cœur du parti

L'intervention dans le 92 Nord

Le comité jeune regroupe 3 comités : Nanterre Fac (étudiants et JT) – Levallois Lycée – Courbevoie Lycée. Nous avons comme perspectives de reconstruire le Comité Suresnes Lycée mais aussi de développer de nouveaux Comités lycéens. Pour cela nous nous donnons l'objectif de faire des réunions publiques dans les lycées où nous intervenons pour essayer de gagner des nouveaux militants et de construire de nouveaux comités lycéens.

Le Comité jeune 92 Nord n'est pas isolé, il s'inscrit dans une fédération qui comprend en plus des comités jeunes, un comité Poste-Fedex, le comité Automobile, Asnières-Gennevilliers, Nanterre Ville, Clichy, ANPE, Salariés Fac, Colombes. Nous nous retrouvons régulièrement en Assemblée Générale du 92 Nord afin de discuter d'une politique commune à mener à l'échelle du département. Les réunions régulières, la mise en place d'un comité d'action départemental nous permettent de construire des habitudes communes, et de construire une équipe militante à l'échelle du 92 Nord : lors du dernier mouvement, les camarades de la poste, eux aussi en grève, sont venus intervenir dans les facs, les camarades profs ont cherchés à construire avec nous la convergence. De la même manière, pendant la campagne, nous avons mené une action ensemble à la Défense qui a été une vraie

réussite. Celle-ci s'inscrit dans une perspective à moyen terme de construction d'un comité de salariés de la Défense. Le travail sur Levallois (mouvement solidaire pour le logement, diffusions et ventes régulières sur les marchés) est, lui aussi fait en commun entre les camarades du Comité jeune 92 Nord et les camarades de la fédération. Nous avons, de la même manière, l'objectif à moyen terme de construire un comité de ville sur Levallois. Le comité lycée de la ville est à l'initiative dans cette perspective de construction.

Le congrès de fondation

Lors du congrès de fondation, c'est logiquement que les jeunes ont joué un rôle central. Nous étions 74 jeunes sur 114 votants. Mais ce n'est pas seulement en terme de votants, nous avons été aussi très actifs dans les débats que nous avons préparés collectivement, en amont dans nos comités afin de construire des perspectives au niveau national mais aussi au niveau local.

Le congrès local du 92 Nord

La construction d'une équipe militante au niveau de l'ensemble du 92 Nord nous paraît centrale afin de renforcer notre intervention dans un département qui connaît une des plus grosses concentrations de richesses mais aussi de travailleurs, où les rapports entre les classes sont exacerbés. Ainsi, il est prévue en novembre un congrès local qui est pour nous une perspective de structuration centrale avec la Conférence Nationale Jeunes afin de redéployer notre intervention dans les départements, de renforcer l'activité dans chaque secteur. L'objectif est de construire localement une véritable section du Parti capable d'intervenir en tant que telle, de mener de l'activité, de construire les batailles en commun, d'être une force de frappe pour les idées anticapitalistes dans notre département. Par ailleurs, l'expérience du Comité Jeunes 92 Nord montre que la combinaison d'une complète autonomie d'élaboration et d'intervention dans la jeunesse avec des liens très forts avec le reste du parti permet de construire efficacement dans la jeunesse.

15) Introduction générale aux trois textes féministes

La CNJ doit nous permettre de nous saisir du féministe dans la jeunesse. Il ne s'agit pas à travers ces textes d'imposer une vision des choses et un modèle d'intervention mais plutôt de lancer des pistes de travail, d'initiatives et de campagnes possibles en matière d'intervention féministe dans la jeunesse pour nourrir nos discussions et nos expériences. Ces textes s'inscrivent par ailleurs dans l'élaboration de la Commission nationale sur l'intervention féministe (CNIF) et des commissions féministes de l'ensemble du NPA. Ils cherchent à compléter le travail de la CNIF en tenant compte des spécificités de la jeunesse, de ses modes et ses rythmes spécifiques de politisation, de radicalisation et de mobilisation. Ils proposent dans le cadre des débats que nous aurons sur l'orientation et la structuration du secteur jeune de donner des pistes pour une intervention féministe dans nos milieux mais aussi de trouver des réponses collectives en terme de structuration pour répondre aux difficultés que peuvent rencontrer les camarades femmes dans leur militantisme au sein des secteurs jeunes et pour permettre que cette question soit prise en charge par l'ensemble de l'organisation. Enfin, il s'agit à travers la perspective proche de la manifestation féministe du 17 octobre de proposer concrètement une activité féministe.

Si le secteur jeune doit se saisir de cette question, c'est avant tout pour donner aux jeunes du NPA l'occasion de se former et de prendre conscience de l'actualité pleine et entière du féminisme dans notre combat anticapitaliste, des liens entre le capitalisme et le patriarcat, de leurs conséquences dans la lutte des classes et dans nos modes d'organisation et de militantisme.

Elsa (Comité Jeunes Paris 8), Suzanne (Comité Jeunes Tolbiac), Léa V (Comité Jeunes 92 Nord) et Fanny (Comité Jeunes 92 Nord)

Comité Jeunes 92 Nord

16) Contribution autour des débats d'orientation: L'actualité du combat féministe

I. la situation des femmes dans la société et l'état du mouvement féministe

80% des travailleurs pauvres sont des femmes, les femmes passent en moyenne 5h par jour à effectuer des tâches domestiques contre deux heures pour les hommes, une femme meurt tous les quatre jours sous les coups de son conjoint, une femme sur 10 subira dans sa vie des violences, ... Nous pourrions donner beaucoup d'autres exemples. Il n'y a aucun doute le combat pour l'égalité entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la société est d'actualité.

Les femmes subissent une oppression spécifique

L'oppression spécifique des femmes consiste principalement en une division sexuelle du travail qui s'est développée au cours de l'histoire. Par leur capacité de reproduction, les femmes sont devenues un enjeu économique pour reproduire la main d'œuvre et transmettre l'héritage. Dans la famille les femmes réalisent un travail gratuit (éducation des enfants, tâches ménagères, ...) indispensable à la société. Ce système est maintenu par la construction sociale du genre consistant à attribuer aux individus une identité féminine ou masculine en fonction de leur sexe. Dès l'enfance dans le cadre de la famille, nous intégrons des comportements, des préoccupations que la société nous donne comme « naturellement » masculins ou féminins (ex : sensibilité pour les filles, force pour les garçons). C'est le patriarcat. Ce système est antérieur au capitalisme qui s'est appuyé dessus et l'a transformé. La main d'œuvre féminine, flexible et sous-payée, a permis aux patrons d'augmenter les profits et de mettre une pression supplémentaire sur les autres salariés pour leur faire accepter des conditions de travail moins avantageuses. Le capitalisme s'appuie sur le patriarcat pour diviser et mettre en concurrence

la classe ouvrière. Mais l'entrée des femmes dans le monde du travail leur offre aussi de nouvelles possibilités : rencontrer d'autres femmes, parfois s'organiser sur le terrain syndical et politique.

En tant que travailleuses, nous avons les mêmes intérêts que tous les travailleurs. L'oppression doit être combattue par tous. Cependant l'oppression des femmes est spécifique (et transclasse) et, au quotidien, ce sont bien les hommes qui la pratiquent. Pour cette raison, le mouvement ouvrier n'a pas été en capacité de prendre en charge ces questions. Pour rappel, quelques mois avant 68 la CGT défendait l'augmentation des salaires pour les hommes afin que les femmes puissent retourner au foyer ! C'est le mouvement autonome des femmes, notamment au cours des années soixante-dix qui a permis en France d'obtenir la légalisation de l'IVG mais aussi que la question de l'égalité salariale soit prise en compte dans les revendications du mouvement ouvrier. La lutte féministe doit d'abord est l'œuvre des femmes elle-même. Seuls à vivre cette oppression, elles sont les plus à même (mais pas les seules) d'en comprendre les mécanismes parce qu'elles la subissent au quotidien dans tous les cadres (famille, travail, militantisme, ..) et, du coup, d'indiquer le chemin pour la combattre.

Etat du mouvement féministe

Si le mouvement féministe a connu un grand essor et obtenu de réelles victoires dans les années 70, le recul du mouvement social dans les années 80 et au début des années 90 s'est ressenti aussi parmi les femmes. Les organisations féministes ont perdu en nombre de membre mais la conscience féministe a régressé dans l'ensemble de la société. C'est d'autant plus vrai que les médias et l'idéologie dominante nuisent réellement à la cause des femmes en défendant que « l'égalité existe maintenant » que les problèmes qui les touchent sont de leur responsabilité individuelle. Ils se servent de l'oppression spécifique des femmes pour promouvoir une idéologie raciste : les problèmes persistants seraient des « problèmes de civilisation » : les femmes ne seraient opprimées que dans les banlieues, que par la religion musulmane alors que quand on habite à Neuilly ou ailleurs, il n'y a vraiment plus rien à revendiquer et si on est payée moins pour un travail c'est parce qu'on bosse moins avec toutes les tâches domestiques qu'on assume et si on risque constamment une

agression sexuelle c'est parce qu'on le cherche bien et donc il faut arrêter de se victimiser !! . Voilà un peu ce qu'on cherche à nous faire avaler. Ce discours s'accompagne d'une décredibilisations constante des féministes représenté dans l'idéologie dominante comme des frustrées, des gouines, des hystériques.

Tout ceci empêche, freine la reconstruction d'un mouvement féministe de masse. Par ailleurs, les asso. issus du mouvement féministe des années soixante dix se sont largement institutionnalisés. Peu de perspectives sont proposées aux femmes qui veulent défendre leurs droits en dehors du 8 mars. Par ailleurs, la période de creux des années 80 a entraîné un saut d'une génération militante, il ya une difficulté à comprendre les enjeux nouveaux du féminisme notamment dans son lien avec le racisme par les orga historiques du mouvement féministe. Celui-ci est donc extrêmement divisé en petites assoc. Radicales et orga institutionnels.

Par ailleurs, la date du 17 octobre laisse peut être présagé d'un changement dans le mouvement féministe. A l'appel du Collectif National pour le Droit des Femmes, une manifestation nationale est lancée. C'est un véritable cadre de front unique qui a été construit autour de la question des violences faites aux femmes et des femmes dans la crise : tous les partis de gauche les syndicats et bien surs les associations féministes sont signataires (17 octobre la reconstruction d'un mouvement de masse)

Des inégalités qui perdurent et de nouvelles attaques

Sarkozy et son gouvernement sont à l'offensive pour démanteler tous nos acquis à coup de contre réforme, et le contexte de la crise n'arrange pas les choses, bien au contraire. Ces attaques contre les droits des travailleur-e-s s'accompagnent d'une offensive contre les femmes. Une offensive idéologique réactionnaire accompagnent des attaques pour le droits des femmes qui ont lieu aussi bien sur le terrain des droits sociaux (retraites, licenciements) que sur celui des valeurs morales. Notre travail doit donc toucher à la fois les questions de sexualité et les questions de précarité spécifique aux femmes.

Droit à disposer de son corps : L'IVG est un acquis essentiel du mouvement féministe. Le droit à

disposer de son corps est une question politique aujourd'hui menacé par le désengagement financier de l'Etat dans les politiques de santé publiques. Cette politique s'accompagne d'une offensive idéologique de la droite. La case du service public de santé réduit l'accès des femmes à l'IVG. La réforme des hôpitaux aggrave cette situation et l'IVG est de plus en plus pratiqué dans des structures privées rendant l'accès à l'avortement difficile aux femmes issus des milieux populaires et aux jeunes. C'est aussi le planning familial, unique structure pour beaucoup de femmes et notamment les jeunes pour accéder à l'information sur la contraception et la prévention des MST et IST qui est attaqué. Le gouvernement a voulu supprimer ses financements ce qui auraient entraîné la fermeture de plus la moitié des centres. La mobilisation a permis de faire reculer le gouvernement sur cette question mais le combat ne doit pas s'arrêter là, nous devons rester vigilantes. Toutes ces attaques s'inscrivent dans un contexte d'offensive des anti- avortements, les pro-vies (groupe catholique intégriste, lié à des groupes fascistes).

La précarité : les femmes, à travail égal, touchent en moyenne 30% de moins que les hommes, elles occupent 80% des temps partiels qui sont pour la plupart des temps partiel imposés. Les femmes sont les premières touchées par la précarité. Dans un contexte de crise, d'attaque générale sur les salaires, les femmes vont être les premières touchées par l'attaque globale par la classe bourgeoise contre les salariés. La casse des services publics va particulièrement touchés les femmes qui sont majoritairement employé par l'Etat.

Ce sont particulièrement les jeunes femmes qui subissent cette oppression en tant que jeune et en tant que travailleuse. Une jeune femme subit particulièrement le poids de la pression familiale. Pour sortir de ce cadre, son seul choix, face à l'absence de salaire social, est de travailler au risque d'abandonner ses études.

Par ailleurs, la déqualification contre laquelle nous battons sur nos facts touche particulièrement les jeunes femmes. En effet, si les femmes représentent plus de la moitié des bacheliers, plus on augmente dans le niveau d'étude, plus les hommes représentent une part plus importante et majoritaire des diplômés. Les étudiantes, subissant plus de pression financière et familiale, arrêtent

plus tôt leur étude et rentre plus tôt sur le marché du travail. Une réforme comme la masterisation va donc exclure non seulement les étudiants les étudiants les plus précaires du concours pour être prof mais particulièrement les femmes.

II. Quelles interventions féministes possibles dans les différents secteurs de la jeunesse ?

L'oppression des femmes se manifeste de manière spécifique dans la jeunesse. La question de la sexualité est particulièrement importante. En effet, c'est au moment du lycée que nous vivons nos premières expériences sexuelles. Au-delà de la pression sociale sur les premières expériences sexuelles pour les jeunes femmes (pression entre l'injonction à être vierge et l'injonction avoir une sexualité libérée), l'attaque contre le planning familial touche particulièrement la jeunesse puisque pour beaucoup c'est le seul lieu possible d'information sur la contraception, l'IVG, Par ailleurs, c'est lorsqu'on est jeunes qu'on choisit ou/et subit son orientation, la question des filières de formations sexuées est donc aussi une question spécifique aux jeunes femmes. De même l'attaque sur les diplômes touche plus particulièrement les femmes comme expliqués plus haut.

Pour autant, malgré cette réalité, nous avons beaucoup de difficultés à mener une activité sur les questions femmes dans la jeunesse. Depuis 2002, il y a eu un mouvement dans la jeunesse tous les ans dans lesquels les militants anticapitalistes ont pris une place importante. Cet aspect est bien évidemment positif, beaucoup de camarades femmes se sont formés et ont pris confiance dans le cadre de ces mouvements. Pour autant, l'enchaînement des luttes n'a pas permis de mener une activité sur les questions femmes de manière régulière.

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de réfléchir à une activité sur nos différents lieux d'intervention.

L'incontournable 8 mars etc...

Le 8 mars, journée internationale pour les droits

des femmes reste une date et une mobilisation incontournable. Son apparition et son maintien sont le fruit des luttes féministes internationales depuis 1911. C'est donc l'occasion pour nous de mobiliser largement, de militer et d'organiser des discussions et des formations sur ces questions. Nous devons être plus sérieux-ses quant à la mobilisation et à la participation concrète de cette journée en anticipant davantage sa préparation.

Même si le 8 mars est le temps fort où nous devons mettre l'accent sur cette question, nous pouvons aussi développer cette activité tout au long de l'année dans nos différents secteurs d'intervention dans la jeunesse. Souvent on entend dire que c'est une question secondaire mais en réalité c'est une question transversale et nous devons nous en saisir car c'est un tremplin pour la lutte des classes, un axe de radicalisation important et un enjeu d'unification de notre camp social. Dans un contexte de crise et de remise en cause de nos acquis sociaux, les femmes et les jeunes (que dire des jeunes femmes !) sont en première ligne des attaques de la classe dirigeante.

Nous avons encore toute notre vie à passer dans cette société et aujourd'hui, notre avenir est en crise. Le gouvernement casse l'éducation, les qualifications, les diplômes, les contenus, il s'emploie à réorganiser la formation des jeunes et le marché du travail pour construire une main d'œuvre plus précaire pour augmenter les profits des patrons. Il s'attaque aussi au droit à l'avortement, aux plannings familiaux, à l'accès à la santé, à la protection sociale, aux services publics... Notre responsabilité est de riposter à la hauteur des attaques, d'exercer une contre pression face à l'offensive réactionnaire qui accompagne ces temps de crise généralisée et de participer activement à la reconstruction de la conscience de classe et du mouvement féministe.

Dans les universités

Nous pouvons développer des campagnes de sensibilisation, d'information mais aussi des campagnes offensives féministes en nous appuyant sur des problèmes concrets qui touchent directement les étudiantes. Par exemple la question de l'absence de crèches dans ou à proximité des facs pour les étudiantes qui ont des enfants et qui n'ont pas les moyens de se payer des baby-

sitters. La question des filières sexuées qui renvoi à la tendance générale d'une division sexuelle du travail et des compétences est un autre exemple. La question de l'accès libre, gratuit et anonyme à la santé et à la prévention sur la sexualité et les moyens de protection et de contraception dans les facs peut aussi être un axe de campagne. La précarité étudiante qui s'accroît encore cette année avec une hausse du chômage des jeunes, des stages bidons et non rémunérés et des emplois et contrats précaires augmente également la pression sur les étudiantes sur le chemin de la réussite de ses études car elles sont souvent les plus touchées par cette précarité. On se rend compte aujourd'hui que beaucoup d'étudiantes sont obligées de se prostituer pour payer leurs études ! Différents cadres d'intervention existent : dans nos syndicats, à travers la construction de cadres unitaires avec des organisations et des associations locales et bien sûr dans notre matériel NPA. Nous pouvons organiser des débats autour de ces questions et lancer des campagnes pour rendre visibles ces problèmes. Des luttes et des victoires concrètes sont possibles.

Dans les lycées

Au niveau lycéens certains thèmes sont cruciaux à aborder pour combattre le sexisme. La découverte de la sexualité, des rapports à la sexualité accentue parfois la violence des rapports entre les hommes et les femmes et l'oppression des femmes. Nous ne devons pas hésiter à intégrer ces questions dans nos bulletins lycéens pour combattre les réflexes sexistes, normés et homophobes véhiculés par l'idéologie dominante. Cela pèse énormément sur les jeunes et plus particulièrement sur les jeunes femmes qui, si elles sortent avec des mecs sont considérées comme des filles faciles ou des putes et si elles sont célibataires sont considérées comme des pauvres filles, des gamines. Si elles sont lesbiennes, c'est encore pire, elles vont devenir des extra terrestres, des pestiférées ou purement des objets de fantasme sexuel pour les hommes. L'accès à la santé, la prévention sur les moyens de contraception, l'avortement, la pilule du lendemain est également un problème dans les lycées où il n'y a souvent plus d'infirmerie (ou alors une infirmerie sommaire ouverte deux jours par semaine !). Cette situation est aggravée par la menace qui pèse sur les planning d'information seul lieu d'information sur la sexualité pour beaucoup de jeunes femmes.

Ces campagnes peuvent être lancées par le biais de l'intervention dans le CVL par exemple en organisant des débats dans les lycées autour du 8 mars ou du 17 octobre par exemple. Enfin, gagner des femmes à l'organisation dès le lycée est fondamental. On voit aujourd'hui qu'il y a beaucoup de leaders mecs dans les nombreux mouvements lycéens, il y a aussi beaucoup de camarades mecs lycéens. Nous devons avoir le souci de convaincre des lycéennes de prendre des tâches de premier plan dans les luttes sans leur foutre la pression et les convaincre de nous rejoindre.

Dans la jeunesse travailleuse

Nous devons décliner la campagne du NPA sur la crise en direction des salarié-e-s. Les questions de la précarité des femmes au travail, de l'inégalité salariale, du chômage de masse, des licenciements,... sont essentielles car les femmes sont les premières victimes des politiques libérales et de la crise. Nous devons nous emparer de la thématique « femmes et crise » au sein de notre bulletin JT et développer une intervention dans des CFA où se concentrent une majorité de femmes à cause de la division sexuelle du travail où des femmes sont employées davantage sur certaines tâches (esthétique, coiffure, secrétariat,...).

Cadres unitaires

Les jeunes doivent être plus présents au sein du mouvement autonome des femmes et de ces cadres unitaires et de mobilisation. Nous devons tenter de participer à la reconstruction du mouvement féministe et des luttes féministes. Nous sommes la nouvelle génération militante et nous devons être une vraie relève pour ne pas abandonner le combat féministe. Ces cadres plus larges permettent d'élaborer des campagnes à une échelle de masse et participent à l'unification de notre camp social. Nous devons y développer une orientation « lutte de classe » comme nous le faisons actuellement à quelques unes (mais encore si peu...) dans les collectifs qui organisent la manifestation du 17 octobre prochain en tentant de convaincre du lien entre les problématiques des femmes et de la situation de crise plus générale. Nous devons saisir ces occasions pour remettre au premier plan les questions femmes en les liant à la situation et aux attaques de la bourgeoisie. Nous pouvons convaincre dans ces cadres des femmes de notre

orientation et les radicaliser, nous voulons aussi mettre en mouvements les femmes et le reste de la société à une large échelle pour les droits des femmes, contre l'oppression des femmes. Nous devons aussi tenter de participer à reconstruire en lien avec d'autres organisations de jeunesse pour mettre en lumière les problèmes des jeunes femmes et mobiliser la jeunesse.

Elsa (Comité Jeunes Paris 8), Suzanne (Comité Jeunes Tolbiac), Léa V (Comité Jeunes 92 Nord) et Fanny (Comité Jeunes 92 Nord)

17) Contribution autour des débats sur la structuration : Les femmes dans le NPA et le Secteur jeune

La fondation du NPA est un enjeu pour la construction d'une force de résistance féministe de masse. Face à l'ampleur de nos tâches en tant qu'anticapitalistes, nous avons des difficultés à mener une activité régulière sur les questions féministes. Cette difficulté se ressent à la fois dans notre activité à l'extérieur de l'organisation, dans nos milieux respectifs, mais aussi au sein de notre organisation. Le manque d'homogénéité du parti, notamment en terme de formation, est très criant mais se ressent d'autant plus sur les questions femmes qui ont tendance à être traitées comme une question secondaire. En effet, peu de camarades sont formé(e)s et réellement convaincus de l'oppression spécifique des femmes et nous menons très peu d'activité régulière sur cette question. Cette situation est aggravée par les rythmes de mobilisation dans la jeunesse. Face à l'ampleur des luttes dans la jeunesse dans lesquelles nous jouons un rôle souvent décisif, nous avons des difficultés à mener en plus de l'activité sur les questions femmes voir même à avoir juste des formations sur l'oppression spécifique de la jeunesse car cette question est souvent considérée comme secondaire.

Par ailleurs, la conviction et la formation sur cette question, si elle est centrale pour que les femmes prennent leur place à part entière dans l'organisation, ne suffit pas à éliminer toutes les situations de sexisme dans l'organisation. Les différents mouvements, l'écho de notre projet de société fait progresser l'ensemble des camarades et donc les camarades femmes en les amenant à prendre confiance en elles, à trouver leur place dans l'organisation et à assumer des tâches de direction que ce soit dans les mouvements ou dans le NPA. Cependant, le parti n'est pas coupé de la société. L'oppression s'y reproduit et si nous tentons de combattre ses aspects les plus visibles nous ne pouvons pas empêcher la pression sociale que subissent les camarades femmes en faisant le choix de militer au quotidien. En effet, elles ont plus de pression pour réussir leurs études, au travail et dans leur famille et/ou leur couple. Par

ailleurs, les hommes sont construits socialement pour avoir un rôle dominant dans la société, pour être plus à l'aise dans les relations de pouvoir et de concurrence. Il est plus facile pour eux de trouver leur place dans l'organisation ou dans les luttes alors que les femmes qui n'hésitent pas à défendre une orientation seront traités de « bonhommes » ou d'« hystériques », tandis que celles qui auront plus de difficultés à s'affirmer culpabiliseront de ne pas le faire.

L'activité sur les questions femmes permet aux camarades femmes de progresser et d'assumer plus de tâches de direction sur l'ensemble des sujets. Elle ne constitue pas un refuge ou une spécialisation. Si elle est logiquement impulsée par les femmes qui sont directement concernées par cette question, l'intervention féministe doit être prise en charge par l'ensemble du NPA à tous ses niveaux. Il faut un travail volontariste et conscient pour permettre aux femmes de prendre pleinement leur place dans les mouvements, dans l'organisation et dans ses directions.

Formation

La question de la formation sur l'oppression des femmes et le féminisme reste donc centrale. Elle l'est d'autant plus dans un parti comme le NPA qui comptent dans ses rangs de nombreux nouveaux militants et notamment de militants jeunes. En conséquence, nous devons avoir le souci d'organiser à toutes les échelles (comités, régions, national) des formations et de mettre ce thème à l'ordre du jour de nos réunions, et cela au moins une fois par an. Cela permettra de former les nouveaux arrivants et de toujours réactualiser les formations.

Fonctionnement collectif et démocratique

Mais la seule théorie, sans pratique, ne suffit pas à changer les choses. Nous ne pourrions jouer un rôle actif dans la lutte des femmes et dans la lutte des classes que si nous avons une pratique quotidienne qui tende à l'égalité femme/homme dans le parti et notamment dans son secteur jeune. Cette pratique c'est l'action positive qui implique de prendre des mesures concrètes pour surmonter les obstacles à la participation des femmes dans la vie politique du parti.

Pour que cela soit possible, il est nécessaire d'avoir

un fonctionnement collectif et démocratique. A chaque réunion, une liste d'inscrits et un minutage des interventions systématique permet que ce ne soit pas celui qui parle le plus fort et/ou celui qui a l'habitude d'intervenir qui prenne la parole en permanence. De même, il faut faire en sorte que les topos d'introduction soit préparé collectivement en ayant la préoccupation d'associer le plus possible les femmes et de donner confiance en leurs capacités. Par dessus tout, cela favorise une ambiance politique dans laquelle les militantes ne se sentent pas « stupides » ou intimidées. Cela permet de créer un climat de confiance et de camaraderie. Dans les mouvements, il faut éviter de fonctionner dans l'urgence et faire des points en début et fin de journée afin de se répartir les tâches, d'anticiper tous les problèmes en évitant la division sexuelle du travail. Il est par exemple important (et plus stratégique) de faire des points avant les AG et de se répartir les interventions et de les préparer collectivement.

Direction

Mais de vrais changements n'interviendront pas s'il n'y a pas de changements dans les directions. Il faut faire émerger de nouvelles cadres dirigeantes. Plus les femmes émergent jeunes, mieux ce sera pour le parti plus tard, que ce soit dans son fonctionnement interne que dans son orientation politique. Du point de vue de la lutte des classes et de la lutte politique en générale, l'intégration des femmes est essentielle si nous voulons vraiment réaliser l'unité des travailleur-euse-s. Et de fait, nous recrutons à notre image. C'est pour cela que la promotion de femmes dans les instances de directions (ou tout autre tâche représentant le parti) est importante.

Quelle parité voulons-nous ?

Notre organisation, dans sa composition, n'est pas paritaire. Cela s'explique par la place des femmes dans la société, en général. Par ailleurs, nous refusons de reproduire au sein de l'organisation une répartition sexuée des tâches où les femmes s'occuperaient avant tout des tâches techniques (collages, diff, tirages des tracts) tandis que les hommes effectueraient les tâches politiques nobles (introduction, direction) Parce qu'une organisation n'est pas en dehors de la société, les schémas liés à la construction des genres s'y reproduisent. Il s'agit donc de construire une contre-pression dont la parité est un élément. Pour autant il ne s'agit

pas d'une parité telle quelle est entendue par les institutions bourgeoises, d'une parité automatique où les femmes sont à tels ou tels tâches parce que sont des femmes. IL s'agit d'avoir un travail volontariste pour que les femmes se sentent en capacité d'effectuer ses tâches. Cela passe par la formation des camarades femmes, le fonctionnement collectif et démocratique dans la prise en charge des tâches et les décisions. La parité ne doit pas être un prétexte pour forcer des camarades à assumer des tâches militantes qu'elles ne se sentent pas en capacité de prendre en charge.

Cadres non mixtes

Les formes d'action positive citées sont une condition nécessaire pour tendre à l'égalité, mais rien ne remplace l'auto organisation des opprimés eux mêmes pour leur émancipation. A l'intérieur de l'organisation, les hommes pratiquent leur domination sans s'en rendre compte, et parce que les femmes en sont les premières victimes, elles sont souvent les premières à pouvoir les combattre. Les hommes doivent soutenir notre combat, mais se sont bien les femmes qui doivent le mener. Les réunions ou AG non mixtes sont un moyen de prendre confiance en soi, de prendre conscience des problèmes, et d'apporter une réponse politique à ceux ci. Ces réunions sont de droit dans le NPA. Elles peuvent se pratiquer dans tout cadre de l'organisation (directions, conférences, congrès...). Elles sont un moyen de construire un rapport de force nécessaire au sein du parti pour permettre aux femmes d'exercer une contre pression face à l'oppression patriarcale. Il s'agit d'un cadre d'auto-expérimentation politique sans la présence des potentiels oppresseurs. Ces réunions ou AG peuvent être aussi un excellent moyen pour la formation des femmes sur tous les sujets. Il est donc utile que ces cadres fonctionnent de manière régulière dans le NPA et son secteur jeune afin de pouvoir élaborer une orientation féministe. Toute réunion ou AG non mixte doit avoir un objectif et être préparé à l'avance (ODJ, topo d'introduction...) et un compte rendu doit être fait à l'ensemble de l'organisation pour entraîner tou-te-s les militant-e-s sur ces questions.

Elsa (Comité Jeunes Paris 8), Suzanne (Comité Jeunes Tolbiac), Léa V (Comité Jeunes 92 Nord) et Fanny (Comité Jeunes 92 Nord)

18) 17 octobre : Point de départ pour reconstruire un mouvement féministe de masse

I. Etat du mouvement féministe

a) Un mouvement en recul

Après avoir connu un essor et obtenu des victoires dans les années 70, le recul du mouvement ouvrier dans les années 80 et au début des années 90 s'est ressenti aussi parmi les femmes.

Non seulement les organisations ont perdu en nombre de membres, en activité, mais la conscience féministe de l'ensemble des femmes a régressé.

Aujourd'hui, l'illusion promue par l'idéologie dominante selon laquelle l'égalité est déjà là et le retour à l'ordre moral dû à un contexte de crise économique contribuent d'autant plus au reflux des luttes féministes.

Du coup, le mouvement s'est à la fois fragmenté en plusieurs petits groupes qui ne sont pas forcément coordonnés entre eux, et institutionnalisé, perdant sa combativité. Plus récemment, avec les polémiques autour de la question de la prostitution et de la loi sur le voile, le mouvement s'est divisé politiquement, approfondissant davantage son atomisation.

b) L'importance des cadres unitaires

Malgré toutes les difficultés, en France on a réussi à garder un cadre unitaire du mouvement féministe, le CNDF (Collectif National pour les Droits des Femmes). Son ampleur (il rassemble de nombreuses organisations politiques, syndicats et associations féministes) et le fait même de son existence en tant que cadre unitaire sont des aspects très positifs, qui rendent possible des actions communes et une visibilité au combat féministe.

Pourtant, le CNDF a aussi beaucoup de problèmes: son caractère souvent antidémocratique (cristallisation de la direction, contrôle des réunions unitaires...) et la difficulté pour les jeunes de s'y

intégrer ne contribuent pas au renouvellement et à la reconstruction du mouvement féministe.

II. Mouvement féministe et lutte des classes

L'actuelle inexistence du mouvement féministe en tant que mouvement de masse fait qu'il n'a pas de liens réels avec les autres mouvements sociaux. De fait, les questions concernant les femmes sont peu prises en compte par les syndicats et par les luttes sociales en général (par exemple, il n'y a pas vraiment de revendications proprement féministes dans les mobilisations diverses, pas de cortèges féministes dans les manifestations interprofessionnelles etc).

Néanmoins, nous savons bien que la lutte des classes est une condition nécessaire à la lutte féministe, dans la mesure où l'égalité femmes/hommes n'est pas envisageable dans le cadre du système capitaliste. En outre, sans la mobilisation de la masse des femmes dans la lutte pour leur propre libération, la classe ouvrière ne peut accomplir sa tâche historique de reversement du capitalisme. Une lutte féministe cohérente sera forcément une lutte anticapitaliste, elle contribue donc à ce combat. C'est pour cela que dans notre pratique militante ces deux combats doivent marcher côte à côte.

III. Les tâches des femmes jeunes du NPA

a) Quelle mouvement construire ?

Au vue de ce qui a été dit dans les autres textes féministes de ce bulletin et plus haut, il ne fait aucun doute que la bataille du mouvement féministe est d'actualité. La tâche des féministes du NPA est donc de contribuer à ce qu'il surpasse sa fragmentation et sa division actuelle (prônant l'unité) et qu'il se reconstruise en tant que mouvement social de masse.

Il faut se battre pour qu'il soit autonome (organisé et dirigé par les femmes pour leur émancipation, indépendant des partis et de l'Etat), démocratique, au côté du mouvement ouvrier, et en lien avec les luttes contre toutes les oppressions (racisme, homophobie, lutte écologiste...).

b) Le rôle central de la jeunesse

Il est aujourd'hui évident que la reconstruction du mouvement féministe passe nécessairement par son renouvellement générationnel: dans ce sens, les femmes jeunes du NPA ont un rôle crucial à jouer. Nous devons introduire les questions du féminisme dans les mouvements et cadres de masse auxquels nous participons (par exemple, créer ou renforcer les commissions femmes dans les syndicats étudiants, lycéens etc), participer activement aux échéances et cadres unitaires (comme le CNDF) et être attentives aux nouvelles initiatives qui se mettent en place, notamment quand elles regroupent des jeunes. Finalement, le seul fait qu'il y ait des militantes jeunes sur ces questions contribue à un renouvellement grâce à l'effet mimétique. Le NPA, en tant que organisation nouvelle, a toutes les conditions pour participer à ce renouveau.

Ces idées ne sont que des éléments pour contribuer au débat des féministes au sein du NPA. Il est nécessaire que le parti débattre et décide d'une ligne politique claire d'intervention concrète dans le mouvement féministe.

IV. Préparation du 17 octobre

Le 17 octobre est une échéance inédite pour le mouvement féministe. Parce qu'il est unitaire et met l'accent sur la défense des droits en temps de crise, bien qu'abstrait et sans revendications concrètes, le NPA et les féministes en son sein doivent le soutenir et œuvrer à son succès.

Les jeunes du NPA, notamment les femmes, doivent s'investir pleinement dans cette mobilisation. Sur tous nos lieux d'intervention (facs, lycées, quartiers...) nous devons appeler à des inter-organisations afin d'organiser des diffs unitaires, des collages unitaires et des interventions unitaires types dans les cours. Nous devons aussi tenir des tables NPA avec du matériel féministe (ex: 4 pages fait par la Commission Nationale Intervention Féministe/CNIF, tract NPA...). Du fait du côté assez abstrait de la manif, il est important que nous participions activement aux ateliers unitaires d'animation de la manifestation (fabrication de pancartes avec revendications...). Une équipe de travail des jeunes du NPA doit se constituer pour préparer et animer le cortège jeune.

Au niveau interne, nous devons profiter de cette échéance pour organiser des formations sur l'oppression des femmes et le féminisme (par comité ou par région) et propulser des réunions non-mixtes. Toutes ces propositions seront rappelées et développées à travers la liste jeune NPA. Au final, il est aussi évident qu'il faut tout faire pour qu'il y ait un maximum de jeunes du NPA à la manif; cela passe notamment par prévoir une pause à la CNJ le 17 octobre.

Maria et Elsa D. (Comité Jeunes Paris 8)

19) L'activité antiguerre continue : faisons la campagne BDS

Loin d'aller vers un « gel de la colonisation » dans l'optique d'une « paix négociée », les autorités israéliennes ont annoncé début septembre leur intention de construire 400 nouvelles unités de logement dans les colonies de Cisjordanie. L'Etat d'Israël poursuit donc sa politique d'expulsions, assassinats et enfermement de la population palestinienne. Les Palestiniens de Cisjordanie sont de plus en plus isolés alors que le blocus meurtrier sur les 1,5 millions d'habitants de Gaza reste en place, malgré un nombre croissant de condamnations internationales.

Mais si l'occupation de la Palestine n'est en rien une nouveauté sur l'arène de la politique internationale, de vives voix s'élèvent contre la politique criminelle d'Israël, en particulier après les massacres sur la Bande de Gaza de décembre-janvier derniers. En France 250.000 personnes ont participé aux manifestations de janvier en soutien au peuple palestinien, s'étendant bien au-delà des rangs des populations traditionnellement mobilisées sur la question de la Palestine, dont une participation importante de la jeunesse. Ce saut significatif par rapport aux dernières mobilisations a soulevé des questions importantes type: comment continuer à se mobiliser une fois qu'une « trêve » sera signée? Comment militer pour sanctionner l'Etat d'Israël? Que faire par rapport aux liens privilégiés dont ce dernier jouit avec la France et l'Union Européenne? On peut parler d'un « avant » et « après » Gaza.

Dans les mois qui ont suivi, le NPA ainsi que d'autres organisations qui participent au Collectif National ont décidé de participer de manière active à la campagne lancée en 2005 de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël.

C'est quoi la campagne BDS ?

La campagne BDS date de juillet 2005, où 172 associations, partis et syndicats, représentant l'ensemble de la société civile palestinienne (les Palestiniens sous occupation, les Palestiniens citoyens d'Israël et la diaspora), ont lancé un appel à une vaste campagne internationale qui se fixe

comme objectif de mettre fin à l'impunité dont jouit l'Etat d'Israël et de construire à terme, par la pression populaire, un rapport de forces en faveur du peuple palestinien en lutte pour son émancipation.

Les 3 thématiques de la campagne :

- Boycott: à un niveau populaire, voire institutionnel (ex. municipalités), encourager le boycott des produits israéliens, mais aussi un boycott généralisé des institutions israéliennes—universitaires, culturelles, sportives...

- Désinvestissement: exiger des entreprises privées et publiques qu'elles cessent leurs investissements en Israël et/ou leurs partenariats économiques avec des firmes israéliennes.

- Sanctions: exiger des Etats et des gouvernements qu'ils imposent des sanctions (politiques, diplomatiques, économiques) contre Israël. Viser en particulier la rupture de l'accord d'association et, à terme, les relations entre l'UE et Israël.

Si la campagne BDS a eu un certain retard en France, il y a eu néanmoins certaines initiatives qui ont pu être prises pour lancer la dynamique...

Une structure unitaire, « Campagne BDS France » a été mise en place, de manière similaire que dans d'autres pays européens. Cette structure regroupe une trentaine d'organisations et a pour but de faciliter la coordination de la campagne au niveau national avec la sortie de matériel commun et appels à mobilisation, etc. Pour le moment le NPA est le seul parti politique impliqué. Solidaires vient de rajouter sa signature.

L'efficacité de la riposte unitaire a été testée par l'annonce de l'implantation à Sète de la société israélienne Agrexco, ce qui servira comme point d'importation des produits israéliens à l'Europe. Une coalition contre Agrexco a été montée, dont l'appel s'inscrit ouvertement dans le cadre de la campagne BDS. 85 organisations ont signé cet appel. Une première manifestation a réuni 1000 personnes à Montpellier, et une journée d'action nationale est prévue le 10 octobre.

La portée internationale de la campagne

BDS n'est pas un simple appel à boycotter individuellement, mais une campagne militante qui peut servir comme point d'appui pour la reconstruction d'un mouvement de solidarité de grande ampleur. Les mots d'ordre du BDS sont ceux qui font le plus consensus au sein des organisations de la population palestinienne, consciente que sa lutte ne peut pas rester isolée et au courant des potentialités de ces types d'actions si elles sont bien menées et coordonnées, à l'image du boycott international contre l'Afrique du Sud de l'Apartheid.

Déjà, selon les coordinateurs internationales, le mouvement BDS a obtenu plus de résultats dans ses 4 ans d'existence que le boycott de l'Afrique du Sud n'a eu en 20 ans. Il a été repris par plusieurs syndicats en Europe, au Canada, y compris les confédérations nationales d'Irlande et d'Afrique du Sud. Au mois de mars 2009, 21% des exportateurs israéliens ont déclaré être touchés par le boycott. Des contre-campagnes « consommez des produits israéliens » ont été lancées et Howard Kohr, un dirigeant de l'AIPAC (le principal lobby pro-Israël aux Etats-Unis), a décidé de faire de la lutte contre BDS un objectif à part entière.

Mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas seulement le boycott économique qui a touché directement l'Etat d'Israël. Les deux autres thèmes sont aussi susceptibles de toucher l'Etat. En termes de désinvestissement, une première petite victoire a été gagnée récemment lorsque, sous la pression populaire, le gouvernement norvégien a retiré un fonds de pension public d'un groupe électronique israélien.

Le boycott académique et culturel est un facteur clé du déroulement de la campagne et pourrait l'être d'autant plus dans nos secteurs d'intervention. A travers ses institutions académiques, par exemple, Israël essaie d'adoucir considérablement son image et conclut de nombreux accords d'échange avec des universités internationales. Les universités israéliennes jouent cependant un rôle majeur en tant qu'institutions qui légitiment l'occupation avec une histoire de collaboration active. Des universitaires anticolonialistes, y compris certains à l'intérieur d'Israël ont repris l'appel du boycott

académique, pour rappeler le vrai visage de l'Etat raciste et colonial. Actuellement 50 universités à travers le monde se sont inscrits dans la campagne BDS.

Faire une campagne large, visible et militante

Comment le NPA va mener la campagne, en particulier en direction de la jeunesse va être un enjeu central, pour notre parti, mais aussi pour la réussite de la campagne. Nous ne devons pas concevoir le fait de faire la campagne BDS comme une fin en soi, mais comme le meilleur moyen d'affirmer sur la durée et de manière permanente notre solidarité avec le peuple palestinien, dans laquelle le NPA s'est investi depuis sa fondation. C'est un point d'appui fort pour le développement de notre intervention antiguerre et anti-impérialiste.

Si jusqu'à présent il y a eu un bon investissement de la part du NPA sur la question de la Palestine (organisation du NPA lors des manifs contre les attaques sur Gaza, invitation d'un représentant du FPLP au congrès de fondation, l'envoi de deux délégations en Palestine, invitation d'Omar Barghouti à l'Université d'été pour présenter la campagne BDS), c'est avant tout grâce à un certain nombre de militants très implantés dans le mouvement de solidarité. Il est cependant nécessaire de faire de BDS une campagne de l'ensemble du NPA contre la guerre et l'impérialisme. La participation la plus massive des militants du NPA, en plus d'homogénéiser notre intervention Palestine et antiguerre, nous permettra de mener la campagne la plus large possible. A cette fin la commission « Moyen Orient/Palestine » a sorti un « kit militant pour construire la campagne BDS en France ».

La jeunesse a été active dans le mouvement antiguerre, et la question de la Palestine, souvent vue comme un symbole de la guerre et l'injustice, sera importante dans le développement de ce front de lutte. Dans la jeunesse nous pouvons nous appuyer sur les échéances de la campagne BDS pour construire une activité régulière. En plus des possibilités d'activités locales sur les universités dans le cadre du boycott académique et culturel, et de désinvestissement là où par exemple une fac a des accords avec des entreprises en lien avec Israël, nous pouvons nous servir de notre expérience collective extrêmement riche, qui nous permettra

de faire émerger des cadres de discussion larges pour mieux toucher notre milieu. Pour donner un exemple, nous pouvons faire intervenir lors d'un meeting des camarades qui sont partis en Palestine avec la délégation. Ce type d'échéances, qu'on devra préparer de la manière la plus unitaire possible (avec évidemment les autres forces déjà investies sur la question mais y compris en proposant à nos sections syndicales d'y participer), donneront à la fois une dynamique à la campagne et faciliteront l'implantation permanente d'une structure capable de sensibiliser à une échelle de masse un secteur facilement mobilisé.

Comme l'a expliqué Omar Barghouti, un des coordinateurs internationaux de la campagne BDS lors de son intervention à l'Université d'été, « le mouvement BDS représente non seulement une forme de résistance non-violente, progressiste, antiraciste, juste et efficace, mais offre aussi l'opportunité de devenir le catalyseur politique et la boussole éthique pour un mouvement social internationalement renforcé ».

John (Comité Jeunes Paris 7)

20) OTAN en finir avec le capitalisme : L'importance d'une politique anti-guerre dans la jeunesse

En avril dernier a eu lieu à Strasbourg le 60ème sommet de l'OTAN. Cette échéance déterminante pour les grandes puissances mondiales fut le lieu où se discuta la politique guerrière envers le Moyen-Orient. Ces mêmes puissances s'étaient réunies quelques jours auparavant à Londres pour le sommet du G20. Ce calendrier serré a mis au jour comme jamais la cohérence des politiques impérialistes : résoudre la crise sur tous les fronts, ceux des attaques sociales comme des attaques militaires. Les moyens mis en oeuvre par les puissances impérialistes aujourd'hui sont tels que nous avons besoin de développer des outils capables d'organiser une résistance à la hauteur des enjeux de la situation.

Un comité anti-guerre sur la fac

Sur Paris 7, les camarades du NPA ont été à l'initiative d'un cadre et d'une politique qui pourrait être l'embryon de ce dont nous aurions besoin aujourd'hui. Le sommet de l'OTAN, a été pour nous un point d'appui afin de lancer un collectif anti-guerre. Dès décembre 2008, nous avons appelé à la constitution d'un cadre large contre la guerre. Autour de diffusions de films et d'une série de débats (Afghanistan, Palestine, rôle de l'OTAN, etc.) nous avons développé une activité propre sur la fac qui nous a permis d'agrèger des personnes dans le collectif. Nous nous sommes fixé un rythme d'une échéance par mois afin de nous implanter en tant que collectif anti-guerre sur la fac. Tout en commençant par la diffusion du film « Bataille à Seattle », nous avons continué par des réunions publiques en faisant parfois intervenir des « spécialistes ». Peu à peu, nous avons développé un cadre autonome du NPA : avec des militants du NPA, identifiés en tant que tel en son sein, mais également avec ses propres contacts, réunions, liste mail et matériels que nous élaborons tous ensemble.

Articuler mouvement social et action politique

La période qui fut la plus intéressante pour notre collectif fut celle du mouvement sur les facs.

Ce moment d'ébullition politique a permis au collectif de connaître un nouvel essor. De plus, la combinaison de l'intervention des camarades du NPA au travers de différents fronts politiques et syndicaux nous a permis d'acquérir une image de militants anticapitalistes conséquents. En effet, en plus d'être les meilleurs constructeurs du mouvement social, notre capacité à faire le lien avec des questions politiques plus larges et à construire d'autres fronts a fait du NPA la force motrice sur Paris 7. Bien entendu nous avons rencontré des difficultés, il n'était pas toujours facile d'articuler nos différentes interventions sans perdre notre cohésion. Nous avons craint parfois de ne pas savoir dégager la priorité du moment. L'intervention d'autres personnes du collectif au sein du mouvement social nous a permis de dépasser ces difficultés assez rapidement. Très vite des interventions politiques pour mobiliser au sujet du sommet de l'OTAN au sein des AG ont été prises en charge par d'autres personnes que des militants du NPA. Nous avons réfléchi au moyen de faire le lien entre le mouvement et le sommet de l'OTAN et nous avons pu élaborer du matériel en ce sens. Certains éléments nous y ont aidé : il était aisé pour nous de faire une campagne contre la transformation en caserne d'une faculté (celle de Strasbourg) occupée par des étudiants ou d'écrire un quatre pages mettant en parallèle les nouveaux budgets croissants de l'armée et les budgets coupés pour l'éducation. Au sein même du mouvement dans le cadre des journées de débats, nous avons animé avec une enseignante spécialiste des relations internationales, une discussion sur l'OTAN et son histoire. La réunion de tous ces éléments a consolidé le collectif et nous ont permis d'emmener au contre-sommet de l'OTAN une quarantaine de personnes.

Unité d'action et fermeté politique

A l'échelle nationale, le NPA s'est démarqué comme la force la plus importante pour organiser le contre-sommet de l'OTAN. Tout en maintenant

une politique d'unité d'action vis-à-vis des autres forces politiques (Mouvement de la paix, Parti Communiste, Parti de Gauche, etc.), nous avons été ferme et exigeant sur nos positions politiques et sur les revendications pour le droit de manifester et de se réunir. Nous avons participé à l'élaboration de matériel unitaire mais nous avons également exprimé nos positions dans du matériel propre. Au sein du collectif national, nous avons poussé pour l'organisation de transports unitaires, et nous avons pris en charge les départs en car dans un seul but : être le plus nombreux à manifester à Strasbourg. Là où des collectifs anti-guerre avaient été construits (Toulouse, Tolbiac, Paris 7), les départs ont été beaucoup plus importants. Bien entendu, nous n'avons pas gagné sur tout, mais c'est ce qui a fait de nous le pôle d'attraction principal à Strasbourg.

A Strasbourg

Jusqu'au bout des négociations, la ville de Strasbourg a refusé de donner des conditions décentes aux manifestants pour leur permettre de se réunir et de manifester. La ville ne fonctionnait plus que pour le sommet de l'OTAN, les ponts, les tramways et les frontières étant totalement bloqués. Personne n'a pu échapper au déferlement de violence durant la manifestation et nous avons été asphyxié par les gaz lacrymogènes pendant plus de 10 heures.

Dès notre arrivée à Strasbourg, il était important pour nous, de maintenir une cohésion avec le collectif de Paris 7 et de trouver un juste équilibre entre l'action et la responsabilité du NPA à Strasbourg (organisation de la manif, vente de « Tout est à nous », meeting anticapitaliste...) et l'investissement du collectif (action propre, matériel, discussion...). Nous avons cherché à maintenir deux cadres autonomes et communicants à travers par exemple la confection d'une banderole Paris 7 ou encore l'organisation de mini-réunions en tant que collectif anti-guerre pendant les trois jours. Malgré cette volonté de notre part, une partie des personnes, attirées par les mouvances autonomes mais emmenées par nos cars ont pris leur distance avec le NPA et le collectif anti-guerre. Cependant, les personnes les plus investies dans le collectif sont restées proches de nous en affirmant la spécificité du collectif tout en reconnaissant l'implication des militants NPA et l'utilité de leur expérience sur place (par exemple l'expérience de certains

militants ayant vécu d'autres contre-sommets, mais aussi l'importance de l'organisation des camarades face une situation inédite et angoissante pour la majorité des personnes sur place, l'utilité du matériel NPA type banderoles, mégaphones...). Strasbourg a permis au collectif de se confronter à la pratique, et cette pratique a renforcé le collectif mais aussi la confiance envers les militants du NPA. Les personnes les plus intéressées par le NPA ont reconnu son implication et sa responsabilité dans l'organisation sur place de la manifestation.

Manifester sans faiblir

Lors de la manifestation le NPA fut un pôle de ralliement pour un grand nombre de manifestants. Notre cortège fut pour beaucoup le seul espace rassurant pour manifester grâce à l'organisation des camarades et s'exprimer à travers des slogans unitaires déployés tout au long de la journée et ce malgré l'usage des lacrymogènes (comme le slogan « anti-capitalista, anti-colonialista, anti-impérialista »). Le cortège NPA fut le plus structuré et le plus imposant de la manifestation. Nous sommes apparus comme la force la plus conséquente présente à Strasbourg (Le PC et le PG, ayant quitté la manifestation et s'étant désolidarisés des manifestants). Ce refus de compromis de la part du NPA a permis de gagner en crédibilité auprès des personnes présentes à Strasbourg. De plus, l'acharnement policier à l'égard des cortèges lors de la manifestation était flagrant pour nous comme pour une grande partie des manifestants et ne peut que nous servir à convaincre à l'avenir des personnes de l'intérêt et de l'importance de s'organiser.

Malgré les difficultés rencontrées, l'impossibilité de manifester pour les 30 000 personnes présentes à Strasbourg et la relative indifférence avec laquelle les grandes puissances ont tenu le sommet de l'OTAN, nous devons tirer de l'expérience de Strasbourg un bilan positif. Tout d'abord, et cela malgré le dispositif mis en place, nous avons refusé de nous laisser faire et nous avons manifesté dans la ville de Strasbourg, mettant en difficulté l'organisation sécuritaire en place. Nous avons tenu des lignes avec acharnement et maintenu des cortèges structurés et politiques (banderoles, slogans, discours). Alors que cela aurait pu se terminer en « carnages » (blessés, garde à vue, prise en souricière etc.), notre acharnement politique, notre organisation et

la confiance que les gens nous ont porté ont permis aux gens présents dans notre cortège de se sentir en sécurité et de partir de Strasbourg avec l'envie de se battre encore plus. La violence policière et militaire dont ont été victimes les manifestants, la vision d'une ville réquisitionnée par l'Etat mais aussi la rencontre des différentes forces de gauches anticapitalistes à l'échelle européennes ont encouragés les personnes présentes à poursuivre leurs résistances et doivent nous encourager à participer à la construction de ces résistances. Lors de cette échéances, les flics avaient un mot d'ordre : entraînez-vous. Ce mot d'ordre, nous l'avons repris à notre compte. Strasbourg était un avant goût de ce que les prochaines confrontations nous réservent.

Continuons...

S'il est encore nécessaire de le préciser, nous tirons un bilan extrêmement positif du début de construction de ce collectif anti-guerre. Au retour de Strasbourg, certaines personnes se sont montrées intéressée pour rejoindre le NPA, d'autres souhaitent continuer à agir avec nous sur le front anti-guerre. Ce type d'échéance, de confrontation directe avec le système est extrêmement dominé par les autonomes. Ce sont pourtant potentiellement des dizaines de milliers de jeunes qui se montrent intéressé. Nous avons besoin de concurrencer sérieusement la mouvance autonome pour gagner que notre politique anti-capitaliste soit hégémonique dans la jeunesse lors de ce type d'événement notamment.

Aujourd'hui, nous tentons de réactiver le collectif et de franchir un pas. Il faut que ce collectif devienne un collectif militant qui « tourne ». La situation le réclame (Afghanistan, Irak, Palestine, etc.) et certaines échéances vont nous y aider (pour exemple : la campagne BDS pour la Palestine). Bien sûr, il n'est pas évident de le faire si nous restons un collectif isolé sur une fac. Nous avons besoin qu'ailleurs se développent ce type d'exemple.

Giulia et Marie (Comité Jeunes Paris 7)

21) Comités jeunes de Bordeaux : Bilan et perspectives pour le NPA

Caractéristiques du NPA Jeunes 33 au regard de celles du NPA

Le secteur jeune de la LCR qui initia le NPA ne comptait pas plus de trois ou quatre militants régulièrement actifs et investis et un maximum de dix adhérents les jours de fête. Les effectifs du NPA Jeunes de Bordeaux en toute fin d'année étaient d'environ vingt membres, d'une quarantaine au plus fort de l'année et nous débiterons la prochaine avec un noyau de départ d'une dizaine de militants motivés et réguliers. La croissance numérique des effectifs durant le passage de la LCR au NPA est très importante (entre trois et cinq fois plus de membres), plus que dans le reste du NPA. Bordeaux est dans la même dynamique positive que le NPA et son secteur jeune mais de manière plus importante encore.

Les membres du secteur jeunes bordelais sont également plus jeunes et d'horizons professionnels plus larges. Notre secteur jeune est encore une fois une sorte de représentation exagérée du NPA jeunes national, avec une très forte majorité d'étudiant-e-s, notamment de lettres et de sciences humaines, des lycéen-ne-s présent-e-s mais dont l'activité n'est pas forcément très fixée et un aspect JT encore embryonnaire mais offrant d'intéressantes perspectives.

Quant aux étudiants, Bordeaux est une ville particulière puisque transitoire entre des petites villes comme Périgueux, Mont-de-Marsan, etc... et des grandes villes universitaires, notamment Paris. Ceci se rajoute à une rotation étudiante également due aux départs en ERASMUS pour établir une très forte rotation des effectifs encore renforcée par le départ des plus anciens qui ne sont plus vraiment très jeunes. Ainsi, cette année, au moins une quinzaine de membres partent à l'étranger ou dans d'autres villes, dont un certain nombre de militants réguliers et investis ou prometteurs. Ceci est toutefois en partie compensé, fait sans précédent, par l'arrivée de plusieurs militants d'autres villes plus petites, signe positif de rajeunissement des effectifs du NPA dans le Sud-ouest.

Du fait de cette importante rotation et de la nature d'ouverture du processus NPA, la plupart des membres du NPA jeunes présents à la rentrée n'auront pas plus de deux ans d'organisation voire bien moins. Une expérience commune est celle du NPA mais les expériences plus anciennes au sein d'organisations sont très rares et limitées.

Le corollaire de ceci est un défaut flagrant de formation et notamment de références communes. Une formation dont l'établissement n'est pas facilité par le nombre croissant de membres qui demande des solutions de formations collectives performantes.

Enfin, la réussite du processus NPA chez les jeunes de Bordeaux nous amènera l'année prochaine à plonger dans ce bain NPA : il n'y aura plus de cadres militants issus de la LCR ou d'autres organisations et disposant d'une importante formation. C'est donc à un test de la possibilité de la démarche NPA que nous aurons affaire.

Si l'horizon politique s'est élargi, la composition du secteur jeune aussi. Comme nationalement, nous avons plus de jeunes travailleur-se-s, de lycéen-ne-s mais gardons surtout un bastion chez les étudiant-e-s, notamment en sciences humaines (Bordeaux 3). Chacune de ces composantes est organisée au sein d'un comité différent.

Le comité étudiant, comme partout nationalement, s'est considérablement renforcé au niveau des effectifs, notamment à Bordeaux 3. En revanche, il est relativement peu présent dans les autres universités de la ville. Enfin, il est peu structuré.

Les comités Lycées/prépas et JT sont moins importants numériquement et ont une activité plus faible. Leur existence est plus précaire et notamment dépendante d'une activité régulière qui est recherchée.

Conclusion

La situation du NPA Jeunes de Bordeaux résulte ainsi non seulement d'une croissance, qui se limiterait à une augmentation des effectifs, mais à une véritable transcroissance depuis la LCR. Les effectifs ont énormément augmenté mais leurs caractéristiques ont beaucoup évolué et posent de nouvelles questions et possibilités. Le NPA Jeunes 33

est un modèle, imparfait, de ce qui était recherché à travers le processus NPA. Ses perspectives et tâches sont donc liées à celle du NPA dans son ensemble et du secteur jeune en particulier.

Bilan de l'année

Le comité facs de Bordeaux, bien que nombreux, était et fut peu structuré tout au long de l'année. Il manquait de régularité de réunion et de coordination. Il était et est toujours principalement implanté sur la faculté de lettres de Bordeaux. Sur cette faculté, la grève fut longue (du 2 février à la mi-mai), fatigante et le mouvement étudiant n'était pas autonome de celui des professeur-e-s. Ainsi, nous avons un mouvement massif (régulièrement 3000 personnes en AG) mais au plus bas degré de conscience et d'implication (manifestations rachitiques en général) avec un faible degré d'auto-organisation. Sur les universités de Bordeaux 1 et 2 (Sciences expérimentales et mathématiques, sociologie-médecine), le mouvement fut comparable à celui de la LRU 1 : court, minoritaire et inutilement radical. Toutefois, à Bordeaux 2, la longueur exceptionnelle de l'occupation doit être relevée en positif. Enfin, à Bordeaux 4 (droit et sciences économiques), le déclassement subjectif des étudiants (sentiment toujours croissant d'un avenir de moins en moins brillant) et les intérêts des professeur-e-s attaqué-e-s ont permis des coups d'éclats très prometteurs (AG nombreuses au plus fort de la grève, grève totale d'une semaine avant même Bordeaux 3, occupation historique ponctuelle).

Lors de la phase ascendante du mouvement, les problèmes structurels du comité sont restés peu ou prou en sourdine, le vent étant favorable. Trois difficultés se sont toutefois fait sentir dès cette phase. La première était un problème d'implantation ; il nous était difficile d'agir en dehors de Bordeaux 3. La seconde était un problème d'information quant à la situation nationale qui nous privait de quelques billes et d'une vision claire des choses. En lien avec cela, notre troisième problème était un défaut d'orientation nationale claire et pertinente fondé sur les situations locales.

Lorsque le mouvement s'est retrouvé dans une phase descendante, les problèmes plus profonds ont percé. Mis en difficultés, nous n'avons pas pu nous appuyer sur un cadre collectif suffisamment fort car la régularité de nos réunions avait été

sévèrement entamée dès avant que la grève ne nous prenne encore plus de temps. Nous avons donc manqué de recul sur cette fin de grève longue et éprouvante, ainsi que d'une orientation collective claire et lucide. Enfin, notre manque d'activité sur les autres facultés de la ville a laissé le champ libre aux gauchistes pour aller fleurir sur les cendres du mouvement. Le mal n'est pas irrémédiable mais demandera une réponse claire en positif dès l'année prochaine en termes de présence et d'activité.

En hiver dernier, nous avons aussi eu un mouvement lycéen. Le comité lycées/prépas de Bordeaux était faible mais soutenu par quelques étudiants. Le mouvement a eu les mêmes caractéristiques générales que nationalement : explosif, éphémère, partant des lycées les plus défavorisés (ayant aussi bénéficié d'un travail d'agitation, même faible, auparavant). L'implantation de notre comité ne correspond pas à la sociologie des lycées les plus explosifs.

Quelques camarades étudiant-e-s se sont fort investis dans le mouvement aux côtés des camarades lycéen-ne-s. Ainsi, le NPA a été la seule organisation à soutenir dans les dires et dans les actes les lycéen-ne-s en lutte. Non seulement nous avons apporté en renfort matériel mais nous avons aussi permis une auto-organisation de cette lutte à un point inespéré : l'enthousiasme lycéen a permis de réunir jusqu'à trente-six lycées de la région en coordination. Malheureusement, en l'absence de perspectives après les vacances, ce cadre d'auto-organisation a diminué en taille et surtout instrumentalisé par la FIDL au profit de ses luttes internes et bureaucratiques, muant une grande partie de cette coordination en un nouveau syndicat local concurrent de la FIDL, qui fit immédiatement l'objet d'un putsch de la part des ex de celle-ci.

Si le NPA a indéniablement obtenu l'oreille et la sympathie des lycéens bordelais en lutte, de manière générale, il n'a toutefois pas crû en conséquence. Il faut espérer et agir pour que cela se fasse à retardement l'année prochaine. Les problèmes de ce comité persistent donc : décalage entre sa composition et sa destination, manque d'expérience et de formation, défaut d'activité régulière. À cela il faut rajouter la difficulté à organiser de nouveaux-elles militant-e-s.

Le cas du comité JT de Bordeaux est encore différent

et reflète la situation nationale de cette activité. Notre comité JT est moins nombreux (<nombre>, deux départs) et son activité débutante. Il est composé d'ancien-ne-s étudiant-e-s comme de jeunes travailleur-se-s plus... jeunes et dans des secteurs différents. Une partie du chemin est donc faite. Ce comité a été créé à la demande de militant-e-s ne se retrouvant pas dans les autres existants, jeunes ou pas, ce qui montre la pertinence d'une telle activité. Le militantisme étant plus difficile que chez les étudiant-e-s (disponibilité), le comité a ressenti le besoin d'une structuration avec un secrétariat de comité qui permet à la fois de pallier ce manque de disponibilité mais aussi la difficulté de réalisation des tâches techniques.

L'activité en direction des jeunes travailleur-se-s est nouvelle à Bordeaux comme nationalement. Nous manquons cruellement de savoir-faire et d'expérience dans ce domaine. Les JT ne sont pas rassemblés en un seul point, ils ne sont pas aisément disponibles, leur situation est différente de celle des étudiant-e-s et des lycéen-ne-s. En somme, nous ne savons pas faire ; il faut apprendre et c'est ce qui pose problème, notamment pour de nouveaux militants.

Créer et maintenir une activité JT pertinente est donc difficile. À Bordeaux, elle est restée relativement faible mais plutôt régulière et avec un mérite, celui d'exister. Des erreurs d'inexpérience ont été faites qui ne le seront plus. On peut donc espérer qu'avec un appui national conséquent, l'activité JT, à Bordeaux comme ailleurs, puisse continuer à se développer à son rythme.

Conclusion

De manière générale, plusieurs points faibles se dégagent : un manque de structuration et de régularité, d'information et d'orientation nationales, manque d'expérience et de formation et difficulté à organiser de nouveaux-elles militant-e-s provenant des secteurs visés.

Perspectives et tâches

Pour pallier le défaut d'activité, les solutions sont principalement locales. Le secrétariat jeune local doit être un outil dans ce sens. Une activité régulière doit être organisée sur Bordeaux 3 (réunions ouvertes, à thèmes) tandis que des

réunions du comité facs doivent avoir lieu à intervalles réguliers, un jour précis et le calendrier doit être communiqué à l'avance. Un rappel des camarades les moins impliqués devra certainement être effectué régulièrement et leur implication devra être encouragée concrètement dans toutes les tâches (il ne s'agit pas simplement de proposer une fois et de constater le manque de volontaires pour prendre soi-même les choses en main).

Pour une vision claire, complète et lucide de la situation et des événements, localement comme nationalement, des bilans réguliers (mensuels, bimensuels ?) doivent être établis par les comités. Ils effectueront ainsi le travail de description voire d'analyse de la situation à la fois pour eux-mêmes, ce qui permettra de donner un contenu et une existence au cadre collectif qu'est le comité, mais aussi pour leur fédération, ce qui concourra concrètement à l'implication des jeunes dans le parti (et pourra donner des idées aux autres comités) et bien entendu pour le secrétariat jeunes qui disposera ainsi d'une vision claire des différentes situations locales, dès avant ses réunions si possible, ce qui augmentera son efficacité. Enfin, la formation permet également une meilleure appréhension de la situation et des initiatives à prendre : les comités doivent l'assurer régulièrement en leur sein (temps de formation lors des réunions) mais les solutions plus larges sont aussi à employer : ne pas hésiter à faire appel aux différentes commissions (formation pour la logistique et autres pour chaque thème), ce qui les dynamisera et servira tout le parti ; l'outil des formations régionales jeunes est également puissant puisqu'il permet aussi l'échange de vues et d'expériences sur des terrains communs.

Ce dernier point est également valable pour la coordination régionale puisqu'il permet aussi de tisser des liens entre militants de différentes villes proches en plus d'avoir une vue commune de la situation. Le secrétariat jeune, notamment grâce à la remontée d'informations locales, doit également jouer ce rôle. Il ne pourra agir efficacement sans ces retours locaux ; en effet, ils sont la condition essentielle de l'application pertinente de l'orientation qui sera votée à la CNJ. Enfin, nous devons également augmenter la coordination avec les autres comités locaux, par des pratiques communes (actes militants communs) et un investissement dans les commissions et directions locales.

Pour les lycéen-ne-s et les jeunes travailleur-se-s, le manque de formation et d'activité régulière se fait sentir. Pour la formation, les solutions ont déjà été évoquées ; elles doivent être choisies en fonction de la disponibilité des militant-e-s, comme chez les étudiant-e-s. La création et le maintien d'une activité régulière peuvent se faire par le biais d'un suivi effectué par des comités plus établis (Facs) ou de la facilitation des tâches techniques par une structuration plus poussée (secrétariat de comité) ou le soutien étudiant. L'important est d'obtenir une activité régulière, même faible, qui fixe les militants et donc le comité. Un membre n'ayant rien à faire part beaucoup plus facilement puisqu'alors, il ne fait que cesser d'aller à des réunions et non mettre fin à un investissement concret.

De plus, la régularité de l'activité sur un point, même très faible, paye. Les résultats ne viennent pas forcément immédiatement mais ils existent. Ce n'est pas un hasard si un lycée ayant fait l'objet d'une diffusion de tracts régulière, même tous les deux mois, est le premier à partir en grève deux ans plus tard et à fournir des militants avertis au mouvement. On ne s'intéresse pas à un parti dont on n'entend pas parler, dont on n'a pas conscience de la proximité (de classe et géographique). Une agitation même faible participe de l'élévation de la conscience qui pourra être le déclencheur d'une lutte qui couvait. Même pour des lycéen-ne-s ou jeunes travailleur-se-s isolé-e-s (pouvant être épaulés par des étudiants), une telle activité est possible : une diffusion tous les mois ou tous les deux mois sur un point fixe et stratégique, un CFA par exemple ou un lycée, ce n'est pas sorcier si on y est encouragé et épaulé !

Toutefois, cette activité ne sera possible pour les plus isolé-e-s que si un certain savoir-faire militant leur est transmis. Il est beaucoup moins facile pour un-e ou deux JT isolé-e-s d'encaisser une erreur bête : c'est du temps et de l'énergie perdus, du découragement. De plus, la faiblesse de notre activité JT ou même lycéenne ne nous permet pas de telles largesses ; c'est pourquoi nous devons, particulièrement dans ces secteurs, favoriser au maximum l'échange d'expérience comme de matériel. Le bulletin mensuel JT qui sera mis en place dès septembre est par exemple un excellent atout pour développer mais aussi créer des comités sur ce secteur.

Enfin, l'efficacité du NPA Jeunes dépend de son niveau de structuration nationale : elle est la clef d'un développement de notre activité au-delà de nos sections fortes et de la cohérence de cette activité pour une efficacité à l'échelle nationale. Pour cela, la CNJ est un outil nécessaire qui doit nous permettre d'établir une vision claire de l'état du NPA Jeunes mais aussi une orientation pertinente pour l'année à venir. Une participation maximale, non seulement en termes de délégué-e-s présent-e-s mais aussi de nombre de villes, de secteurs et qui se retrouve dans les prises de parole, est nécessaire.

Pour appliquer cette orientation avec lucidité et efficacité, le Secrétariat Jeune national doit donc être, en plus de bénéficier de solides et réguliers bilans locaux, représentatif de l'ensemble du secteur jeunes du NPA (orientations politiques, secteurs, géographie) mais aussi de son projet : ce n'est pas parce que notre activité JT est sous-développée que les JT doivent être absents ou presque de ce secrétariat. Ces garanties de l'efficacité et de la démocratie du secrétariat jeunes sont des points qui détermineront l'avenir du NPA Jeunes donc sur lesquels nous devons être vigilants et intransigeants.

Enfin, les liens nationaux ne se tisseront pas tout seuls. Les comités n'effectueront pas automatiquement le travail nécessaire à l'activité du secrétariat et vice-versa. Pour ce dernier, il est vital de faire l'effort de réclamer les informations nécessaires à son activité et d'envoyer celles qui sont indispensables à la démocratie du parti et à son fonctionnement. Bien entendu, les plus grosses sections doivent épauler le secrétariat, qui n'est pas omnipotent, en effectuant elles aussi un suivi des plus petites sections de leur région.

Conclusion :

Ces éléments sont les garants de notre pertinence, de notre cohérence et de notre développement. Ils doivent être un véritable objectif de structuration et d'activité pour cette année, il en va de notre dynamique de parti pour les luttes.

Conclusion générale :

En conclusion, la situation bordelaise éclaire la situation nationale car elle est représentative du

projet NPA. Les problèmes de régularité de notre activité, de formation et d'expérience et de force du cadre collectif qu'est le NPA doivent appeler à mieux nous structurer, à renforcer nos liens mais ne doivent pas nous faire nous refermer sur nous-mêmes. Alors que nous entamons l'acte II du NPA, il est plus que jamais nécessaire de continuer cette démarche d'ouverture vers tous les acteurs des luttes pour que tout ce travail interne paie vraiment. Cela ne doit pas nous faire oublier que cette démarche est aussi valable en interne, par une vigilance intransigeante quant à la démocratie et à la représentativité de notre structuration.

**Thibaud, Pauline, Albain (Universités),
Matthieu, Rémi (JT), Comités Bordeaux**

22) Construire le secteur jeune du NPA : un enjeu central pour le parti

Le NPA a officiellement huit mois d'existence. Dès l'origine, la construction du NPA dans la jeunesse a été envisagée comme un objectif prioritaire. Les jeunes ont d'ailleurs été parmi les premiers à créer des comités dans l'optique de fondation du NPA, et ce dès décembre 2007/janvier 2008 (comme à Nanterre ou Bordeaux), avec la fin du mouvement LRU¹. Il semble évident que la jeunesse a aussi un rôle et une place prépondérante à jouer dans la construction du NPA. C'est pour cette raison que la constitution d'un secteur jeune autonome (mais non indépendant, c'est-à-dire pleinement intégré au parti) doit être un objectif du NPA. On sait, enfin, le déficit flagrant d'organisation de la jeunesse.

Cependant, et malgré cela, cet objectif n'a pas été réalisé puisque l'organisation n'a pas pris en charge cette question (seules quelques discussions au CAN ont eu lieu). C'est l'objet de la CNJ des 17 et 18 octobre. Reportée à deux reprises, la conférence nationale jeune (CNJ), dont la tâche est justement d'avancer sur la construction de ce secteur jeune, aura finalement lieu.

Il doit s'agir d'une première étape de construction et non la définition d'une orientation et d'une structuration fixes de la jeunesse dans le NPA. Il doit s'agir également d'inscrire le secteur jeune dans le projet initial du NPA et non d'en faire un secteur isolé, contestant l'orientation et la structuration du parti dans son ensemble.

Pour avancer dans ce sens, il est nécessaire que la CNJ soit une réussite. Pour cela, il faut qu'elle soit organisée de manière collective et démocratique. Or, d'une part, le fait qu'il n'y ait quasiment aucune information sur l'organisation pratique de la CNJ (à un mois de sa tenue !) et que sa prise en charge ne soit que du seul ressort d'un secrétariat jeune restreint provisoire, non élu et peu représentatif du NPA pose de sérieux problèmes politiques.

D'autre part, rien n'est avancé non plus sur les enjeux de cette CNJ : quelles sont les questions politiques, stratégiques et organisationnelles qu'elle va commencer à trancher ? Quelles sont celles qui le seront lors d'une prochaine CNJ voire dans

d'autres cadres (secrétariat jeune national...)?

La question de la jeunesse ainsi que la construction du secteur jeune dans le NPA doit aussi être prise en charge par l'ensemble de l'organisation et non par les seuls jeunes du NPA, encore moins par les seuls jeunes structurés en comités jeunes. L'orientation et la structuration du secteur jeune doivent enfin relever de la construction du NPA, c'est-à-dire de l'orientation et de la structuration du NPA dans son ensemble, adaptées aux spécificités des jeunes (lycéens, étudiants, jeunes précaires, jeunes des quartiers populaires) que le secteur jeune prend en charge.

Les points suivants constituent, selon nous, les enjeux de la CNJ et doivent donc être formellement posés comme tels, collectivement discutés et démocratiquement tranchés.

La CNJ des 17 et 18 octobre : une première étape dans la construction du secteur jeune du NPA

Il existe, de manière implicite le plus souvent, deux approches de la CNJ des 17 et 18 octobre.

Une première approche voit dans celle-ci une fixation quasi définitive de ce que doivent être l'orientation et la structuration du secteur jeune dans le NPA. Comme au Congrès de fondation du NPA et lors de sa préparation, certains camarades veulent à tout prix hâter la définition d'une orientation et d'une structuration fixes du NPA (marxisme, révolution, désintérêt pour les élections...dont la discussion sur le nom du parti a été symptomatique, le titre et le sous titre « choisi » pour le journal jeune ou encore la formation organisée par le secrétariat jeune national).

Une seconde approche, qui est la nôtre, voit dans la CNJ d'octobre une première étape dans la construction du secteur jeune du NPA. Comme pour le « reste » du parti, le processus de construction du NPA n'en est qu'à ses débuts. On ne peut donc fixer aussi rapidement une orientation et une structuration jeune au plan national. Il faut laisser la possibilité d'expérimenter des formes de structuration diverses et permettre la confrontation de référentiels idéologiques et politiques variés,

qui seuls permettront, à terme, de savoir si le pari du NPA est une réussite. Il ne s'agit pas de plaquer et d'imposer un unique référentiel politique et idéologique (le marxisme) ainsi qu'une unique forme de structuration (les structures de la LCR) mais bien de combiner, d'enrichir, d'intégrer et d'homogénéiser plusieurs référentiels et plusieurs formes d'organisation, permettant le dépassement effectif de ce fut la LCR et la formation d'un nouveau parti. Certes, cela comporte des risques politiques et cela implique des limites effectives à l'efficacité politique des anticapitalistes, mais c'est bien aussi et surtout le projet originel du NPA. De plus, c'est par la prise en charge la plus collective et démocratique des « questions jeunes » (orientation et structuration) par l'ensemble de l'organisation que le secteur jeune obtiendra une légitimité et une autonomie effective.

Orientation et structuration du secteur jeune du NPA : impliquer toute l'organisation

Il existe, de manière implicite encore, deux approches de la définition de l'orientation et de la structuration du secteur jeune du NPA.

Une première approche voit cette définition comme ne relevant que des jeunes, voire que des jeunes structurés en comités jeunes. Ces camarades confondent autonomie et indépendance et calque sur le NPA la réalité qu'ils ont vécu dans d'autres cadres (au sein des JCR par exemple). Ils s'appuient, de plus, sur des arguments tout à fait contestables quant à une oppression spécifique de la jeunesse. Là encore, il semble que certains camarades plaquent leur expérience militante sur la réalité du NPA, sans en mesurer le caractère artificiel. Enfin, et il faut le dire, le débat sur le secteur jeune, jamais posé en ces termes malheureusement, pâti de désaccords politiques entre une partie des membres du secrétariat jeune provisoire et une partie des membres du CE, voire la quasi-totalité, et qui relèvent de désaccords politiques et de relations conflictuelles héritées de la LCR et des JCR.

Une seconde approche, qui est la nôtre, voit la définition de l'orientation et de la structuration du secteur jeune du NPA comme relevant du NPA dans son ensemble.

La question de la jeunesse, la construction du secteur jeune dans le NPA, ainsi que son orientation et sa structuration concernent toute l'organisation et pas seulement les jeunes. Si l'on ne veut pas réduire l'intervention jeune à une intervention spécifique et isolée du reste du parti, il faut que les jeunes s'investissent, prennent des responsabilités (comités de ville ou de branches, commissions, direction départementale, coordination des comités, CPN, CE...), qu'ils nourrissent de leurs débats et expériences l'ensemble des comités et des structures de direction, permettant à terme une prise en charge par le parti dans son ensemble de la question de la jeunesse. Les quelques débats qu'a occasionné la question du secteur jeune (au CAN notamment) ont très largement fait mention de la nécessité d'un secteur jeune pleinement intégré au parti, qui ne s'isole pas et de la nécessité que les jeunes prennent toute leur part dans la construction du parti, sans établir un clivage jeunes/vieux tout à fait artificiel.

C'est pourquoi, dans l'optique de préparer la CNJ d'octobre, il faut se donner les moyens de diffuser à l'ensemble des comités NPA les textes de débats de la CNJ, lancer la discussion sur la CNJ, sur l'orientation et la structuration du secteur jeune au sein des comités et des structures de direction ou/et de coordination du NPA dans son ensemble, voire assurer la participation de camarades « non jeunes » aux débats (sachant que les décisions et votes ne doivent relever que des seuls jeunes, bien que cette question puisse également se discuter).

Organisation de la CNJ des 17 et 18 octobre : un débat général sur le secteur jeune

Il est avancé par certains camarades que les débats de la CNJ doivent porter sur l'ensemble des « questions jeunes » (syndicalisme, stratégie et orientation dans les mobilisations, politique unitaire...), voire même sur l'ensemble des questions politiques posées au NPA ou sur la question programmatique/stratégique au sein du parti (Tendance CLAIRE).

Nous pensons au contraire qu'il faut avoir un premier débat général, sur le secteur jeune uniquement, qui définisse un cadre commun, cohérent mais souple ; débat qui porte spécifiquement sur l'orientation de

ce secteur et sa structuration, à la fois pour assurer la prise en charge la plus large de ces questions par l'ensemble des jeunes et de l'organisation, mais aussi parce qu'il s'agit d'une première étape et qu'il ne s'agit pas de tout trancher à cette CNJ. Ce qui relève de la CNJ des 17 et 18 octobre c'est bien principalement l'orientation générale du secteur jeune et sa structuration (lycées, facs, jeunes précaires, jeunes des quartiers populaires). Cette CNJ doit également aborder et avancer sur les campagnes de rentrée (axes, stratégie dont politique unitaire, matériel), sur le recensement/état des lieux de la jeunesse dans l'organisation, sur une politique de « recrutement » (organiser la frange radicalisée de la jeunesse et créer un milieu politique et syndical sympathisant et politisé autour du NPA par l'implication syndicale et associative, des formations NPA ouvertes aux sympathisants, des réunions publiques, une invitation aux initiatives fédérales...) et sur le matériel jeune (tract, 4 pages, bulletins, affiches, autocollants...)

2 textes doivent donc servir de base de discussion pour la CNJ : un sur l'orientation, un sur la structuration. En ce sens, un texte du secrétariat jeune provisoire est prévu pour « cadrer les débats ». Il doit, à notre avis, s'agir d'un texte parmi d'autres, vu la faible légitimité de ce secrétariat, et non constituer la base unique de discussion des comités jeunes et des AG électives en vue de la CNJ, base à partir de laquelle ne pourrait être réalisée qu'une procédure d'amendements. Il faut, au contraire, assurer une égale discussion de textes individuels ou collectifs alternatifs, et opérer, lors de la CNJ, une synthèse consensuelle des différentes positions exprimées au niveau de maturation où elles se trouvent à ce moment donné.

Orientation du secteur jeune du NPA : ne pas refaire le Congrès de fondation

Le débat sur l'orientation du secteur jeune au moment de la CNJ ne doit pas être l'occasion, pour certains camarades, de refaire le congrès de fondation du NPA. Il ne s'agit en aucun cas de débattre de l'orientation du parti. En clair, il ne s'agit aucunement de se servir du débat sur l'orientation du secteur jeune « pour défendre une ligne qui se réclame de la révolution tranchant ainsi des discussions que le NPA dans son entier n'a

pas résolues ». Pour notre part, nous défendons la constitution d'un secteur jeune dans le NPA, autonome mais pleinement intégré au parti. Celui-ci doit essentiellement assurer la déclinaison de l'orientation générale du parti, de ses campagnes, en l'adaptant aux spécificités des jeunes que le secteur jeune prend en charge. C'est pourquoi la CNJ d'octobre doit porter uniquement sur l'orientation et la structuration du secteur jeune.

Structuration du secteur jeune du NPA : autonomie et non indépendance

Il existe enfin un débat central, bien souvent implicite, que l'on retrouve particulièrement dans la question de la structuration du secteur jeune. C'est celui d'autonomie ou indépendance du secteur jeune. Il ne s'agit pas que d'un débat sémantique mais d'un vrai débat politique de fond qui doit concerner le NPA dans son ensemble, d'autant que les camarades qui défendent une indépendance de la jeunesse, voire une organisation jeune indépendante du NPA à moyen ou long terme ne le font quasiment jamais en parlant d'indépendance mais en parlant d'autonomie.

Nous sommes, pour notre part, clairement pour une autonomie du secteur jeune du NPA (autonomie assurée par des structures permanentes jeunes, des moyens matériels et humains), et opposés à son indépendance ou à toute velléité d'indépendance future (sous la forme d'une JCR bis ?), comme exprimé par ces camarades.

- Structuration actuelle : il existe une cinquantaine de comités, implantés dans une cinquantaine de villes, soit environ 500 jeunes organisés au sein du NPA. C'est un bon début et l'on constate un saut réel sur le plan quantitatif et qualitatif de l'organisation de la jeunesse dans le NPA par rapport à la LCR. Cependant, tous les jeunes du NPA ne sont pas structurés en comités jeunes. Il y a 10% de jeunes dans le NPA et les comités jeunes n'en organisent « que » 3%. Il y a donc nécessité d'assurer une certaine liberté de structuration, une certaine expérimentation dans les comités jeunes (comme le permette les statuts provisoires du NPA) et de préciser et rendre plus cohérentes encore l'orientation et la structuration du secteur jeune à la prochaine CNJ.

- Secrétariat jeune national : il doit faire l'objet d'un débat clair et précis, ainsi que d'une procédure de définition et de constitution irréprochable, notamment et surtout quant à sa composition et ses prérogatives. Nous pensons qu'il doit s'agir d'un vrai secrétariat et non d'une fausse direction jeune. Le secrétariat jeune provisoire, restreint ou/et élargi, souffre d'un réel déficit de légitimité et a fait l'objet de critiques justifiées ces derniers mois : absence de vision claire de la mobilisation sur les facs, irrégularité voire absence de matériel nécessaire à la mobilisation, décisions illégitimes et antidémocratiques (journal...)... Au final nous pensons qu'il y a nécessité d'un SNJ représentatif de l'ensemble du NPA jeunes mais aussi du projet originel du NPA.

- La question du secrétariat jeune restreint : il faut à tout prix éviter que le secrétariat jeune restreint soit la véritable direction du secteur jeune du NPA. La CNJ est la seule instance à même de définir l'orientation et la structuration du secteur jeune. Le secrétariat jeune national met en pratique cette orientation et « l'adapte » (dans le cadre général fixé par la CNJ) à la conjoncture politique et sociale du moment. L'équipe restreinte gère le quotidien.

- La question du journal, du budget ou du site internet :

Sans rentrer dans le fond du débat (journal jeune/pas journal ; journal jeune/4pages dans TEAN ; journal spécifique/complément à TEAN ; journal de parti/journal populaire...), le lancement de l'Étincelle anticapitaliste, sans consultation ni prise en charge collective du secteur jeune a posé et pose un sérieux problème démocratique. De plus, comme les camarades de Rouen, nous pensons que sur la question du journal « cette problématique doit être celle de la pertinence d'un matériel pour l'intervention et pas un débat autour d'un symbole de l'indépendance de la jeunesse ». Le possible journal jeune doit enfin être un outil de politisation et de formation, à cible large, en direction de la jeunesse, qui sert l'intervention des militants NPA dans leur ensemble et non des seuls jeunes. Il doit être un complément à la presse du parti et « se » vaudra évolutif (quant à la périodicité, à son contenu...) et non être le produit d'une division artificielle et préjudiciable jeunes/vieux, « éloignant dans l'organisation les camarades des questions jeunes, devenant de fait des questions de spécialistes ».

Sur la question d'un budget propre au secteur jeune, ces partisans ont l'avantage de l'argument du bon sens : quid du matériel jeune et plus largement des initiatives jeunes sans budget propre ? Cependant, ces camarades présentent, d'une part, comme tranché et évident ce qui relève d'un vrai débat politique au sein de l'organisation toute entière ; d'autre part, ils transposent bien souvent encore la situation qui prévalait à l'époque des JCR et de la LCR et de l'indépendance effective ou supposée l'être de la jeunesse. Pour notre part, nous souhaitons qu'il y ait une part du budget du NPA consacrée au secteur jeune mais non un budget spécifique géré par le secteur jeune (qui d'ailleurs aurait la gestion de cet argent ? le secrétariat jeune national ? le secrétariat jeune restreint ?)

A partir de cette analyse, nous souhaitons faire des propositions aussi bien quant à l'organisation de la CNJ que quant à la structuration de la jeunesse dans le NPA.

Propositions :

- CNJ des 17 et 18 octobre : ODJ envoyé 1 mois avant (soit mi-septembre). Circulation des 3 bulletins de discussions dans l'organisation (listes nationales : échange comités, CPN... et locales). Structuration de la CNJ en plénières (débat, restitution des commissions et votes), travail en commissions (lycée, JT, facs)...

Structuration nationale :

- CNJ : une CNJ une fois par an, qui réunit des délégués des comités jeunes et des jeunes non structurés en comités jeunes, à parité hommes/femmes, en proportion des militants présents dans les comités jeunes et en prenant en compte les différentes positions exprimées sur les questions jeunes ainsi que les secteurs d'intervention (facs, lycées, jeunes travailleurs, voire jeunes des quartiers populaires)

- Secrétariat jeune national : un secrétariat jeune de 30 personnes, élues pour 1 an, par la CNJ et ratifié par le CPN (comme le prévoit les statuts du NPA), à parité hommes/femmes et à majorité non JCR, représentant les secteurs d'intervention (lycées, facs, jeunes travailleurs) ainsi que les secteurs géographiques (équilibre RP/province). Ce secrétariat se réunit 1 fois par mois, envoie à

l'ensemble des comités jeunes le compte rendu de ses réunions et initiatives. Il est renouvelable à chaque CNJ. Il met en œuvre l'orientation nationale jeune décidée par la CNJ, élabore le matériel jeune, assure le suivi national des comités jeunes en lien avec les grosses fédérations et coordonne leur activité. Son ordre du jour est envoyé en avance (15 jours) et il est préparé par des discussions dans les comités jeunes, qui remontent leurs positions sur cet odj en vue du prochain secrétariat. Enfin, le SNJ doit « appeler à des réunions nationales jeunes, ponctuellement dans l'année, dès lors qu'une question stratégique doit être débattue et dès lors qu'une décision engageant tous les jeunes de l'organisation (et ne faisant pas consensus) doit être prise » (Comité Tours).

- une structure restreinte (nom à définir) : élue (sur des bases à définir) au sein du secrétariat jeune national. Elle se réunit tous les quinze jours, voire toutes les semaines en période de mobilisations dans la jeunesse. Elle met en œuvre « au quotidien » les décisions de la SNJ dans le cadre du mandat général adopté en CNJ. Elle est en charge notamment et surtout de la sortie d'un tract A4 hebdo, d'une feuille de route régulière et des bulletins nationaux mensuels ou quinzomadaire en direction des lycées, des facs et des jeunes travailleurs. Elle peut également réagir à l'actualité politique et sociale (communiqués de presse). Il lui est appliqué les mêmes critères de composition et de durée de mandat que le secrétariat jeune national.

Rémi, Matthieu (Comité JT, Bordeaux)

23) La jeunesse n'est qu'un mot

Le problème de définition de la jeunesse.

Comment définir la jeunesse ? Quel critère choisir pour la définir ? Veut-on parler d'être vivant jeune lorsque celui ne peut pas encore se reproduire ? L'être humain cesse alors d'être jeune à l'âge de 13 ans en moyenne. Veut-on parler de la "jeunesse d'esprit" autrement dit un fonctionnement du cerveau optimal ? Dans ce cas chez la plupart des êtres humains, on est jeune jusqu'à 27 ans. Parle-t-on du fait de produire activement des richesses ? Grosso-modo on peut donc avoir une fourchette large entre 16 et 28 ans (et même plus). Parle-t-on du fait de ne pouvoir prendre ses responsabilités civiles et civiques ? Dans ce cas on est plus jeune à partir de 18 ans. Les individus que l'on qualifie de "jeunes" sont une catégorie d'individu bien trop vaste et dont les situations sociales sont bien trop diverses pour qu'il existe une certaine homogénéité entre ces individus. C'est ce que Bourdieu explique dans "La jeunesse n'est qu'un mot".

Comment expliquer l'existence d'une jeunesse ?

Tout simplement parce qu'il existe un fond socio-culturel commun pour toute une génération d'individu : genre de musique écouté, mode de vêtement, style de langage, type d'usage des technologies de son époque, émissions regardées et/ou écoutées... Mais pourquoi ce fond culturel ? Réponse : pour les besoins de consommation capitaliste ! Rappelons une chose, les produits ne sont créés que dans un souci de renouvellement et de différenciation par rapport à des produits d'anciennes générations. Autrement dit les décideurs de la production créent des modes et cherchent des arguments pour vendre leur mode (arguments souvent pas cher à trouver puisque souvent, notamment pour la mode vestimentaire le passage d'une saison à l'autre se fait pour beaucoup d'individus automatiquement, en suivant la mode). La structuration d'une jeunesse n'est donc qu'une histoire de manipulation sociale.

La maladie de la jeunesse

Le terme de jeunesse à tendance à prendre une forme trop importante dans la société à tel point qu'une idéologie est née d'elle : le jeunisme. Idéologie "prétendant" que tout ce qui est jeune ou que tout ce que font les jeunes "c'est bien". Cette idéologie implique le fait d'être in (dans le coup) ou out (ringard) qui sont des jugements sociaux cherchant d'une manière ou d'une autre à créer une hiérarchie entre les individus de générations différentes (voir de même génération dans certains cas). Même si on ne prend pas ce cas extrême d'idéologie un minimum structurée, cette mise en avant de la jeunesse implique le conflit de génération et l'opposition entre les "jeunes" et les "vieux". Il serait mauvais dans un parti voulant créer une nouvelle société de partir sur une base dans laquelle les générations ne communiqueraient qu'un minimum. Même si l'on peut affirmer que la jeunesse a une certaine potentialité et une manière inhérente à voir la vie différemment d'une génération à l'autre (adaptation au contexte socio-temporelle différente) il ne faut pas la couper de ses aïeux desquels elle peut apprendre beaucoup et avec lesquels elle peut aussi partager beaucoup. On parle de mode d'organisation ou de lutte différente. Qu'est-ce qui empêche les "vieux" de se les approprier ? « L'humanité qui devrait avoir 6000 ans de sagesse, retombe en enfance à chaque génération » (Tristan Bernard)

Une forme de jeunesse existe.

Si il est certains qu'après ces dires il nous faut conclure que dans une société révolutionnée, la jeunesse n'aura plus le même sens (ou devra s'en chercher un autre, la jeunesse est une définition sociale et donc amendable) on ne peut néanmoins pas nier de manière complètement nihiliste l'existence d'une jeunesse. La jeunesse est un construit 100% social certes elle n'a donc pas d'existence intrinsèque. Mais du fait qu'il existe une représentation de la Jeunesse au sein des esprits subjectif des individus, il faut donc quand même parler d'un terrain particulier sur lequel aborder certaines questions. Rien n'empêche en effet d'avoir un matériel adéquat, d'approche. Mais de même qu'il existera des tracts spécifiques pour les salarié-e-s précaires ou chômeurs, pour les hospitalié-e-s en lutte etc.

Le problème du journal

Le problème que je trouverai d'avoir un journal jeune séparé du Tout est à nous est finalement que l'on risque d'isoler un thème particulier et important de la société dans lequel sont introduit les jeunes : l'Education. L'Education est un enjeu de société important, car de l'éducation dépend le maintien d'une forme de société particulière. Autrement dit, l'éducation c'est la préparation d'une génération d'individu (la jeunesse, voilà une autre définition sociale que l'on pourrait lui donner) à prendre ses responsabilités dans la société. L'éducation est une question qui nous touche tous : elle détermine notre société et ses valeurs. Elle implique tout le monde à un moment où à un autre dans sa vie. On est à l'Ecole quand on est enfant, ce sont ensuite nos propres enfants qui entrent à l'Ecole. Les parents soucieux de l'éducation de leurs enfants sont aussi intéressés par les réformes de l'éducation que les enfants et professeurs eux mêmes. Ils devraient se mobiliser au côté de leurs enfants et des enseignants dans les mobilisations contre les réformes du gouvernement. De même que les hospitalié-re-s n'ont pas la possibilité de se mobiliser réellement et massivement pour un service public de qualité : le service minimum existe de manière complètement informelle (ils ne peuvent pas laisser crever les patients comme les ouvriers laisse en plan leurs machines) et l'hôpital manque tellement de moyen que très peu de travailleurs de ce domaine peuvent se mobiliser. Ce devrait donc être au futur patients et ex-patients de se mobiliser pour obtenir pour eux même et pour les autres de meilleures conditions de soin. A l'inverse en créant un journal spécifiquement pour les jeunes, nous ne traiterons que des thèmes spécifiques aux jeunes (puisque Tout est à nous fait le reste...). C'est le risque de ne pas traiter de lutte comme : le droit à la santé gratuite pour tous, la lutte pour la régularisation des sans-papier, les luttes des salariés en générale (qui est importante car c'est la futur place du jeune) et j'en oublie certainement.

Conclusion.

La jeunesse est donc une partie de la population dont la définition est basée à partir de critères socialement construits qui ne tiennent objectivement pas la route et mériterait une définition "officielle", définition que la société prochaine dissolva totalement ou redéfinira précisément. En attendant,

même si la jeunesse existe d'une certaine façon, nous ne pouvons pas non plus à la fois isoler les questions de l'Education au reste de la société, ni non plus isolé la jeunesse des autres questions de la société autre que l'Education (santé, contrat de travail etc.). Il est important de plus dans un parti que les différentes tranches d'âges communiquent, partage d'expérience d'un côté comme de l'autre. On ne pourra pas créer la nouvelle Ecole si on oppose les jeunes élèves avec les vieux profs.

Frédéric (Université Paris 12 – Créteil)

24) Les jeunes à l'avant-garde pour construire l'alternative

Notre première CNJ (tant attendue) va se tenir à un moment où l'ensemble du mouvement ouvrier est dans une période charnière qui déterminera pour longtemps son avenir. Pour le camp d'en face la crise est déjà digérée. Après quelques fausses inquiétudes et repentirs d'apparences, les profits et les bonus recommencent à exploser, soutenus par l'argent public, l'argent des travailleurs. De notre côté, les conséquences n'en sont qu'à leurs débuts : licenciements, précarité, déqualification etc. Le système capitaliste n'a jamais autant montré toute la dureté de sa réalité. Il n'a jamais été aussi évident de démontrer à quel point il existait uniquement pour satisfaire la soif sans fin de profit de quelques uns au détriment de l'immense majorité des autres. Pourtant, aujourd'hui, force est de constater qu'il existe un décalage entre cet état de fait et la portée des idées anticapitalistes dans la population. Et c'est sans trop de problèmes que Sarkozy peut faire passer ses idées de moralisation ou faire croire que ses « remontrances » aux banquiers changeront quelque chose. S'il peut se permettre cela c'est qu'en face de lui l'opposition est plus que faible, elle est atone.

D'un côté la direction du parti socialiste a les yeux rivés uniquement sur 2012 (2017 semblerait pourtant plus probable...). Oubliant les préoccupations des jeunes et des salariés, elle passe son temps à chercher une nouvelle façon de refonder sa rénovation avec un nouveau gadget : les primaires. Elle est même incapable de s'opposer de la manière la plus démocrate-bourgeoise, la plus institutionnelle qui soit au gouvernement en jouant son jeu lors des trois congrès (Assemblée Nationale + Sénat) que celui-ci à convoqué (Traité de Lisbonne, réforme Balladur des institutions, discours de Sarko). De plus les clarifications commencent à s'opérer et l'alliance avec une partie de la droite n'est plus qu'un faux tabou entre ceux qui la soutiennent (Royal, Peillon) et ceux qui la pratiquent (Aubry à Lille).

De son côté, la gauche radicale peine à engranger à son bénéfice ces données objectives qui devraient pourtant lui offrir un boulevard. Sa division rend

peu crédible aux jeunes et aux salariés le fait qu'elle puisse constituer une réelle alternative dans l'immédiat. Pourtant ces réponses à la crise sont plus que partagées. Il ne s'agit pas de nier les fautes de chacun. Le NPA a sa part de responsabilité en sur-conditionnant l'unité. Le PCF doit choisir entre la possibilité de perdre des élus et celle de construire un pôle indépendant. Le PG doit arrêter de rouler pour « Mélenchon2012 ». Les alternatifs doivent arrêter de regarder de loin ce qu'il se passe. Nous ne pouvons pourtant pas nous permettre de regarder peu à peu mourir une gauche digne de ce nom et voire se transformer le rapport de force en situation à l'italienne où plus aucune gauche n'existe.

Dans ce moment de recomposition, les jeunes tiennent une place importante et doivent prendre toutes leurs responsabilités. Il s'agit bien pour les jeunes anticapitalistes de relever le défi d'implanter solidement dans la jeunesse l'idée que ni le sarkozysme ni le capitalisme ne sont un horizon indépassable et qu'il ne tient qu'à nous de le renverser.

Peser dans la jeunesse

La question organisationnelle ayant été largement abordé dans d'autres contributions, nous n'y reviendrons pas ici. Simplement réaffirmer que pour exister, il faut s'organiser, il faut des moyens, il faut des vrais outils. L'activité du NPA en général et des jeunes en particulier est beaucoup trop éparpillée, laissée à la discrétion de chaque comité pour pouvoir peser dans le réel d'une lutte des classes dont les champs de bataille ne connaissent pas de frontières. Avoir une activité homogène, démocratiquement tranchée est la moindre des choses sans laquelle nous parlons dans le vent et ne sommes pas mieux qu'un petit club de réflexion. En face de nous, les capitalistes sont méchamment organisés nous devons l'être au moins autant qu'eux !

Cela paraît bête à dire mais il est important parfois de se rappeler des concepts essentiels de notre vision du monde pour trancher notre orientation. Ainsi le capitalisme n'opprime pas que les anti-capitalistes, pas que les militants qui le combattent. Ce système est assez fort pour que la grande majorité des gens qu'il exploite ne se rendent pas compte de l'aberration quotidienne

que signifie la propriété privée des moyens de production. L'aliénation est une des principales armes de la domination capitaliste. Pourtant notre but est bien que la majorité des exploités se battent au minimum contre les ravages quotidiens du capitalisme. Ces gens ne sont pas nos ennemis mais au contraire ceux à qui nous nous adressons en priorité, ceux que nous voulons entraîner avec nous dans la lutte contre le capitalisme et pour une autre société.

Nous devons donc chercher ces jeunes là où ils sont. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous plaindre sans cesse de leur manque de combativité ou penser que finalement nous sommes tellement radicaux que nous pouvons nous passer de la masse pour arriver à nos fins. Au contraire, la radicalité c'est la masse ! De la même manière nous ne pouvons pas créer artificiellement des structures à partir de nous-même ou de notre cercle élargi. Cela nous cantonnerait à discuter avec toujours les mêmes groupes restreints de militants d'extrême gauche. Certes nous continuerons auprès d'eux à passer pour des « purs », des non compromis. Mais nous n'aurons que très peu d'influence sur la grande masse des jeunes qui ne sont pas des militants et ne se mêlent que rarement de politique. Sans illusion mais sans honte non plus il nous faut nous approprier les cadres d'organisation collective existant dans cette jeunesse. En France, la particularité de l'UNEF fait de cette dernière de loin la première organisation où se retrouvent des jeunes qui y font souvent leurs premiers pas dans l'engagement militant. Nous ne pouvons ni nous permettre d'apparaître à ces jeunes, qui sont pour la plupart sincères dans leur engagement, uniquement comme des donneurs de leçons extérieurs, ni les laisser uniquement dans les mains de bureaucrates. Le NPA n'a pas vocation à conduire uniquement les jeunes radicalisés mais être une direction qui mène les masses au pouvoir. Alors oui cela peut paraître difficile, compromettant mais il faut aussi regarder les choses en face : la radicalité n'est pas qu'une question d'apparence ou de couleur de drapeau. Avant les vacances, la seule campagne syndicale qui parlait de construire concrètement la grève à la rentrée était... celle proposée par la TUUD au CN de l'UNEF !

Construire à notre niveau le tous ensemble

Nous sommes convaincus que la crise du syndicalisme et le manque de débouchés politiques pour « révolutionner la société » sont intimement liés ; les jeunes et les salariés en lutte, faute de pouvoir changer le monde, s'arc-boutent sur la satisfaction de la revendication immédiate, là où c'est encore possible. Ailleurs le découragement l'emporte et le « à quoi bon faire grève » prédomine dans de nombreux secteurs où le rapport de force est défavorable. Ce constat fait, le NPA ne peut se poser « en donneur de leçons » aux directions syndicales, ni en substitut aux défaillances du mouvement syndical. Voilà pourquoi, nous devons défendre des revendications unifiantes qui feront progresser le niveau de conscience de classe et permettront de poser les bases d'un programme de gouvernement de transition anti-capitaliste. La CNJ doit donc être le moment où nous travaillerons sur les bases des revendications transitoires pour la jeunesse.

La jeunesse, au sens marxiste du terme, n'est certes pas une classe sociale, car même si elle joue un rôle passif dans le processus de production, elle est limitée dans le temps et traverse toutes les classes sociales, elle ne peut donc pas défendre des "intérêts communs". Néanmoins c'est un groupe social partageant certaines "conditions de vie" liées à son oppression spécifique, c'est un groupe social puisqu'il est traité de la même manière par la classe dirigeante. C'est dans la résistance à l'oppression des institutions qui soutiennent l'ordre capitaliste et patriarcal (la famille, l'école, la morale sexuelle...) que les jeunes, malgré leurs situations différentes, peuvent converger.

Nous ne serons jamais assez nombreux pour combattre le capitalisme. Les jeunes, même en s'y mettant tous ensemble ne peuvent d'eux-mêmes le renverser. Leur force sociale est absolument insuffisante pour ce faire. Mais ils peuvent participer à certaines étapes décisives en contribuant considérablement au réveil du monde du travail que les défaites du passé et le rôle de la bureaucratie (des partis et des syndicats) a en partie plongé dans l'apathie. De même les jeunes ne ressentent pas les vieilles rancoeurs qui divisent encore le mouvement ouvrier. La plupart d'entre eux ne comprennent pas pourquoi celui-ci est tellement morcelé ; pourquoi chaque chapelle concentre d'avantage ses tirs sur les autres plutôt que de

cibler prioritairement la classe dirigeante. Les jeunes, majoritairement non organisés, font l'expérience quotidienne au cours de leurs luttes de la puissance d'une unité durable. C'est parce que les racines de notre oppression se situent dans les intérêts de la classe dominante, qu'un lien existe entre la jeunesse opprimée et la classe exploitée. Il existe une alliance objective entre les aspirations des jeunes et celles de la population travailleuse pour son émancipation socio-économique.

Notre rôle doit donc consister à construire un maximum de ponts entre les luttes des salariés et celles de la jeunesse. Mais nous devons faire attention également à ne pas tomber dans l'excès inverse qui consisterait à mettre la charrue avant les bœufs. Lors des mobilisations de jeunesse, certains courants s'empressent, sitôt une assemblée générale convoquée, de parler de l'urgence de la convergence et de la nécessité de nous lier aux travailleurs. Ce en quoi ils ont, dans l'absolu, entièrement raison. Néanmoins il ne faut pas oublier que la conscience des individus dans le système capitaliste est telle que les gens se mobilisent quand ils se sentent concernés par l'enjeu de la satisfaction des revendications. Faire ainsi voter, comme certains camarades l'ont envisagé, la revendication de 300 euros d'augmentation pour tous les salaires dans une coordination... étudiante est une erreur stratégique. Nous devons avant tout concentrer l'essentiel de notre temps à convaincre notre secteur de lutter lui-même avant d'encourager d'autres luttes ! Le meilleur coup de main à donner aux luttes des salariés est bien une jeunesse en ordre de bataille capable de balayer toutes les logiques d'appareil sur son passage et d'imposer des choix y compris aux grandes confédérations comme elle a été capable de le faire lors du CPE.

Préparer l'alternative

La majorité des textes des bulletins précédents abordent des aspects importants de notre militantisme (mobilisations, syndicalisme, apparition propre, organisation du secteur etc.) mais esquivent le but central que nous devons nous assigner : révolutionner la société ! Certes, un changement majeur de société ne s'obtiendra pas sans grande confrontation avec la classe dirigeante mais le parti en tant que tel n'en est pas l'organisateur direct. Son rôle est d'éclairer le sens politique des luttes partielles pour avancer des propositions, ouvrir des perspectives, défendre un programme, et lui donner une force sur le terrain

de la représentation politique et de la lutte des idées. C'est par cette action politique que la question du pouvoir et d'un gouvernement de rupture pourra être posée.

La principale différence entre notre courant et les réformistes est que nous différencions lutte économique (satisfaction immédiate des besoins fondamentaux) et lutte politique (principalement la question du pouvoir). Comme nous l'avons dit la jeunesse ne peut à elle seule mener une révolution mais elle n'en reste pas moins sa « flamme ». Se poser la question de notre rôle dans ce processus dans le cadre de la CNJ est donc primordial. Nous ne sommes pas des agitateurs politiques mais des militants qui visent à la transformation révolutionnaire, socialiste de la société. Tandis que quelques uns possèdent et décident de tout, nous nous mettons dans le camp de ceux qui ne possèdent rien, subissent les décisions d'en haut alors qu'ils produisent tout. Le socialisme est bien une question de pouvoir. Qui décide, qui possède, qui contrôle ? Au nom de quoi, au nom de qui ?

Les jeunes sont les premiers à faire l'expérience au quotidien de ce que cela signifie de ne pas peser sur sa propre vie. En fonction de la position sociale de leurs parents, qu'ils n'ont par définition pas choisie, la leur est surdéterminée par les mécanismes de reproduction sociale que leur impose le système qui souhaite surtout que chacun reste à sa place. Lutter contre l'oppression des jeunes, c'est donc lutter contre les ravages du capitalisme, et ce ne sera efficace qu'en luttant pour le socialisme. Or ce dernier ne sortira pas de terre du jour au lendemain. Il sera une construction patiente, mêlée de mobilisations fortes, de victoires institutionnelles aussi, d'expériences réussies mais aussi d'échecs. Il ne sera pas l'œuvre du NPA seul mais ne pourra s'accomplir que dans l'auto organisation des jeunes et des salariés sous l'impulsion d'un gouvernement anti-capitaliste des travailleurs où se mêleront toutes les diversités du mouvement ouvrier. La jeunesse du NPA en ce qu'elle constitue l'avenir doit dès maintenant s'atteler à mettre en place les conditions d'un tel bouleversement et travailler sur ses mesures d'urgences. La difficulté chronique à aborder la question du programme tient pour le NPA à la difficulté à se positionner en termes d'alternative politique concrète. Pourtant être révolutionnaire c'est bien se poser la question du pouvoir et se situer dans une perspective de « transition » gouvernementale

Le NPA se dit structurellement unitaire. Nous répondons chiche ! Au niveau des jeunes nous proposons que le secrétariat soit mandaté pour rencontrer, comme l'a fait le CE avec les organisations « adultes », les organisations ou secteurs de jeunesse des organisations de la gauche de gauche : JC/UEC, MJS, jeunes PG, LO, etc. pour discuter avec eux des potentialités d'une convergence durable sur quelques mesures d'urgences. Celles-ci pourraient être la déclinaison de la campagne précarité de rentrée et du programme d'urgence définie pendant la CNJ.

Cela présente plusieurs intérêts. Les organisations de jeunesse sont en général plus radicales que les vieux partis. Les pousser à faire l'unité anticapitaliste c'est les pousser dans leurs propres contradictions. Comment accepter de telles mesures tout en soutenant un parti qui fait des alliances avec les sociaux-libéraux ou qui mène une telle politique ? La bureaucratie est tout de même moins poussée, même si elle existe, dans les organisations de jeunesse. Ces derniers peuvent bousculer les anciens qui sont habitués à suivre de manière routinière la ligne du parti, quelle qu'elle soit. Aujourd'hui, dans une période de reflux, de résistance au libéralisme, nous avons besoin de l'unité la plus grande et la plus forte pour redonner confiance à notre camp social. Nous ne pouvons pas nous permettre d'apparaître comme empêcheurs d'unir en rond.

Nous ne nions pas les différences qui existent entre notre courant et les autres. La plus grande étant que nous gardons à l'esprit que ces mesures ne suffiront pas et qu'elles ne pourront s'appliquer réellement sans un bouleversement profond de la société. Mais comme le dit Daniel Bensaid « C'est en résistant à l'irrésistible que l'on devient révolutionnaire sans forcément le savoir. » Le NPA n'est pas un parti électoraliste, il serait donc inimaginable de gâcher le débat avec les autres courants politiques à cause d'une pseudo concurrence électorale.

Pour résumer le rôle des jeunes anticapitalistes est majeur dans la période : reconstruire la conscience de classe, développer des résistantes victorieuses pour mieux être au premier plan de l'alternative socialiste à la crise du capitalisme !

**Gaspard (Clermont, Secrétariat jeunes),
JB (Nancy, secrétariat jeunes), Amandine
(Nancy), Charly (Dijon) Militants jeunes
du courant Convergences et Alternative.**

25) De la révolte à la révolution en passant par le secteur jeunes du NPA

Depuis le congrès, la situation de la jeunesse dans le NPA se décante. Notre secteur jeunes comporte environ 500 militants malgré un turn over important. Certaines organisations ont régressé alors qu'elles avaient progressé après le CPE (CNT, AL). Les organisations dites traditionnelles, la JC/UEC et le MJS, n'attirent plus les jeunes radicalisés ou en voie de l'être et ne se sont pas construites de manière significative. Elles sont traversées aujourd'hui par de fortes contradictions internes.

Depuis 2002, chaque année a connu une mobilisation de la jeunesse sous toutes ses formes (jeunes des quartiers, lycéens, étudiants, jeunes travailleurs). Ces mobilisations remettaient toutes indirectement en cause la logique même d'un système qui précarise et oppresse toujours plus. Le NPA devait fournir à cette jeunesse un débouché organisationnel et d'analyse et donc voir ses rangs largement renforcés par ses anticapitalistes en puissance. Pourtant, nous restons en deçà de ces possibilités. Cette situation pose plusieurs questions, des questions liées au milieu (quelles sont les grandes caractéristiques de la jeunesse scolarisée qui participent de ce faible niveau d'organisation) et des questions politiques (quelle autonomie d'intervention pour le secteur jeune, quel public toucher, comment homogénéiser notre intervention en tenant compte des parcours des uns et des autres...).

Dans la situation actuelle, nous pouvons relever quatre caractéristiques de la jeunesse.

D'abord, un taux de scolarisation très fort : 80% d'une classe d'âge va au Bac et 2,2 millions d'étudiants au sein du système universitaire. Même s'il existe des franges de jeunes qui sont en dehors du système scolaire et qu'il ne faut pas négliger, celui-ci structure la majorité des jeunes. De plus la quasi totalité des jeunes qui composent les mobilisations de masse dans la jeunesse (quel qu'en soit le thème) sont dans le système scolaire (facs, lycées).

La période se caractérise (et la crise l'accroît encore) par un fort taux de chômage et une précarité

qui tend à se généraliser dans la sphère du travail. Cette précarité touche désormais un étudiant sur 2 et 15% des lycéens, obligés de se salarier pour financer leurs études. En plus de cette précarité, le spectre du chômage pèse très lourdement sur la jeunesse, sur ses envies ou ses possibilités de s'organiser pour changer les choses. Parallèlement à cela, la crise de perspective à gauche (le PCF hésitant depuis la chute du Mur entre l'alliance avec la social-démocratie, un dépassement dans une nouvelle force et une rénovation post-stalinienne, le PS s'enfonçant de plus en plus dans le social-libéralisme) a eu un impact très négatif sur les effectifs des organisations du mouvement ouvrier qui ont subi un net recul. Cette crise de l'engagement militant a frappé aussi la jeunesse : aucun rapport avec le nombre de participants aux derniers mouvements dans la jeunesse et les effectifs des organisations de jeunesse de gauche. Pour aller dans le même sens, le taux de syndicalisation du milieu étudiant est très faible (1%, tous syndicats confondus). Le manque de perspectives pousse les jeunes (mais aussi les salariés) à se replier sur eux-mêmes en essayant de trouver une réponse individuelle à un problème collectif qui est en fait un problème lié à la société capitaliste.

Le troisième trait qui caractérise la jeunesse c'est sa volatilité. En effet, on ne reste pas jeune toute sa vie. Ce constat d'évidence implique en fait une série de problèmes conjugués à ceux posés par la précarité. Il y a d'abord le renouvellement rapide, qui pose le problème du maintien des acquis politiques de l'organisation (expériences théoriques et pratiques) dans la jeunesse. Par ailleurs, le manque de travail possible n'arrange pas les choses : le secrétariat jeunes attend depuis un an les contacts des jeunes sans comités et un budget de fonctionnement de la part du Comité Exécutif.

Une fois ces considérations sur la jeunesse mises à part, essayons de nous pencher sur la situation politique. Mis à part un rapport de force favorable à l'UNEF sur les questions syndicales, la jeunesse n'est pas massivement structurée par une organisation qui éclipserait toutes les autres. Aucune organisation de jeunesse (ou secteur jeune) n'a d'avantage numérique significatif sur le plan militant. Les mobilisations lycéennes et étudiantes de l'année dernière l'ont prouvé : nous avons fait jeu égal et sommes souvent apparus comme

étant les plus à l'initiative par rapport aux autres forces. Au vu des faibles niveaux d'organisation de la jeunesse, ces constatations nous font penser qu'il est possible de développer significativement le NPA dans la jeunesse. Aucune loi historique du Marxisme ne dit que les jeunes du NPA doivent rester environ 500 dans toute la France ! Afin de pouvoir développer le NPA dans la jeunesse, nous devons réfléchir à la forme que doit prendre notre intervention et à son rôle dans la période actuelle.

Il y a selon nous un premier travers que nous devons éviter, c'est confondre autonomie de la jeunesse au sein du NPA et Parti de Jeunes. Un parti est un outil de représentation et de défense des intérêts d'une classe fondamentale (ou d'une fraction des classes) dans la société capitaliste : le prolétariat et la bourgeoisie. La définition de la jeunesse comme couche sociale interdit de fait de parler d'un parti de jeunes. Le fait que la jeunesse ne soit pas une classe implique qu'il ne peut exister de programme politique de notre secteur jeunes. De plus notre courant possède déjà un programme pour changer de société et arriver au socialisme : le programme du NPA. Il ne peut donc y avoir de parti des jeunes. Ces débats peuvent paraître dogmatiques, mais ils ont une influence sur le type d'intervention à mettre en place : la forme procède du fond.

Nous devons maintenant définir le rôle du secteur jeunes et le profil qu'il doit avoir en partant des considérations précédentes. La faiblesse du niveau de conscience politique dans la jeunesse ainsi que sa virginité politique impliquent que le NPA ne recrute pas des jeunes révolutionnaires mais des jeunes « révoltés » qui mettent en cause le fonctionnement actuel de la société bourgeoise, que ce soit sur un point spécifique (racisme, fascisme, casse du système scolaire, rapports hommes/femmes...) ou de manière plus globale (le système capitaliste favorise une minorité). Partant de là, le rôle du secteur jeunes du NPA est de faire passer ces jeunes de la révolte (qui pose des questions aux caractères radicaux contre le système) à la révolution (apportant des réponses expliquant comment et pourquoi en finir avec le système). Cette alchimie nécessite notamment une importante formation interne : le NPA doit être capable de donner les moyens à ses jeunes militants de structurer leur révolte et la transformer en énergie positive, le militantisme quotidien au service de la construction du socialisme.

Pour cela, il faut mettre en place le plus tôt possible un socle de formation commun à l'ensemble du secteur jeunes (voire au-delà), qui permettra par ailleurs d'homogénéiser, d'actualiser et d'approfondir notre approche militante, sur quelques sujets de base : le débat Réforme/Révolution, l'oppression des femmes et des LGBTI, notre rapport aux institutions, notre travail syndical... La formation doit être vécue comme un atout et pas comme une tâche chiant à effectuer le plus vite possible. En effet, il est d'une part important d'armer théoriquement les militants du NPA afin que ceux-ci soient en capacité de comprendre la situation politique à travers les outils d'analyse fournis par les apports théoriques de notre courant. Mais aussi d'autre part cela fournit à chacun les outils pour maîtriser les débats dans notre parti et renforcer la démocratie interne. Nous ne demandons pas aux jeunes de croire nos discours mais de comprendre et penser par eux-mêmes.

Une fois le rôle du secteur jeunes du NPA ainsi défini, le profil en découle directement. Le profil de l'intervention que nous construisons doit servir à organiser les jeunes. Ce profil doit se définir en fonction de nos critères de fonctionnement :

- Militant ! Pour changer les choses il faut militer ! Nous cherchons à recruter des militants, pas des adhérents passifs. Il faudra par contre faire preuve de souplesse en adaptant les rythmes en fonction de l'expérience et des possibilités des militants, sans culpabilisations ni pressions trop souvent mal vécues.

- Démocratique ! Chacun doit pouvoir se représenter soi-même et être partie prenante du processus de décision, pas juste appliquer des décisions venues d'en haut. Des bulletins de discussion doivent être édités le plus souvent possible. Chaque sensibilité, courant, tendance quelque soit son poids doit être représenté dans chaque organe de décision et participer pleinement à l'animation du secteur jeunes.

- Radical ! Le système capitaliste est dégueulasse et il faut le renverser ! Le NPA doit apparaître comme une organisation radicale. Il nous faut articuler un profil antilibéral et révolutionnaire. Antilibéral car comme nous l'avons montré le niveau de conscience des jeunes ne les amène pas à remettre en cause directement le capitalisme. C'est avant tout les réformes libérales du système éducatif, les

catastrophes écologiques, etc. qui les mobilisent. Révolutionnaire car nous devons aussi convaincre ces jeunes que le libéralisme est la logique du capitalisme et qu'il faut renverser le système.

- Unitaire ! Le secteur jeunes du NPA doit être de manière permanente à l'initiative pour proposer des cadres unitaires aux autres forces présentes dans la jeunesse (JC, MJS, jeunes de LO, du PG, de GU, Chiche, syndicats étudiants...) quelle que soit notre politique d'apparition propre. La dimension unitaire de notre intervention doit être aussi un outil de combat contre les dérives sectaires et dogmatiques qui pourraient apparaître dans l'organisation.

**Morand (Nancy, secrétariat jeunes),
Damien (Dijon), Simon (Valence), Maia
(Amiens) Militants jeunes du courant
Convergences et Alternative.**

26) Pour que les jeunes du NPA se tournent vers la classe ouvrière et les entreprises

Depuis plusieurs mois, les débats en vue de la CNJ se sont largement focalisés sur le degré d'autonomie du « secteur jeunes ». Chacun a pu depuis se faire une idée des avantages, et des risques, de l'autonomie.

Des avantages, car il est important -quand on veut construire un parti révolutionnaire- de permettre aux plus jeunes de faire leurs propres expériences, y compris en dirigeant leurs activités, en élaborant et en appliquant une politique.

Des risques aussi : en rajouter sur les supposées spécificités de la jeunesse, jusqu'à compartimenter artificiellement les problèmes, et surtout priver le NPA des forces de la jeunesse. Un luxe qu'il ne peut pas se permettre !

Mais si on veut éviter ces travers, la solution avant d'être organisationnelle, est dans les préoccupations politiques que nous aurons. Il faut déjà se demander quels sont les problèmes essentiels que le NPA dans son ensemble doit affronter, et voir comment les jeunes du NPA peuvent contribuer à résoudre ces problèmes, qui n'ont rien de spécifique aux jeunes.

Il y en a au moins deux considérables.

1/ Le NPA n'a pas encore précisé son projet politique. Est-il révolutionnaire ? Que signifie être révolutionnaire aujourd'hui ? Par quels moyens pouvons-nous aboutir au socialisme ? Ces questions traversent tout le parti, et là-dessus il faut avancer. Ce qui veut dire que les jeunes doivent consacrer beaucoup d'énergie aux débats, à l'élaboration politique, à la formation, pour avancer sur ces questions de fond. Pour nous aujourd'hui, c'est bien un parti clairement communiste et révolutionnaire qui est nécessaire.

2/ Le NPA n'a pas encore prouvé son utilité dans la lutte des classes, alors que la situation exige qu'il soit un instrument vraiment efficace pour permettre aux travailleurs, et de façon générale

à toutes les couches opprimées de la société, de mieux organiser leurs luttes, de les étendre, de les approfondir, pour gagner et pouvoir se poser le problème même de changer complètement cette société.

Des militants du NPA ont apporté leur soutien aux luttes des travailleurs qui se font licencier. Des tracts ont critiqué la politique de trahison des directions syndicales. Mais le NPA n'a pas trouvé le moyen d'intervenir réellement dans de grandes luttes pour leur donner un cap et les faire gagner. Et cela dans un contexte où il y a certes une offensive brutale du gouvernement et des patrons licenciés, mais aussi des luttes déterminées de travailleurs menacés de perdre leur emploi.

Même dans les facs, les jeunes du NPA ont eu l'occasion de se mobiliser massivement et durablement, mais chacun s'accorde (à lire déjà toutes les contributions précédentes) à pointer tout ce qui n'allait pas : difficulté à se donner une même politique, à intervenir de façon efficace et collective, et même à centraliser et redistribuer efficacement l'info !

De toute façon si le NPA veut être capable non seulement de faire des campagnes électorales ou de la propagande générale, mais aussi d'intervenir réellement dans la lutte des classes, il faut qu'il s'implante bien plus profondément, comme parti, dans le monde du travail.

Or les jeunes du NPA doivent absolument prendre toute leur place dans ce travail vers la classe ouvrière et les entreprises. C'est l'avenir du NPA, sa nature politique même, qui en dépend. Pour l'instant, s'il y a de la motivation et du dynamisme dans le « secteur jeunes », sa situation objective n'aide vraiment pas. Pour la plupart d'entre nous, nous sommes dans les facs. Moins dans les lycées. Pratiquement pas chez les jeunes travailleurs non scolarisés. Alors il y a le risque de se laisser couler le long d'une pente douce : être accaparé par les problèmes liés aux facs, faire un journal s'adressant en réalité surtout au milieu étudiant (voir la maquette du « journal o »), centrer les activités – et même les polémiques – de la plupart des comités sur les problèmes du syndicalisme étudiant (voir le contenu des bulletins de discussion).

Il ne s'agit évidemment pas de laisser tomber le terrain des facs pour défendre nos idées, et

intervenir dans les mobilisations ! Mais le plus gros danger auquel nous avons à faire face aujourd'hui ce n'est pas d'être plus ou moins coupés du reste du NPA, c'est d'être coupés dans notre activité politique du monde du travail. Ce qui est paradoxal puisque la grande majorité des étudiants sont par ailleurs aussi des jeunes qui travaillent, précaires et exploités. Mais devoir bosser pour vivre, se loger, payer nos études, n'empêche pas de faire de la politique essentiellement dans et vers le milieu étudiant. Et même souvent sur des problématiques spécifiquement étudiantes.

On voit bien aussi qu'aujourd'hui la jeunesse est en première ligne pour payer la crise des capitalistes : quand ils ont un boulot, très souvent précaire, ils sont les premiers à le perdre, et les jeunes qui quittent actuellement les études pour entrer sur le « marché du travail » restent massivement au chômage. 30 % des jeunes actifs de moins de 25 ans sont au chômage ! Et quand les jeunes ouvriers et travailleurs gardent leur boulot, ils sont plus exploités que jamais. Cette jeunesse ouvrière encore dans les entreprises ou mise au chômage a besoin de trouver sur son chemin des révolutionnaires, devant les boîtes, dans les centres de formation professionnelle, dans les quartiers populaires.

D'où quelques tâches essentielles, en se donnant les moyens de les réaliser, avec un certain volontarisme et de la patience :

1/ aider au maximum les camarades qui sont jeunes travailleurs à faire de la politique dans leur milieu, développer les activités vers les CFA, vers un certain type de boîtes où l'effectif est très jeune. Comme, par exemple, ce qui est tenté à Toulouse et dans d'autres villes.

2/ avoir une activité vers les entreprises en général (pas spécialement les « boîtes de jeunes »). Si le NPA essaie de s'implanter dans des usines ou dans des hôpitaux, il a forcément besoin des jeunes camarades (qui pour les étudiants ont souvent une certaine disponibilité) pour diffuser les tracts, discuter, recruter des militants communistes, révolutionnaires, lutte de classe !

3/ porter ces préoccupations dans les facs aussi, auprès des étudiants qui s'intéressent au NPA, sont révoltés, cherchent des solutions politiques. Dans les facs, parler bien plus des impasses du système capitaliste, des injustices qu'il génère, des attaques

que subissent les travailleurs (et de leurs ripostes et de leurs luttes aussi !) que des problèmes propres aux étudiants. D'autant plus que beaucoup d'étudiants vivent aussi ces injustices en tant que jeunes salariés. N'est-ce pas d'ailleurs ce que l'on fait quand on intervient dans les mobilisations de la jeunesse scolarisée? Cette année on a défendu l'idée que les problèmes des facs et des hôpitaux étaient en fait semblables, on a défendu l'idée que l'on gagnerait si on ralliait à nous une mobilisation bien plus large, y compris à l'occasion des grosses journées de grève générale interprofessionnelle. A l'époque du CPE, la jeunesse scolarisée s'est d'ailleurs massivement et profondément mobilisée sur un problème de salariés, d'exploitation, et on a obtenu le recul du pouvoir notamment grâce aux liens avec la mobilisation des salariés. Ce qu'on défend à juste titre dans les mouvements, il faut le faire vivre dans notre militantisme quotidien, « ordinaire ».

Vus sous cet angle, il faudrait remettre à leur juste place certains problèmes soulevés dans notre discussion actuelle.

Les syndicats étudiants.

Dans quel syndicat s'investir ? Lutter pour une unification syndicale... par ralliement de fait de Sud et de la FSE ? Lutter pour la construction d'un syndicat plus radical à partir de l'unification Sud-FSE pour « marginaliser » l'Unef ? Mettre plus d'énergie encore à construire la TUUD dans l'Unef ? La bataille fait rage entre quelques camarades, mais au fond quel est l'enjeu ? Les organisations syndicales sont toutes en grande partie un mélange de tout petits appareils militants et de coquilles vides, malgré l'étiquette ronflante d'organisations « de masse » que certains camarades veulent à tout prix leur coller. Dans les mouvements étudiants l'auto-organisation existe vraiment. Autrement dit le jeu d'un investissement massif et déterminé de l'ensemble des étudiants du NPA dans telle ou telle organisation syndicale, n'en vaut pas vraiment la chandelle. Il n'est peut-être pas pour autant question de laisser de côté ce terrain syndical étudiant... D'autant qu'à l'heure actuelle aucun camarade impliqué dans une activité syndicale à la fac, et dans une activité politique dans son syndicat, ne sera prêt à laisser tomber le travail en cours. Mais il faudrait que, d'une part, les camarades impliqués dans ces différents

syndicats élaborent ensemble une même politique, au-delà des différences d'étiquette, et d'autre part que l'activité syndicale étudiante ne dévore pas la moitié de l'énergie du secteur jeunes du NPA, hypothèse malheureusement pas fantaisiste.

Le journal et le matériel « jeunes ».

Quant au journal jeunes (et pas simplement un petit supplément à TEAN), pourquoi pas ? Idem pour toutes sortes de tracts et brochures propres aux jeunes du NPA. Mais pour dire quoi ? Et s'adresser à qui exactement ? Il faut bien avouer que la maquette du numéro 0 – certes une maquette un peu faite dans l'urgence – n'est pas très encourageante : elle était massivement adaptée au seul milieu étudiant, et surtout portait essentiellement sur des problèmes concernant d'abord les étudiants – question des diplômes, organisation des AG et du mouvement en cours etc. Alors, c'était une maquette faite en plein mouvement des facs, mais même à cette occasion un journal jeune doit non seulement permettre de discuter de notre façon de voir les choses dans le mouvement (les revendications, la stratégie, les méthodes etc.) mais aussi rendre compréhensible ce mouvement pour d'autres milieux que celui des facs. Parce qu'on est pour l'élargissement des luttes, dans la compréhension et dans l'action. Et de façon ordinaire le journal devrait être assez varié dans ses sujets, et adapté dans son ton, pour nous servir et diffuser les idées révolutionnaires dans les facs et les lycées, mais aussi dans la rue et devant les usines, les hostos, les bureaux de poste etc.

Autant dire qu'une de nos priorités est de s'extraire en partie du bain étudiant ordinaire de la plupart d'entre nous.

C'est avec de tels efforts que les jeunes du NPA pourront contribuer aux côtés des autres camarades à faire du NPA un parti révolutionnaire, utile à la lutte de classe.

**Manon et Lester, Comité Jeunes
Sorbonne et militants de la Fraction
l'Étincelle de Lutte Ouvrière**

27) Quel rôle de la jeunesse dans la lutte des classes, quel enjeux pour le NPA ?

La crise du capitalisme a déjà eu des effets ravageurs sur les jeunes et les travailleurs : licenciements, précarité, chômage massif. Pour les moins de 25 ans, ce sont 35% de chômage en plus cette année. Trouver un logement, passer le permis sont devenus choses très difficiles. A cela s'ajoute la continuité des attaques contre l'Éducation : LRU, suppression des BEP et de nombreux poste d'enseignants... Et ce n'est qu'un début ! Martin Hirsch, haut commissaire à la jeunesse, nous promet avec son Livre vert une série d'attaques touchant toute la jeunesse, scolarisée ou non.

Nous allons être confrontés notamment à un chômage de masse dans la jeunesse et nous devons y penser. Aujourd'hui, aucun organisme (Pôle emploi, mission locale, etc.) ne répond aux besoins des jeunes pour leur trouver un travail décent. Il peut y avoir de plus en plus de jeunes désocialisés, en marge des mouvements sociaux, que nous devons essayer de réimpliquer dans la lutte des classes. Nous aurons aussi à faire face à une recrudescence des idées réactionnaires comme le racisme, véhiculées par la droite et l'extrême droite pour expliquer la situation. Là aussi nous devons être présents pour combattre ces idéologies réactionnaires.

La jeunesse se retrouve dans une situation catastrophique : outre la crise actuelle, dont elle est la première victime, elle est aussi la grande perdante de toutes les politiques néolibérales qui ont été menées depuis les années 80. Nous sommes bien conscients que nous sommes la première génération qui vivra moins bien que la précédente. Une colère grandissante s'exprime face à cette situation, et on a pu observer à une plus ou moins grande échelle un rejet croissant de la politique du gouvernement et du système capitaliste même si cela reste très flou pour le moment. Mais la crise, que Sarkozy et les capitalistes utilisent comme prétexte pour leur politique sera lourde de conséquences sur le plan social. Il y a fort à parier que cela accentuera la polarisation et que les contradictions entre les classes amèneront de

plus en plus de jeunes à rechercher une alternative viable et concrète à ce système.

La jeunesse dans la lutte des classes

Le NPA a un fort potentiel dans la jeunesse mais il doit réussir à capter cette radicalité des jeunes et à la traduire politiquement. Il doit devenir un outil pour les luttes de la jeunesse et un lieu de débat où on élabore la stratégie pour les luttes et des revendications et où on discute de l'alternative socialiste au capitalisme.

Pour cela, il est nécessaire de comprendre ce qu'est la jeunesse et quel est son rôle dans la lutte des classes.

Tout d'abord la jeunesse n'est pas une classe sociale. Il y a les jeunes travailleurs et les jeunes en formation, les jeunes au chômage etc. La jeunesse est traversée par tous les courants politiques et idéologiques et contient en germe les futurs membres des différentes classes sociales, qui se renouvellent notamment par l'éducation. Les différences sociales peuvent être énormes d'un jeune à un autre selon le milieu social dont il provient, l'origine nationale de ses parents, le milieu culturel de la famille, le quartier où il réside... A une écrasante majorité, les lycéens des milieux populaires ne mettront pas les pieds à l'université. A la fac, on retrouve surtout des jeunes de la classe moyenne (enfants de cadres, de petits ou moyen patrons, de professions libérales, artisans ou de fonctionnaires ayant déjà un certain niveau de rémunération).

Mais c'est aussi un endroit où les contradictions de classe sont plus masquées, et où certains sont plus disponibles pour discuter. On peut réussir à gagner des étudiants au marxisme, comme chez les jeunes ouvriers ou dans les lycées (où le débat est d'ailleurs même plus ouvert) mais on ne doit pas les gagner simplement à l'idée de la révolution et du socialisme, mais aussi au rôle central de la classe ouvrière.

Sous le capitalisme, les fruits du travail effectué par la classe ouvrière sont accaparés par la bourgeoisie, qui n'occupe aucune place dans la production en tant que telle. Seule la classe ouvrière est capable

de résoudre cette contradiction et de faire tourner la société sans la bourgeoisie pour répondre au besoin de tous. Cela passera inévitablement par une révolution de masse, avec un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière, se débarrassant du capitalisme et qui passera par la propriété publique des principaux moyens de production et d'échange. Alors seulement on pourra commencer à parler d'une société tendant à la disparition des classes : le socialisme.

Il convient alors de replacer les relations entre la jeunesse et la classe ouvrière:

Dans les textes marxistes, parfois mal interprétés, ou dans les luttes, lorsque la jeunesse est présentée comme avant-garde, il s'agit de la jeunesse ouvrière et non pas de la jeunesse en général, ce qui entraîne encore des confusions aujourd'hui.

Ce n'est que lors de la scolarisation massive des jeunes, nécessaire à la bourgeoisie pour avoir des salariés formés aux nouveaux modes de production et qui comprennent les consignes de travail, et un nombre de cadres pour diriger ces travailleurs, que la jeunesse scolarisée a acquis un rôle plus important dans la société capitaliste. Le mouvement de mai 68, initié en premier lieu dans les facs sans moyens, débordant d'étudiants vivant dans une société très réactionnaire, en témoigne. Les étudiants ont créé un climat de lutte et de crise politique, dont s'est servie la classe ouvrière pour entrer en lutte. Mais la classe classe ouvrière n'a pas « suivi » le mouvement de jeunes scolarisés, ni d'ailleurs par la suite. Elle s'est toujours mobilisée en parallèle, sur ses propres revendications. C'est une des raisons pour lesquelles on ne peut pas dire de la jeunesse au sens large qu'elle est une avant-garde et qu'elle peut entraîner les travailleurs. Bien sûr des liens ont été tissés, des revendications et des activités communes ont été faites, des jeunes travailleurs ont conservé l'expérience acquise dans des grèves lycéenne ou étudiante. Mais c'est bien la classe ouvrière qui est la classe permettant le renversement du capitalisme et c'est vers elle qu'il faut se tourner. Notre travail dans la jeunesse en tant que parti est justement d'avoir et de faire reprendre aux jeunes des revendications qui permettent de politiser la situation et de faire le lien avec les travailleurs.

Quelle intervention des jeunes du NPA ?

Avec la crise économique, la colère et la radicalisation s'approfondissent dans la jeunesse, et le sentiment que le système ne nous offre aucun avenir apparaît de plus en plus clair.

Les dernières années ont pu voir de nombreuses luttes de la jeunesse, notamment des jeunes scolarisés mais aussi des jeunes travailleurs. Lors de ces luttes combatives, une partie de la jeunesse se politise, se pose la question de l'alternative au capitalisme et est plus disponible pour s'organiser politiquement. Mais malgré cela, il n'y a pas eu de traduction concrète en terme d'organisation de la jeunesse que ce soit dans les lycées, les facs, ou dans les lieux de travail.

Cette année les jeunes militants du NPA se sont fortement impliqués dans les luttes, mais il n'y a que pour certains comités que cela s'est traduit par une augmentation du nombre de membres. Cela doit donc être discuté pour ne pas refaire les mêmes erreurs.

La jeunesse dans le NPA est principalement composée d'étudiants, et de jeunes souvent isolés. Dans les derniers mouvements, l'information à mal circulé et l'activité se mène toujours un peu chacun dans son coin. C'est pour cela que nous nous joignons à la proposition du comité de Tours, concernant le fait que le CE se charge de faire une liste de tous les camarades et contacts jeunes du NPA et qui soit accessible à tous les jeunes du parti.

L'intervention dans les lycées a souvent été prise en charge par les étudiants ce qui pose certaines difficultés. Autant le NPA, est reconnu parmi une certaine couche d'étudiants, autant il n'est pas du tout un sujet de discussion pour les lycéens. Nous devons prendre en compte cet élément. Le matériel diffusé aux portes des lycées produit (tracts, 4 pages) est principalement produit par des étudiants. De ce fait, les revendications mises en avant par le NPA dans la jeunesse sont donc dominées par les préoccupations étudiantes et ne répondent pas aux questions spécifiques qui préoccupent les lycéens qui ne deviendront pas tous de futurs étudiants. L'encadrement politique des comités lycéens par des étudiants pose le même

problème. Il est important que les lycéens puissent discuter et s'organiser de façon indépendante et élaborent leur propre matériel.

Il doit y avoir une intervention régulière du NPA sur les facs et les lycées, y compris dans les luttes, en cherchant à faire de nouveaux membres et à se placer en direction politique des mouvements ; tout en respectant les prises de décisions des AG et comités de mobilisation. Le matériel du NPA s'est souvent trop limité à reprendre uniquement les revendications des jeunes en luttes. Ce n'est pas le rôle d'un parti qui veut en finir avec le capitalisme. Nous devons nous efforcer à faire progresser le niveau de conscience en faisant reprendre nos revendications, qui doivent être transitoires. Une revendication transitoire n'est pas une revendication radicale qui accentuerait les conflits de classe. C'est une revendication qui part du niveau de conscience actuel, tout en permettant aux jeunes de se poser des questions et qui montre la nécessité du socialisme comme seule alternative au capitalisme. La question de l'alternative socialiste au capitalisme doit donc être présente dans notre matériel pour expliquer comment on peut en finir avec un système qui ne nous offre aucun avenir, pour avancer la perspective d'une société basée sur la satisfaction des besoins de tous et non sur l'enrichissement d'une poignée de capitalistes. C'est pour cette raison que nous construisons le NPA et nous devons montrer en quoi c'est utile de le rejoindre : cela nous permet de construire sérieusement les luttes contre les attaques du gouvernement, d'avoir des réunions régulières pour discuter de la situation politique mais surtout, cela nous permet de nous organiser, de plus en plus nombreux, pour combattre le capitalisme et avancer la nécessité du socialisme.

Avec quel matériel ?

Plusieurs contributions présentent le faire d'élaborer du matériel comme une tâche technique. Mais il s'agit d'une tâche éminemment politique. Il nous paraît donc nécessaire que ce ne soit pas toujours un secrétariat jeune restreint qui élabore les tracts hebdomadaires ainsi que les bulletins nationaux.

Nous sommes en faveur d'un journal jeune, mais il doit être plus interactif qu'aujourd'hui. Il doit déjà permettre que tous les camarades jeunes puissent en maîtriser le contenu, ce qui peut se traduire

par des débats en comité (comment le vendre ?, sur quels slogans ?, nos articles sont ils en phase avec l'actualité ?, est-il compréhensible pour des non-organisés ?, etc.) ; mais aussi en permettant à tous d'écrire dedans et de proposer des articles. Ainsi le comité de rédaction pourrait proposer un sommaire modifiable et des articles à pourvoir.

Quelle campagne à la rentrée ?

Il apparaît que le secrétariat jeune envisage surtout l'intervention à la rentrée comme une lutte contre la mastérisation dans les facs et contre le rapport Descoings et les suppressions de postes dans les lycées. Ce type de campagne risquerait d'user nos forces pour pas grand-chose et de décourager certains militants. En effet, il y a dans les lycées des mouvements chaque année, et ce n'est pas sûr que cette année encore les lycéens repartent en lutte massive contre les suppressions de poste et le rapport Descoings. Le mouvement de cette année n'a permis que de décaler le projet Darcos et pas d'annuler les suppressions de poste. Sur les fac, il y a eu un mouvement long avec des profs et des personnels mobilisés, mais il n'a pas permis d'empêcher les décrets de passer. Il sera difficile pour les étudiants de se mobiliser encore une fois contre la mastérisation, et pour une 3ème fois contre la LRU ; d'autant que les profs ne bougeront sûrement pas cette fois, étant donné que le décret sur la recherche est déjà passé. Un autre mouvement commun des lycéens et étudiants mais isolé ne suffirait sûrement pas à faire reculer Sarkozy et son gouvernement. Certes, il est nécessaire de lutter contre ces réformes, mais on ne doit pas avoir la grève comme seul objectif, surtout sans réfléchir à nos chances de gagner ainsi qu'à l'état de la conscience et des forces en présence. Notre priorité est bien sûr de contribuer à lutter et à gagner contre les attaques, mais c'est surtout gagner des jeunes à notre parti pour lutter à plus long terme contre le capitalisme.

C'est pourquoi nous proposons, dans le cadre de celle prévue dans le parti, de mener une campagne pour l'emploi des jeunes. Comparée à une campagne sur la mastérisation, qui ne concerne qu'une frange très restreinte de la jeunesse, elle nous permettrait de toucher beaucoup plus de jeunes, notamment les jeunes travailleurs, apprentis, chômeurs...; et permettrait aussi de pouvoir rendre plus dynamique la campagne sur

l'emploi prévue par le parti, et de tisser des liens plus forts entre les différents axes d'intervention du NPA. Avec une telle campagne, il nous serait également plus facile d'intervenir auprès de boîtes en lutte et de participer aux grèves ouvrières qui seront certainement nombreuses cette année, car la crise économique va entraîner prochainement une deuxième vague de licenciements de masse. Ce genre d'intervention permet de renforcer le lien entre la jeunesse et la classe ouvrière, qui a un rôle central dans la lutte pour le renversement du capitalisme.

Nous proposons cette plate-forme de revendications à débattre :

- Un emploi pour tous ! diminution du temps de travail sans perte de salaire jusqu'à disparition du chômage
- Zéro licenciements : nationalisation sous le contrôle des travailleurs des entreprises qui licencient
- Allocation chômage pour tous les chercheurs d'emploi, y compris les travailleurs en intérim enchaînant les missions ponctuelles
- Non au RSA; pour un emploi à temps plein et en CDI pour tous
- Rémunération au minimum au SMIC de tout les apprentis et stagiaires
- Augmentation des bourses et élargissement à tous les étudiants qui en ont besoin ; pour un emploi garanti à la fin des études
- Contre le capitalisme, pour une société socialiste et démocratique

**Cécile (courant Gauche révolutionnaire
Comité Jeunes La Sorbonne), Micka
(courant Gauche révolutionnaire
comité Rouen), Jeremy (courant
Gauche révolutionnaire comité La
Rochelle), Cassandra (courant Gauche
révolutionnaire comité Rouen)**

28) Sur quelques points dans les contributions pour la conférence nationale jeune

A propos de l'autonomie de la jeunesse

Un débat incessant dans le NPA jeune depuis sa création est celui sur l'«autonomie» de la jeunesse. Nous pensons qu'il n'a pas grand sens tel qu'il est posé, étant donné qu'il est entièrement hérité de la séparation entre les JCR et LCR. Nous pensons qu'il est nécessaire qu'il y ait une autonomie de la jeunesse, mais comprenons bien autonomie d'intervention et non pas autonomie-séparation. Ainsi nous devons avoir la possibilité d'intervenir seuls, avec notre matériel, sur nos lieux de travail ou d'étude ; d'où l'importance d'avoir notre propre journal. Mais les jeunes ne doivent pas être cantonnés à des questions qui seraient exclusivement celles des jeunes. Les jeunes doivent pouvoir participer à l'ensemble des débats du NPA. Il est crucial que les jeunes et les moins jeunes du NPA puissent avoir l'occasion de débattre ensemble, échanger des expériences... Et à travers ce lien ne pas détacher les jeunes de la classe ouvrière. Ainsi, nous pensons qu'il est nécessaire que les jeunes, en plus d'avoir leurs propres structures et une activité propre, soient intégrés pleinement au parti, puissent avoir des permanents, soient représentés dans les instances nationales (7 membres jeunes au CPN ce n'est pas suffisant), et puissent soumettre leurs propositions dans les débats qui traversent le NPA.

Allocation d'autonomie ou revenu socialisé

Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes n'a pas grand sens pour nous. Elle relève d'une vision exclusivement étudiante et donc restreinte de la jeunesse. En effet, beaucoup de jeunes travaillent ou sont en formation rémunérée, et tous les lycéens ne se voient pas forcément comme des futurs étudiants. De plus, une allocation d'autonomie pour tous les jeunes (dont une partie est déjà desocialisée) contribuerait à les isoler

encore plus des travailleurs : pourquoi travailler dans ce cas là ?

On peut très bien défendre un élargissement et une augmentation des bourses pour tous les étudiants qui en ont besoin ainsi qu'une augmentation des salaires des jeunes en contrat d'apprentissage, des stagiaires, etc.

Enfin, la bataille pour les jeunes, reste celle d'avoir un véritable avenir, dont l'une des clefs est d'avoir un véritable emploi.

La jeunesse comme tous les travailleurs ne seront réellement "émancipés" qu'en se débarrassant du capitalisme et en instaurant le socialisme.

Syndicalisme étudiant

Un des problèmes qui est posé aux militants du NPA pendant les mouvements est le débat sur le syndicalisme étudiant. Nous pensons que ce débat est caduc : nous ne sommes pas là pour défendre chacun sa chapelle syndicale dans le parti, comme le font certains dans les bulletins de discussions. En effet, au niveau des lycées, les syndicats ne représentent rien. Sur les facs, moins de 1% d'étudiants sont syndiqués. Il n'y a plus comme dans le passé de syndicat ayant une audience de masse chez les étudiants. Les résultats qui ont été obtenus en interne, en terme de nouveaux membres gagnés ou pour aider à la construction des luttes, sont quasi nuls. De plus, l'intervention dans certains syndicats sans être suffisamment critique publiquement risque de discréditer le NPA aux yeux des étudiants, qui ne font pas la différence entre un syndiqué NPA ou syndiqué tout court lorsque ces syndicats trahissent les mouvements. Si les camarades veulent continuer à intervenir dans leur syndicat, soit, mais alors il faut des réunions des syndiqués jeunes pour y défendre une «ligne» cohérente et non pas défendre la politique du syndicat dans le parti. L'intervention des camarades jeunes syndiqués concerne tous les camarades jeunes dans le parti. Les prises de décisions doivent donc être collectives et l'activité dans les syndicats discutée par tous. L'activité syndicale est présentée par certains camarades venant des JCR comme l'activité qui doit être menée par les jeunes du NPA ; ceci doit être rediscuté, et pas imposé comme l'orientation de fait sans qu'il y n'ai eu de débat à ce sujet.

Internationale

Les questions internationales sont peu discutées dans la majorité des comités. L'activité du parti face à ces questions n'est pas suffisante. Par exemple lors des manifestations Sri Lanka cette année, peu de camarades se sont déplacés et le parti n'a pas soutenu les Tamouls significativement au niveau national. La campagne «Solidarité Tamoule», à laquelle participe le courant Gauche Révolutionnaire, continuera aussi à la rentrée, nous invitons tous les camarades qui le souhaitent à la construire avec nous. Les RIJ (Rencontres internationales de jeunes) présentées au départ comme les rencontres jeunes du Secrétariat Unifié (appelé aussi 4^{ème} internationale même si elle n'existe plus en tant que telle) sont de plus en plus présentées comme les rencontres internationales jeunes du NPA (encart dans les tracts, le matériel jeune etc. sans aucune précision du statut des RIJ). Les débats à ces RIJ ont ensuite conditionné les débats à l'université d'été et donc les décisions sur l'orientation et l'activité pour la jeunesse à la rentrée. Or l'orientation et l'activité des jeunes du NPA doivent être décidées en son sein. De la même façon sur beaucoup de débats internationaux c'est la position du Secrétariat Unifié, défendue par les membres de l'ex-LCR, qui est reprise sans être vraiment discutée.

D'autres internationales existent, comme le Comité pour une Internationale Ouvrière, internationale du courant Gauche Révolutionnaire, qui ont des points de vue différents sur certaines questions. Nous souhaitons pouvoir débattre de ces questions, en y impliquant tout le parti, ainsi que de mener la discussion sur quelle internationale de masse des travailleurs il nous faudrait.

Sur les élections régionales

Cette question des alliances électorales en vue des régionales a fait grand bruit dans l'ensemble du NPA. Nous pensons qu'il est crucial que la jeunesse du NPA s'empare de cette question et émette également un avis la concernant, et ce à travers un débat démocratique dans tout le NPA. La décision par le Comité Exécutif, survolant les votes du précédent CPN, de faire liste commune avec le PG a posé plusieurs problèmes majeurs. D'une part, un sérieux problème démocratique, le CE ayant pris seul la décision de sortir un tel

texte d'alliance avec le PG, décision allant même à l'encontre de ce qu'avait décidé le CPN une semaine plus tôt ; et qui n'a été apprise par les militants que par voie de presse. D'autre part, cette décision pose de graves questions quant à la politique générale du NPA : l'accord est très faible sur le fond politique, ne présentant aucune revendication sur le refus des licenciements par exemple, aucune alternative claire face au capitalisme. D'autant plus que les raisons évoquées pour ne pas aller aux élections européennes avec le PG (il risquerait de faire un accord avec le PS aux régionales) ont été soudainement abandonnées, ce qui est difficilement compréhensible pour les gens qui regardent vers nous. Nous pensons que les élections servent à mettre en avant les idées défendues par un parti, ses revendications, et non pas à chercher à tout prix à avoir des élus, même pour des raisons « techniques ». Ainsi, nous sommes en faveur de discussions ouvertes entre les partis qui refusent le capitalisme (notamment le PG, le PCF, et LO), afin d'essayer de voir si une plateforme électorale commune peut être envisagée, mais ceci sans faire de compromissions programmatiques qui signifieraient s'inscrire dans une démarche électoraliste néfaste.

Une telle rencontre, menée à travers des débats nationaux et locaux, publics, impliquant les militants et les structures, permettrait de commencer à bâtir un front contre le capitalisme centré sur la lutte des classes ; car notre priorité doit bel et bien être donnée aux nombreuses luttes de résistance, à la dénonciation de la politique de Sarkozy, aux discussions autour de la crise du capitalisme et à la construction d'une alternative socialiste à ce système. La jeunesse du parti a toute sa place dans cette discussion, qui devrait être abordée à la CNJ.

Matthias (courant Gauche révolutionnaire, comité Melun), Tiphaine (courant Gauche révolutionnaire comité Valenciennes), Alex (courant Gauche révolutionnaire comité Rouen) Sarah (courant Gauche révolutionnaire comité Le Havre)

29) Contribution sur la situation générale

La fin de la crise ?

A en croire la bourgeoisie, la crise est sur le point de se terminer. La preuve, le PIB des pays de l'OCDE s'est stabilisé pour le second semestre de cette année par rapport au premier. A force de milliards accordés aux banques et de licenciements massifs, elle a réussi à enrayer la chute de l'activité et à sauvegarder ses intérêts. Mais tous ces efforts des Etats capitalistes pour sauver leurs entreprises ne sont en aucun cas une solution à la crise, ils permettent simplement d'en retarder les effets. Et le prix à payer, la bourgeoisie fera tout pour qu'il retombe sur les travailleurs. Dans une étude pour Natixis, Patrick Artus à le mérite de dire les choses franchement : « Cet ajustement (baisse du PIB inévitable) peut se faire soit de manière inégalitaire : le taux de chômage montre énormément et les salariés qui gardent leur emploi n'ont pas de baisse de salaire ; soit de manière égalitaire, en baissant les salaires de tous en proportion de la baisse du PIB, de manière négociée, en contrepartie de créations d'emplois. ». Que les choses soient claires, quelque soit l'option choisie, c'est sur le dos des travailleurs qu'on paiera la crise.

Poursuite des attaques

La bourgeoisie maintient donc le cap et peut préparer ses prochaines offensives. Grâce aux trahisons des directions syndicales au cours de l'année précédente et malgré un potentiel de mobilisation très important depuis le 29 janvier et la grève antillaise, un boulevard s'ouvre devant le gouvernement. Cet été il a pu faire adopter définitivement la loi Bachelot sur les hopitaux, la loi de mobilité dans la Fonction publique qui autorise les licenciements, l'extension du travail du dimanche (sans compensation dans les zones touristiques), la régionalisation du financement de la formation professionnelle publique (étape vers sa privatisation), la transformation de la poste en société anonyme dès le 1er janvier 2010 (préalable là aussi à sa privatisation pure et simple). Plus récemment encore, il a mis en place la fameuse « taxe carbone » pesant avant tout sur les ménages populaires, projeté de supprimer le droit de partir

à la retraite à 60 ans et, pour les femmes, mis en cause des droits à une retraite anticipée dus à la maternité...

Face aux résistances de la classe ouvrière il n'hésite toujours pas à utiliser l'arme de la répression, contre des militants de l'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités), contre des grévistes d'EDF-GDF, contre les six militants de Continental etc.

La volonté des travailleurs se heurte donc au bilan des défaites qu'ils ont subies, surtout pour ceux du public et semi-public qui composait encore la grande majorité des cortèges en début d'année. Cela va donc rendre difficile des mobilisations de même ampleur durant l'automne. On peut en revanche s'attendre à ce qu'il y ait encore des luttes dans le privé contre les licenciements massifs comme le laisse présager le bilan de ces derniers mois. L'entrée en lutte du prolétariat industriel en réponse à la crise peut devenir désormais centrale dans la lutte de classe en France. Pour les militants du mouvement ouvrier, la tâche principale est de contribuer à ces luttes et d'aider immédiatement à leur coordination nationale.

Directions syndicales

Mais de leur côté les directions syndicales continuent à tout faire pour étouffer toute tentative de mobilisation. Elles ont laissé ces luttes isolées les unes des autres depuis le début de l'année, boycotté la manifestation appelée par les travailleurs New Fabris le 31 juillet à Châtelleraut, refusé d'apporter leur soutien aux travailleurs de Continental poursuivis devant les tribunaux...

Les bureaucrates syndicaux assument d'ailleurs clairement leur politique. Pour François Chérèque (CFDT), la convergence des luttes n'est ni possible, ni souhaitable : « Entre l'enseignant qui fait sa rentrée dans une classe surchargée, l'infirmière qui va devoir gérer une épidémie de grippe A et des salariés qui se retrouvent en chômage partiel, qu'est-ce qui est unificateur ? ». Quant à la direction de la CGT est sur la même longueur d'ondes : Maurad Rhabi, bras droit de Thibault, a déclaré dans Le Parisien du 25-26 juillet : « Il n'y aura pas de grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres. »

Mais la contestation de ces directions syndicales est de plus en plus forte. Les travailleurs comprennent bien que la stratégie des journées d'action et l'isolement des luttes ne peut que les mener dans le mur. Elles sont de plus en plus remises en cause par leur base. Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental à Clairoix, en est devenu le symbole médiatique en dénonçant à la radio l'orientation de Thibault et en le traitant de « racaille ». Mais surtout, de nombreuses prises de position de syndicats locaux de la CGT en faveur de la convergence des luttes et d'un mouvement d'ensemble coordonné montrent que la montée en puissance d'une contestation radicale des directions syndicales est à l'ordre du jour.

Quelle intervention pour les révolutionnaires ?

Pour les révolutionnaires l'heure est donc à la coordination et à la centralisation des luttes. Par exemple, nous devons non seulement préparer les marches régionales appelées par les états-généraux contre chômage et la précarité et de constituer partout des « collectifs de préparation », comme le propose la direction du NPA. Mais nous devons en outre permettre à cette initiative de dépasser son cadre. Que les collectifs de préparation deviennent des collectifs de travailleurs, organisés sur dans les entreprises (et non seulement un collectif avec les représentants des organisations), et qu'ils fédèrent en un collectif national contre les licenciements. Un tel collectif rassemblerait les délégués des entreprises en lutte, intégrant les syndicats combatifs, et pourrait élaborer une orientation alternative à celle des directions syndicales. Il pourrait alors appeler à la manifestation contre les licenciements, premier pas de centralisation des luttes aujourd'hui dispersées.

Mais de manière indissociable, il nous faut combattre fermement les directions syndicales traitres. Pour cela un des enjeux majeurs est la constitution d'un courant organisé au sein des diverses organisations syndicales, capable d'agrèger les militants et équipes qui luttent sur une orientation de lutte de classe, incluant le combat contre l'orientation des bureaucrates, pour la réappropriation des syndicats par les travailleurs. Un tel courant intersyndical devrait regrouper les militants et équipes de lutte de classe au-delà des différentes sensibilités politiques. L'objectif d'un tel courant a été adopté

au congrès de fondation du NPA, l'heure est plus que jamais à sa construction.

Sur les facs et les lycées, quelles perspectives aujourd'hui ?

Le bilan des luttes de l'année passée montre aussi que les jeunes y ont occupé une place importante. Les lycéens et les étudiants ont été impliqués dans des grèves importantes contre la réforme Darcos et contre l'ensemble des attaques contre l'université. Au sein des grèves des ouvriers contre les plans de licenciement massifs, ils ont aussi joué un rôle majeur par la radicalité qu'ils apportaient, souvent hors des schémas de lutte traditionnels. Ils ont aussi été très nombreux à participer à la révolte du peuple Kanak qui a éclaté cet été. C'est pourquoi plus que jamais il est nécessaire de les organiser et de les gagner à la lutte révolutionnaire.

Du côté des lycéens et des étudiants, les défaites qui se sont succédées vont peser très lourd sur leur conscience. Il paraît difficile que les étudiants soient prêts de façon massive à se lancer dans une nouvelle mobilisation dès la rentrée. Si dans certaines universités il y avait de tentatives, elles risqueraient d'être isolées, et ceux qui la supporteraient seraient vite épuisés. A moins que la situation politique change et que des secteurs importants de travailleurs se mettent en grève et entraînent les étudiants, l'heure n'est pas à la grève dans les universités, mais au travail de reconstruction des conditions qui pourront la permettre. Pour cela nous devons faire un important travail d'information et de structuration. Il nous faut continuer à parler des conditions réelles de vie des étudiants, aux conséquences directes des « réformes » du gouvernement, nous devons revenir avec eux sur le bilan politique des luttes des dernières années, et partir de ces éléments concrets pour gagner un maximum de jeunes à la lutte contre le capitalisme, à la compréhension que c'est tout le système qu'il faut abattre, et qu'il faut pour cela s'organiser dans un parti.

**Edgar, Paris 19é, militant de la tendance
CLAIRE du NPA**

30) Contribution sur le mouvement autonome

L'essor des mouvements étudiants nous fait assister à celui de la mouvance autonome. La présente contribution entend donner des éléments d'explication des causes d'un tel développement, en même temps qu'elle essaye de proposer une politique à l'égard de ce courant. Nous tenons à préciser que ce texte va bien sûr commettre de vulgaires généralisations concernant les mouvances autonomes. Ils représentent beaucoup de courants très différents. Nous nous attachons ici principalement à ceux que nous connaissons par les mouvements universitaires. Leurs visions théoriques et programmatiques vont sûrement être simplifiées ici, ce n'est pas dans le but de la caricature mais bien pour essayer de centrer les différences fondamentales.

I. La nécessité d'aller au dialogue

Les jeunes séduits par la mouvance autonome, sont souvent motivés par un profond et sincère sentiment de révolte. Ils sont de fait à l'avant-garde de beaucoup de luttes universitaires. Ils le sont avec leurs méthodes, avec leur idéologie, et y compris avec leur vision de l'avant-garde, mais ce sont eux qui animent beaucoup des mouvements, et contribuent à leur radicalisation.

Les balayer d'un revers de main en les traitant de gauchiste (quoique la caractérisation soit exacte) ne résout pas la question de savoir comment l'on s'adresse à eux. Si nous voulons nous développer, gagner les jeunes les plus radicaux et les plus révoltés, il nous faut avoir une politique à l'égard du mouvement autonome, sinon c'est lui qui gagnera ces jeunes là. C'est une idéologie bien souvent individualiste en dernière instance, qui se pose davantage la question de l'épanouissement du militant en tant qu'il milite, plutôt que des solutions objectives pour pouvoir changer le monde. C'est également une idéologie souvent de type idéaliste, qui pense qu'il faut changer les mentalités avant de changer la société. Dans une période qui suit une longue crise du mouvement ouvrier, et des attaques de toute part visant à anéantir le marxisme jusque dans ses fondements (le matérialisme historique), ce type d'idéologie se développe facilement. Et son développement

et d'autant facilité que la place de la radicalité a été laissée vacante par les réformistes de tout poil. Les directions syndicales et leur politiques traître ont contribué à dénigrer le principe même de la syndicalisation voire de l'organisation ; et l'adaptation de la « gauche » et des PC au système a tendu à contribuer à l'image du « tout se vaut » ; enfin avec la chute du mur de Berlin tout espoir d'une autre société possible s'est effondré.

Mais dans ce contexte de recul de l'idéologie marxiste, le capitalisme, lui, n'a pas cessé d'être le système barbare de l'exploitation sans merci et du toujours plus de profit. La peur de l'avenir devient croissante chez les jeunes. Les emplois stables vont manquer, la précarité va croissante et touche de plus en plus de jeunes. Y compris dans la petite bourgeoisie, ce sentiment d'insécurité face à l'avenir règne.

La radicalité, l'envie d'en finir avec le système se développe donc avec les outils qu'elle a sous la main, qui ne sont pas ceux du marxisme. Beaucoup d'étudiants mêlent à la fois un sentiment de haine à l'égard du capitalisme, et à la fois ils sont persuadés que le communisme est une pure utopie. Alors, « plutôt que de combattre le système, passons nous en » : l'ouverture d'un squat auto géré se substitue à la lutte de classes et faire des manifs sauvages devient un principe puisqu'il ne faut pas la police impose le trajet.

La meilleure façon de faire mourir ces courants dans l'oeuf, c'est de leur ôter la place de se développer, c'est d'avoir nous la politique la plus claire possible. Si nous refusons d'expliquer notre programme, de dire que nous sommes des révolutionnaires, que nous voulons détruire l'Etat bourgeois, que nous ne participons à la mascarade de ses élections que pour des raisons tactiques, etc. en somme si nous refusons d'affirmer que nous sommes des révolutionnaires, alors nous laissons la porte ouverte à ce que la jeunesse mobilisée et radicalisée nous passe sous le nez, plus attirée par le gauchisme de ces courants.

En outre, ces mouvements, eux, ont une politique à notre égard. Ils ont une critique systématique de nos positions. Dans les facs où nous voulons avoir de l'influence, nos adversaires politiques sont de fait les autonomes. Si nous ne gagnons pas en influence, c'est eux qui le feront. Il est nécessaire de pouvoir répondre à leurs critiques, fiers des

idées pour lesquelles nous nous battons.

II. Quelques éléments de débat

1. Le fonctionnement des coordinations universitaires

Beaucoup de divergences avec les militants « autonomes » apparaissent sur le fonctionnement des coordinations nationales (étudiantes en général), principalement sur la question des mandats. Leur rigidité sur la question les mène à défendre une vision du mandat non seulement contre productive, mais en outre antidémocratique. Ils nient totalement la possibilité de faire confiance à un militant mandaté, ils nient l'existence d'une marge de manoeuvre dans l'interprétation des mandats, et en arrivent à une vision des coordinations totalement absurde, qui pourrait être remplacée par un échange de mail avec des cases à cocher. Mais avant de se jeter en avant dans la critique de ces positions, il faut comprendre d'où elles viennent. Elles sont en fait une réaction saine à une dérive bureaucratique trop souvent observée de la part des mandatés : des mandats « semi impératifs » qui cachent des mandats libres, qui permettent aux délégués de se prononcer sur des questions qui n'ont pas été posées à l'AG. Souvent ces délégués se groupent en fonction de leurs appartenances politiques ou syndicales (ce qui en soi n'a certes rien de choquant), et ne tentent pas, avec les camarades avec lesquels ils ont été mandatés, de coller au mieux aux décisions de l'AG mais essaient de faire passer la ligne de leur organisation.

Car il faut rappeler que les coordinations nationales étudiantes dne sont pas un cadre entièrement démocratique. Les AG ne comportent ni majorité ni minorité, et empêchent donc ces dernières d'être représentées. C'est cet état de fait qui rend les mandats stricts, qui empêche les divergences entre délégués (sauf parfois sur l'interprétation d'un mandat)

Une autre des divergence fondamentale repose dans le rôle que nous voulons donner aux coordinations. Elles doivent être pour nous les organes de direction du mouvement (impliquant donc l'élection d'un comité national de grève entre deux coordinations, pour assurer la direction). Nous ne revenons pas ici sur les arguments qui ont été

en cette faveur. Mais cette question montre bien que le courant autonome a beaucoup d'influence sur les mouvements. Très large est la part des étudiants qui refuse l'idée d'un comité de grève élu en donnant l'argument de la bureaucratie. Cela montre bien à quel point la lutte idéologique est nécessaire.

2. La vision de l'avant-garde

Pour nous, l'avant-garde est avant tout une réalité. Dans tous les conflits ouvriers, étudiants, il y a de fait une avant-garde qui se distingue et qui dirige le reste du mouvement. L'avant-garde existe, mais si les masses sont passives, l'avant-garde est impuissante ou ultra-gauchiste.

La question principale que nous nous posons, c'est la politique à avoir à l'égard des masses. Le mouvement autonome pense que l'avant-garde à elle seule suffit, qu'elle peut faire l'Histoire à la place des masses, et se dispense donc d'avoir une politique à leur égard.

3. La question de la violence

Sur cette question encore, la mouvance autonome part d'un constat juste : l'Etat est un organe de domination d'une classe sur une autre, et la prise du pouvoir ne saurait se faire sans violence, il n'y a aucun scrupule moral à avoir à être violent envers les représentants de l'ordre bourgeois. A cela il faut leur répondre que nous avons un total accord avec eux. Oui la bourgeoisie est prête à tout, y compris à réprimer ses opposants dans des bains de sangs (les exemples ne manquent pas), et même à avoir recours au fascisme pour mater la révolution montante. Non, face à ces gens-là, nous, militants révolutionnaires, nous n'avons pas peur, pas de scrupules à être violents. Mais si nous ne faisons pas de la non-violence un principe, l'utilisation systématique de la violence n'en est pas un non plus. La seule violence qui sert, c'est celle des masses. Nous revenons ici à l'argument que nous avons donné plus haut de nos divergences sur la notion d'avant-garde. La question que se pose un révolutionnaire n'est pas « est-il acceptable moralement de tuer le patron de telle multi nationale ? », la question est « est-ce utile ? ».

Par ailleurs nous n'avons pas à rougir (si, toujours),

car quelles que soient nos divergences tactiques, entre la défense de Coupat ou de l'Etat bourgeois, nous n'hésitons pas un instant, et nous publions des communiqués, appelons et participons à toutes les actions de soutien contre la répression de l'Etat que nous combattons. Mais cela ne nous dispense pas d'expliquer que les méthodes employées ne sont à notre avis pas les bonnes.

Ces éléments très partiels entendent contribuer au débat sur la politique à mener envers une des composantes importantes des mouvements étudiants.

**Marie, Comité Jeunes Sorbonne,
militante de la tendance CLAIRE du NPA.**

31) Contribution sur le travail antifasciste

Ce texte n'est qu'une ébauche ayant vocation à ouvrir le débat sur l'importance de la lutte antifasciste. Loin d'être parfait, il nous permet d'avoir des pistes de réflexion sur son actualité et quelle activité nous devons donc mener en tant que militants révolutionnaires.

1. Qu'est-ce que le fascisme ?

Le fascisme est un système qui construit son influence à travers les crises économiques, en réponse aux problèmes sociaux qui se posent à ces moments précis. Il est instrumentalisé par les capitalistes afin de protéger le système lors des crises économiques et politiques. Il connaît d'ailleurs sa plus forte croissance au moment de la crise de 1929, qui est la plus grande crise de système capitaliste.

Cependant, le fascisme est un régime à part entière, ultra hiérarchisé, qui régit toutes les sphères de la vie privée et publique, par le biais de milices armées, d'organisations de jeunesse, de corporations au sein des entreprises, etc. Historiquement, les anciens combattants ont eu un rôle important dans la construction des mouvements fascistes, d'où résulte le caractère paramilitaire de ces organisations.

Le fascisme est propagé par deux types de discours: le premier s'axe sur la propagande anti-communiste (même s'ils le sont beaucoup moins aujourd'hui) et nationaliste alors que le second s'appuie davantage sur des idées populistes et démagogiques voire s'il le faut anticapitaliste et aussi poujadiste, ce qui aujourd'hui est le plus répandu.

2. Qu'est-ce que le fascisme d'aujourd'hui ?

Le fascisme actuel est « popularisé » par un discours démagogique et anticapitaliste, il touche énormément au sein de la classe ouvrière souvent la moins politisée lui offrant tout d'abord le sentiment d'appartenir à un groupe uni, se reconnaissant notamment par des signes distinctifs. Il offre une réponse, un coupable, aux problèmes qui se posent

dans une société en crise (chômage, licenciements, ...).

Les groupes (identitaires, RED, Renouveau Français) se construisent dans la jeunesse sur une volonté d'en découdre avec les gauchistes.

Dans la période de crise politico-économique actuelle, il va plutôt avoir tendance à augmenter son audience à travers un discours dit anticapitaliste et se plaçant au dessus du clivage droite/gauche. Ainsi, on peut les rencontrer dans des manifestations dites de gauche (soutien à la Palestine, universitaires, etc.), avec des mots d'ordre qui prêtent à confusion, tels que « Comme la France aux Français, la Palestine aux Palestiniens », lors d'une manifestation au début de l'année.

L'idéologie qu'ils cultivent est parfois peu compréhensible et donc démontable, comme celle utilisée par le groupe Solidarité et progrès qui assurent une présence lors des manifestations, notamment celle du 19 mars sur Paris.

Ils assurent leur visibilité par le biais de collages massifs d'autocollants, comme ceux du Projet Apache sur Paris. Ils se construisent d'autant plus avec des descentes sur les universités, comme on a pu l'observer cette année avec le RED (Rassemblement des Etudiants de Droite), alliant recrutement et affrontement avec leurs opposants politiques.

Cette année, leur principale activité fut axée contre l'immigration avec la perturbation, notamment, des cercles du silence.

L'ensemble de ces groupes utilise un discours prêtant à confusion avec notre discours, cherchant à s'implanter dans la jeunesse, et ayant une plus forte politique d'apparition pour se faire connaître.

Lors des élections européennes, l'apparition de la liste du PAS (Parti Anti-Sioniste), conduite par Dieudonné, marque un renouveau dans le fascisme, puisqu'elle intègre des immigrés et des éléments de la classe ouvrière. D'ailleurs leurs apparitions sur les marchés populaires (dont Belleville, Montreuil, ...) montre que c'est l'une de leur préoccupation. Cette liste manie à la fois le côté populiste, démagogique et « anticapitaliste », nommant comme responsables de la crise les

Juifs, « détenteurs » des banques. Ils vont utiliser la violence contre les résistances qu'ils vont rencontrer durant leur campagne.

De façon générale, les groupes fascistes, par leur entraînement paramilitaire (camps d'entraînement des jeunesses identitaires) vont avoir une cohésion de groupe, visant à écraser l'adversaire.

3. Quelle riposte face au fascisme?

Les actions antifascistes habituelles sont portées essentiellement par la mouvance libertaire, n'entraînant que des gens convaincus, les « radicaux ». Cela se traduit par un combat minoritaire entre le fascisme et les antifascistes. Nous devons face à cela lier l'activité antiraciste à l'activité antifasciste, en essayant d'entraîner notre milieu dans la lutte. Face à la politique de stigmatisation des immigrés et surtout des sans-papiers, nous devons nous efforcer de faire le lien entre les deux problématiques en les intégrant dans les cadres syndicaux, notamment par le biais des sans-facs. Nous devons intégrer l'activité antifasciste à notre militantisme même si nous ne sommes pas en total accord avec la façon dont les libertaires la mènent, et cela passe par la préparation des échéances traditionnelles antifascistes comme le 9 mai.

4. Quelles sont nos tâches ?

Les questions antifascistes impliquent un certain nombre de tâches, même si nous n'en faisons pas la priorité. L'organisation se doit d'assurer la formation théorique mais aussi pratique de ses militants :

La formation théorique : des discussions régulières sur l'extrême droite ainsi que l'analyse de son rôle historique mais aussi sur l'état actuel de ses organisations en lien avec l'actualité.

La formation pratique : nous devons donner les moyens à l'ensemble des militants d'être en capacité d'organiser et d'assurer la sécurité lors d'interventions antifascistes, ce qui peut d'ailleurs être utile en manifestation.

Pour assurer cela, nous devons élaborer du

matériel spécifique, brochures donnant des arguments sur les questions fascistes/antifascistes, des autocollants et des affiches permettant de mener des campagnes en lien avec les questions antiracistes.

Nous devons participer aux échéances telles que le 9 mai et avoir pour objectif de massifier le mouvement antifasciste.

Pour assurer l'ensemble de ces tâches, nous devons maintenir le plus de liens possibles avec le secrétariat antifasciste du NPA qui est un appui pour la formation théorique et la formation pratique.

Ce texte fut écrit suite à des discussions avec un ensemble de camarades et a pour objectif d'en susciter des nouvelles

Morgane (Comité Jeunes Paris 7), Oriane (Comité Jeunes Paris 7) et Géraldine (Comité Jeunes 92 Nord)

32) Bilan du Comité Lycéen Levallois

Le but de cette contribution est de faire le bilan du comité NPA du lycée de Levallois (lycée Léonard de Vinci, polyvalent (générale, technique, pro et BTS) depuis sa création à la fin de l'année scolaire 2007/2008.

1° Construction et évolution du comité

Le comité NPA du lycée s'est créé à la suite du mouvement contre les suppressions de postes qui a été fort sur le lycée.

Un camarade était aux JCR avant le mouvement et deux autres ont été gagnés pendant le mouvement. Par notre rôle dans la mobilisation au sein du comité de mobilisation nous avons acquis une certaine légitimité et la première réunion publique pour présenter le processus du NPA à la fin de l'année a regroupé 17 lycéens et lycéennes.

À la rentrée (septembre 2008) nous avons rappelé les contacts et commencé à faire des comités NPA hebdomadaires.

1) construction et intervention dans la mobilisation

Un certain nombre de réflexes ont été gardés du mouvement du printemps de l'année précédente. Nous avons donc refait des comités de mobilisation afin de tirer les bilans du mouvement et voir comment mobiliser cette année par rapport aux conséquences des suppressions de postes (classes surchargées, classe double filières, pas de médecin...) sur notre lycée et en vue de la réforme Darcos déjà annoncée.

Nous nous sommes aussi présentés aux élections lycéennes (Conseil de la Vie Lycéenne) en montant une liste « l'éducation n'est pas une marchandise » et deux camarades ont été élus au Conseil d'Administration. Cela nous a permis non pas de changer la situation du lycée par les institutions mais d'une part de gagner des droits importants (avoir un local ou nous faisons des réunions, entreposons du matériel...) et d'autre

part d'avoir plus de légitimité par rapport aux profs et à l'administration

Nous avons su articuler et dissocier notre intervention en tant qu'organisation politique (matériel NPA) et en tant que comité de mobilisation, cadre d'auto-organisation des lycéens.

Comme tous les camarades le savent il y a eu un mouvement lycéen contre la réforme Darcos en Novembre / Décembre 2008. Nous avons préparé ce mouvement en informant les lycéens par le biais de tracts et nous l'avons construit au sein du comité de mobilisation, en organisant des AG, en bloquant le lycée...

À la fin du mouvement, un autre camarade est rentré au NPA.

2) Une répression forte et ciblée qui a permis de gagner des gens aux idées anticapitaliste et révolutionnaire.

Deux lycéens dont un camarade ont été placés en garde à vue à la suite d'une action gentille en faveur du droit au logement pour tous (présence dans le conseil municipal pour demander un rdv pour parler du mal-logement et des expulsions ...) organisé par un collectif local (MSL (Mouvement Solidaire pour le Logement) dont fait parti le NPA). Ces deux lycéens sont restés 48h en GAV et sont passés devant un juge pour enfants avant d'être acquittés.

Cette répression ciblée contre des militants politiques a entraîné de vives tensions notamment sur le lycée : campagne de solidarité, présence très forte de CRS sur le lycée pendant les journées de mobilisation (même quand nous ne faisons que diffuser)... et a permis d'avoir beaucoup de discussions politiques avec les lycéens. Sur le rôle de l'Etat et de la police, par exemple, non pas seulement de manière théorique mais en liant la théorie et la pratique.

Le procès a eu lieu presque au même moment que le congrès de fondation du NPA...

3) le congrès

Avant le congrès de fondation nous avons pris une série de rencards avec tous les contacts que

nous avions sur le lycée mais aussi sur le collège voisin qui avait été bloqué pendant le mouvement. 16 camarades avaient pris leur carte de membre fondateur et la plupart étaient présents au congrès local de fondation. Les camarades du collège ont été convaincus en nous voyant manifester devant leur bahut, puis en leur donnant l'analyse NPA des réformes et en les aidant à mobiliser et à bloquer le collège.

4) le reflux

Comme à beaucoup d'endroit nous avons connu un reflux important au niveau de la mobilisation bien sûr mais aussi au niveau du parti.

Ce reflux était dû à plusieurs facteurs : d'abord la fin de la mobilisation. En effet, beaucoup de camarades ont été convaincu de rejoindre le NPA car c'était pour eux le meilleur outil pour militer, pour se battre contre les réformes, pour changer les choses...une fois la mobilisation terminée, certains n'étaient pas convaincus de la nécessité de s'organiser sur la durée. Une certaine démoralisation a gagné quelques camarades, d'autant que la pression des parents après la mobilisation était forte.

Nous n'avons pas su assurer un suivi régulier de l'ensemble des camarades, nous n'avons pas réussi à discuter sur le fond régulièrement.

5) les RIJ

Quatre camarades ont participé aux RIJ. Cela a permis de resserrer les liens entre camarades, de comprendre lors de la commission lycéenne internationale la globalité des attaques de la classe dirigeante contre l'éducation, de se former plus politiquement.

Nous avons fait à plusieurs reprises des « points Levallois » pour discuter du bilan de l'année et préparer la rentrée.

6) la rentrée 2009

Le camarade le plus ancien est parti à la fac mais continue à suivre l'activité du comité, un camarade a redoublé mais ne s'est pas fait ré-accepté au lycée, un camarade collégien est passé au lycée, un autre dans un bahut privé et un autre est maintenant dans un bahut pro du 92. Les autres

camarades sont encore sur le lycée.

A la fin du mois d'août nous avons fait le premier comité NPA de l'année pour préparer la rentrée. Cette année nous avons eut des « sans lycées ». Des lycéens qui ont raté leur bac n'ont pas été ré-acceptés. C'était d'une part une manière de « faire le ménage » (des élèves considérés comme perturbateurs ou militants) pour la nouvelle proviseure et une conséquence des suppressions de postes.

Des tracts ont été diffusés par rapport aux suppressions de postes, à la réforme et aux sans lycées. Des affiches ont été collées...

Une réunion publique NPA a été organisée jeudi 10 septembre sur le thème de « crise et éducation ». Elle a été préparée par diff du 4pages lycéen (lundi et mardi) puis flyers (mercredi et jeudi).

Cette réunion a réuni 17 lycéens dont 7 camarades. Il y avait 6 secondes que l'on ne connaissait pas avant. Deux contacts sérieux ont été pris et un ancien contact est rentré au NPA à la suite de la réunion.

2° Quelques leçons de notre expérience

1) Une réelle structuration du comité

Un des éléments qui nous a permis de nous construire c'est de rendre utiles et structurées les réunions du comité NPA. Le comité est organisé de la manière suivante : un topo politique introduit la discussion. Ce topo est préparé par un ou plusieurs lycéens souvent en lien avec des étudiants. Les thèmes abordés sont variés : qu'est ce que le capitalisme ? , l'écologie, le féminisme, Che Guevara, l'oppression des LGBT, la crise économique, l'Etat...à la fin de l'année dernière nous avons même étudié collectivement plusieurs chapitres de Introduction au marxisme de Ernest Mandel. Puis on parle plus concrètement sur le bahut et on voit les tâches sur le lycée : bilan de l'activité de la semaine, préparation des comités de mobilisation, qui écrit le tract...

2) Un lien fort avec le comité jeune du 92 Nord et l'importance du suivi étudiant

Le comité Levallois lycée fait parti du comité jeune du 92 Nord. C'est-à-dire que nous avons nos réunions propres sur le lycée, mais que nous participons aussi aux réunions avec tous les jeunes du 92 Nord (étudiants, lycéens, JT). Le comité jeune nous permet d'avoir une vision d'ensemble de la jeunesse et de discuter avec tous les camarades de notre intervention sur les lycées et vers toute la jeunesse. Cela permet une plus grande formation. Nous devons cependant noter que beaucoup de camarades de notre comité ne sont jamais ou très peu venu au comité jeune, entre autre car il est en pleine semaine et que pour des raisons techniques (transports) et familiale (« répression parentale »), c'est plus dur.

De plus, le lien entre le comité lycée et le comité jeune se fait aussi par le biais du suivi d'un camarade étudiant. Le rôle du suivi est très important. Il a souvent plus d'expérience et arrive à prendre plus de recul pour conseiller des camarades. Le suivi ne dirige pas les lycéens ! Il participe aux réunions de comités, est présent lors des bocages, peut aider à préparer les topos mais a souvent des tâches plus chiantes... quand il faut aller tirer les tracts tard et que les lycéens ne peuvent pas le faire par exemple. C'est un travail d'abnégation décisif dans la construction sur les bahuts. L'expérience de Levallois le prouve : notre comité c'est construit grâce aux suivis étudiants, à leur sérieux et à leur disponibilité ; à l'action conjuguée de camarades de l'intérieur et de l'extérieur du bahut.

3) la régularité dans l'activité

Notre implantation sur le lycée de Levallois ne s'est pas faite du jour au lendemain. C'est la mise en place de diff régulières durant plusieurs années qui a fini par payer. C'est grâce au travail régulier de diff, passage dans les classes, interventions au mégaphone devant le bahut, convocation des AG, que les militants du NPA sont considérés comme un point de repère et que nous avons réussi à constituer une équipe aussi importante.

4) Consolidation et extension

Pour nous la tâche maintenant est de réussir à consolider le comité. Faire que tous les militants trouvent leur place dans le comité, mettre tous les camarades à un même niveau de formation n'est pas une chose facile. Sur les lycées, une des difficultés principales est que les lycéens ne restent que peu de temps, 3 ou 4 ans maximum. Il faut donc sans cesse gagner de nouveaux militants pour permettre au comité de se maintenir. C'est pourquoi, nous devons organiser régulièrement des réunions publiques, prendre le temps de discuter avec les sympathisants et les nouveaux militants.

Pour nous l'enjeu est aussi de réussir à nous étendre en priorité sur les collèges de Levallois, mais aussi sur d'autres lycées en faisant partager à d'autres notre expérience.

Comité Lycéen de Levallois (Rattaché au Comité Jeunes 92 Nord)

